«TéléVisions»

Comment les médias étrangers voient la diplomatie française
Supplément

Le Monde

Dimanche 14 - Lundi 15 août 2011 - 67e année - N°20703 - **1,50 €** - France métropolitaine - **www.lemonde.fr** — Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Les Etats et leur dette : une lutte acharnée depuis le Moyen Age

- En 1788, la dette dépassait les 80 % du PIB français
- Déclarer la guerre ou liquider ses créanciers, l'historien Gérard Béaur passe en revue quelques méthodes anciennes de désendettement
- 2008 et 2011, deux crises qui se ressemblent
- Mais, pour les experts, la dégradation de la note américaine ne provoquera pas un séisme comparable à la chute de Lehman Brothers **Lire pages 12 et 13**

Après les émeutes, la peur des tensions raciales

En Grande-Bretagne, la politique répressive du premier ministre est soutenue par l'opinion **P. 6**

Birmingham : hommage aux trois Pakistanais tués le 9 août. KHALID TANVEER/AP PHOTO

Le « groupe Fourtou », club secret de soutien à M. Sarkozy

Politique Etienne Mougeotte, Gérard Carreyrou, Alain Carignon... Un cercle de septuagénaires influents s'est constitué autour de Jean-René Fourtou, président de Vivendi. Son but : faire réélire Nicolas Sarkozy **Page 11**

Yann Paranthoën, une vie de collecteur de sons

Culture Quarante ans durant, ce réalisateur et producteur de radio, mort en 2005, a conçu de remarquables documentaires sonores. A découvrir au manoir de Kernault, à Mellac, dans le Finistère **Page 18**

Les zones d'ombre de l'urgentiste de Bayonne

Fait divers Le docteur Nicolas Bonnemaison a reconnu avoir injecté des produits mortels à quatre personnes en fin de vie. A l'issue de sa garde à vue, il a éte mis en examen et remis en liberté **Page 10**

Le poison de la rumeur

Victime, cette semaine, d'une folle rumeur sur sa santé financière, la Société générale a réagi vigoureusement et sereinement. Elle a décroché, très vite, un démenti formel du premier émetteur de cette rumeur, le *Mail on Sunday*. Elle a obtenu, très vite aussi, l'ouverture d'une enquête auprès de l'Autorité des marchés financiers pour que soient déterminées les origines de cette rumeur. Mis en cause, *Le Monde* ne peut que se réjouir de cette investigation. Certains de nos confrères ont en effet cherché à accréditer l'idée que la fiction politico-financière « Terminus pour l'euro » que nous avons publiée, comme série d'été, du 26 juillet au 6 août, serait à l'origine de cette rumeur. Le ministre de l'économie, François Baroin, a d'ailleurs repris l'argument à son compte vendredi 12 août sur RTL.

La réalité, c'est que notre fiction n'est pour rien dans cette folle rumeur. Tout d'abord, il s'agissait, et cela était très clairement signalé, d'une fiction se déroulant en 2012, au lendemain de l'élection présidentielle. A aucun moment ensuite, dans les douze épisodes, la survie financière de la Société générale n'est mise en cause. Le *Mail on Sunday* a d'ailleurs répété qu'aucun de ses journalistes et qu'aucune de ses sources n'avaient eu connaissance de cette série. Quant à l'Agence France-Presse, qui a relayé un temps cette rumeur dans la rumeur – la responsabilité du *Monde* dans cette affaire –, elle a reconnu ses erreurs et a décidé d'annuler carrément la dépêche qui mettait en cause notre feuilleton – une décision exceptionnelle. Cela étant, le mal était fait : la blogosphère s'est emparée de ces tweets et dépêches, passant sans vergogne du conditionnel à l'indicatif. Vérifier une information avant de la publier, les nouveaux journalistes générés par l'explosion du Web ne s'y sentent peut-être pas tenus. Cela doit rester en revanche, pour les grands médias et leurs sites, une nécessité absolue – et c'est le cas au *Monde*.

Cela étant, le paradoxe veut que cette affaire vienne illustrer, malheureusement, ce que notre feuilleton dénonçait : la place insupportable prise par la rumeur, souvent intéressée, dans le sort des nations et des entreprises. A l'origine de la crise financière décrite dans cette fiction et qui aurait, en 2012, déstabilisé l'euro, l'Europe et ses banques, il y a une poignée de traders britanniques qui, pour alimenter leur fonds de commerce, imaginent un scénario fou – la sortie de l'Allemagne de la zone euro – et le font circuler sur les réseaux. La CIA tombe dans le piège et précipite l'Europe dans une véritable tourmente. Cette fiction n'avait pas la prétention de prédire l'avenir. Publiée par un journal qui ne cache pas ses engagements pro-européens, elle se voulait exorcisme.

A l'instar de la méthode des cas pratiques ou des jeux de rôle dans les écoles, elle avait aussi une ambition pédagogique. Si l'Europe ne veut pas rester à la solde des hedge funds et de leurs traders, si les banques européennes ne veulent plus être leurs victimes permanentes, elles doivent s'en donner les moyens. ■

Editorial

Erik Izraelewicz

La fac indienne qui a inventé l'« ingénierie frugale »

L'été 2011

- Suite et fin de notre série sur les labos du futur, avec l'Institut indien de technologie de Bombay,un centre à la pointe des nanosciences, où l'on invente des objets à la fois techniques et abordables **P. 14**
- Portait de Fabrice André, un cancérologue qui soigne davantage les malades que les maladies **Page trois**
- Susan Meiselas, qui a photographié de près la chute des tours jumelles, raconte son 11-Septembre **P. 15**

Le regard de Plantu

Le XV de France en mode commando

A moins d'un mois du début de la Coupe du monde de rugby en Nouvelle-Zélande (du 9 septembre au 23 octobre), l'équipe de France poursuit sa préparation. Objectif : trouver une *« cohésion collective »*. Les Français ont effectué un épuisant raid de deux jours en Haute-Loire avec, au programme, VTT, escalade, course avec des chiens de traîneau, raft et épreuves « à la ferme », le tout entrecoupé d'une très courte nuit sous la tente... *« Cette préparation est la plus aboutie que j'aie connue »*, affirme Jo Maso, le manageur des Bleus. Ces derniers devaient affronter l'Irlande en test-match amical, samedi 13 août, à Bordeaux. ■ **Lire page 20**

RÉVISEZ VOS CLASSIQUES
AVEC LES GRANDS INTERPRÈTES DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION
L'ALBUM DE LA SEMAINE

CD 4759966

JONAS KAUFMANN
ROMANTIC ARIAS

Universal Dailymotion Opendisc arte radio classique fnac.com

UK price £1,50

Algérie 150 DA, Allemagne 2,00 €, Antilles-Guyane 2,00 €, Autriche 2,40 €, Belgique 1,50 €, Cameroun 1 500 F CFA, Canada 4,25 $, Côte d'Ivoire 1 500 F CFA, Croatie 18,50 Kn, Danemark 25 KRD, Espagne 2,00 €, Finlande 2,50 €, Gabon 1 500 F CFA, Grande-Bretagne 1,50 £, Grèce 2,20 €, Hongrie 700 HUF, Irlande 2,00 €, Italie 2,20 €, Luxembourg 1,50 €, Malte 2,50 €, Maroc 10 DH, Norvège 25 KRN, Pays-Bas 2,00 €, Portugal cont. 2,00 €, Réunion1,90 €, Sénégal 1 500 F CFA, Slovénie 2,20 €, Suède 30 KRS, Suisse 3,00 CHF, Tunisie 2,00 DT, Turquie 6,00 TL, USA 3,95 $, Afrique CFA autres 1 500 F CFA,

Dernière minute

Syrie Au moins 16 morts vendredi
Seize personnes sont mortes vendredi 12 août lors des manifestations organisées dans plusieurs villes de Syrie. Les manifestants se sont rassemblés sous le slogan : *« Nous ne nous soumettrons qu'à Dieu »*, lancé cette semaine par des militants sur Facebook. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a exhorté vendredi les partenaires commerciaux de la Syrie à cesser leurs échanges avec Damas. Le président turc, Abdullah Gül, a écrit à Bachar Al-Assad pour lui demander de mener des réformes démocratiques rapidement. – *(AFP.)*

Terrorisme Al-Qaida chercherait à produire des bombes au ricin
Les responsables américains pensent que la branche d'Al-Qaida basée au Yémen cherche à produire du ricin pour commettre des attentats aux Etats-Unis, affirme le *New York Times*, vendredi 12 août. Citant des rapports du renseignement, le quotidien américain écrit que les djihadistes ont multiplié les efforts pour acquérir d'importantes quantités de graines de ricin. Ils chercheraient désormais à déplacer leurs stocks et leurs chimistes dans la province de Shabwa, au sud du pays. – *(AFP.)*

Sur Le Monde.fr

Portfolio
Semaine sous haute tension outre-Manche
Retour en images sur la vague d'émeutes qui a frappé l'Angleterre. Depuis le 6 août, cinq personnes sont mortes et plus de 1 500 participants ont été interpellés en marge des pires violences urbaines qu'a connues le pays depuis trente ans.
http://lemonde.fr/europe/

Photo du jour

Le match des agriculteurs contre les algues vertes
Des agriculteurs bretons ont choisi de protester… la balle au pied ! Ils étaient ainsi près de 400 à participer, vendredi 12 août, à une partie de football organisée sur la plage de Saint-Maurice à Morieux (Côtes-d'Armor), pour démontrer l'innocuité des algues vertes et dénoncer la mise en cause de leur profession dans la prolifération. Le site est fermé au public depuis les premières morts suspectes de sangliers dans l'estuaire du Gouessant attribuées à la décomposition des algues vertes. *« Nous servons de cobayes et vous voyez, on est en pleine forme »*, a plaisanté à l'issue du match Nicolas Morfoisse, administrateur local de la FNSEA, syndicat agricole majoritaire à l'origine de l'initiative. Mardi, la ministre de l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, avait déclaré qu'*« aucune plage où les algues vertes ne peuvent être ramassées toutes les vingt-quatre heures ne doit être fréquentée »*.

(PHOTO : AFP)

12/13 Portrait de blogueur

Anne Lataillade, « Papilles et pupilles »

Du beau et du bon au menu

DR

Rien ne prédisposait Anne Lataillade, diplômée d'une école de commerce travaillant dans la finance, à ouvrir un blog de cuisine. Rien, sinon au départ une malchance : les allergies alimentaires de ses deux enfants qui l'ont contrainte d'arrêter de travailler. L'un ne supportait pas le gluten, l'autre les œufs. Anne se mit à fouiller dans des forums sur le Web afin de dénicher des recettes pour nourrir ses bambins et changer des pommes de terre, du riz et des légumes qui faisaient leur quotidien. Se prenant au jeu, elle a ouvert un blog en juin 2005. Rapidement, les recettes pour régimes ont été remplacées par des plats normaux. Le blog s'est appelé « Papilles et pupilles » parce qu'Anne aime *« quand c'est beau et bon »*. *« Internet est devenu ma fenêtre sur le monde »*, raconte-t-elle.

Tagine de poulet aux poires

Chaque jour depuis cette date, elle propose à ses lecteurs une recette différente. Mais toujours inspirée par une cuisine familiale, à la portée de tous. Parmi ses plats préférés, le tagine de poulet aux poires. Elle fuit les plats compliqués, qu'il faut préparer pendant des heures. Au départ, Anne Lataillade n'était pas une passionnée de cuisine. *« Ma mère ne cuisinait pas. Le repas quotidien, c'est quelque chose qu'on est obligé de faire. J'essaie de le rendre moins barbant et plus fun. Je suis comme tout le monde, je n'ai aucune technique culinaire, je ne connais pas les gestes des chefs. »*

L'inspiration lui vient en lisant d'autres blogs ou en feuilletant des magazines de cuisine. *« Ce n'est pas très compliqué d'inventer une nouvelle recette,* explique-t-elle. *Il suffit, par exemple, de changer deux ou trois ingrédients dans une salade. »* Sa famille sert de testeurs pour ses plats. *« Mais attention !*, précise Anne, *on mange aussi des pâtes à la maison… »* Chaque recette est photographiée avec soin, car *« dans un blog cuisine, l'image est très importante »*. La blogueuse se demande d'ailleurs comment elle se débrouillerait sans son appareil photo numérique.

Anne Lataillade a déjà publié plusieurs livres de recettes. Habitant Bordeaux, elle est tous les jours en contact avec des cuisinières du monde entier grâce à Internet. *« Je discute avec des femmes que je n'aurais jamais rencontrées autrement. J'ai ainsi découvert les cuisines juive, maghrébine, pakistanaise… »* Elle s'est liée d'amitié avec d'autres blogueuses cuisine, comme Mercotte, qui écrit de Chambéry. Elles organisent régulièrement des pique-niques à Bordeaux ou à Paris. Chaque participante apporte un plat de sa confection. Les blogueuses cuisine ont aussi leur salon, qui se tient tous les ans à Soissons, dans l'Aisne, organisé par le site 750gr.com.

Quand Anne songe à sa vie d'avant, elle n'éprouve aucun regret. Son blog lui rapporte l'équivalent d'un petit salaire. Elle vante *« le confort de vie »* qui consiste à travailler chez soi. *« Tant que ça me plaît, je continue. Le jour où j'en aurai assez, peut-être que j'arrêterai et que je retournerai à la finance »*, dit-elle en riant. En attendant, ses enfants se régalent de ses recettes, d'autant plus qu'ils n'ont plus d'allergies.

Xavier Ternisien

Papilles et pupilles
http://www.papillesetpupilles.fr/

Les indégivrables Xavier Gorce

Controverse du Net !

L'économie, « on n'y comprend rien »

Cette semaine, l'actualité économique s'est imposée à la « une » de notre site. Avec elle, tout un lot de questions a alimenté les conférences de rédaction matinales. Comment parler de ces mécanismes financiers si complexes que même les acteurs des marchés n'en maîtrisent pas tous les aspects ? Comment les rendre compréhensibles ? Beaucoup de nos internautes l'ont confessé, l'économie, *« on n'y comprend rien »*.

Pédagogique Les yeux rivés sur les cours des Bourses mondiales, les journalistes de la rédaction ont donc embrassé leur vocation pédagogique. Un « live » a été ouvert mardi 9 août pour suivre en direct l'évolution des marchés mondiaux. Dans cet espace, nos lecteurs ont pu nous poser directement toutes leurs questions. Beaucoup portaient sur les répercussions concrètes de ces bouleversements économiques : logement, assurance-vie, épargne, pétrole… *« Sommes-nous réellement concernés par ces évolutions des marchés ? »*, se demandait ainsi un abonné dans un courriel.

FAQ Dans l'article « Crise financière : les réponses à vos questions », nous avons répondu à toutes ces interrogations, posées sur notre site, notre page Facebook ou notre compte Twitter. L'accueil de cet article a été particulièrement chaleureux, et d'autant plus concluant pour nous qu'il a souvent été complété par des internautes avertis.

Alerte Mais si l'économie n'est pas réservée qu'aux initiés, vous nous avez aussi accusés d'en faire trop sur cette actualité. Manque d'intérêt ou ras-le-bol, vous avez critiqué le trop grand nombre d'alertes sur le sujet, envoyées à tous nos abonnés sur leur boîte mail ou sur leur smartphone.

Diatribes Reste que l'actualité économique réveille également les clivages idéologiques. Et dans ces affrontements d'arguments politiques, les réactions sont souvent très virulentes. Des diatribes enflammées qui ont le mérite de réveiller Lemonde.fr de sa torpeur estivale.

Charlotte Chabas

Réseaux & médias

Les grandes marques achètent aussi des noms de domaine en .xxx

Elles veulent protéger leur image sur le Web face à l'envahissante industrie pornographique

Le Web regorge de sites à caractère pornographique. Mais Casting.xxx, lancé au début du mois d'août, a une particularité. C'est le premier dont l'adresse Internet ne se termine pas en. com ou. fr, mais en. xxx…

Après plus de dix ans de vifs débats, ce suffixe exclusivement dédié aux sites pour adultes a finalement été ajouté à la racine d'Internet, en avril, après l'approbation par l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (Icann), l'organisme qui gère les noms de domaines. Jusqu'à l'automne, les entreprises de « divertissement pour adultes » peuvent faire des précommandes, sous le contrôle de l'entreprise ICM Registry, qui est habilitée à gérer cette extension.

Mais le. xxx, initialement destiné à l'industrie pornographique, pourrait être « plébiscité » par de grandes sociétés soucieuses de préserver leur image de marque. C'est ce que montrent les premières données publiées par l'hébergeur britannique Easyspace. Sur les centaines de clients qui ont réalisé des précommandes pour le. xxx, 80 % ne sont pas directement liés à l'industrie du sexe, mais à des marques. Des chiffres tempérés par ICM, qui table sur environ 60 % ou 70 % de demandes liées à des professionnels de la pornographie, et 30 % ou 40 % de requêtes faites par de grandes marques.

D'ailleurs, pour éviter le « cybersquatting », et une éventuelle confusion entre une marque prestigieuse et des contenus réservés aux adultes, ICM a mis en place deux procédures distinctes pour l'achat de noms de domaines en. xxx. Les grandes marques, particulièrement celles liées au luxe, semblent les plus exposées à ce risque.

La première procédure d'achat est réservée aux membres de l'industrie pornographique. Les marques, sans rapport avec ce secteur, peuvent également payer pour bloquer le nom de domaine afin qu'il ne soit pas accessible en. xxx. *« Le nom de domaine retiré de façon permanente et les détenteurs de la marque n'auront pas à payer chaque année des frais supplémentaires »*, assure Stuart Lawley, PDG d'ICM Registry. Ce dispositif sera accessible du 7 septembre au 28 octobre.

« Cybersquatting »

ICM espère ainsi assurer la pérennité économique d'une extension qui pourrait rapporter de 30 millions à 40 millions de dollars (entre 21 et 29 millions d'euros) chaque année, selon les calculs de l'entreprise.

Convaincre le marché sera le dernier défi pour ICM, qui réclame, depuis 2000, la création du. xxx. En 2005, l'entreprise avait obtenu l'agrément, avant qu'il ne soit invalidé après les nombreuses critiques de groupes conservateurs et religieux aux Etats-Unis. En 2007 toutefois, un collège de juges américains avait contraint l'Icann à rouvrir le dossier. Mais, après l'annonce de l'autorisation du. xxx, des pays comme l'Inde ont d'ores et déjà annoncé leur intention de bloquer l'ensemble du domaine.

Si la question du « cybersquatting » se pose déjà avec le. xxx, elle pourrait bientôt l'être d'une façon plus aiguë encore : en juin, le conseil d'administration de l'Icann a ouvert la voie à de nouveaux suffixes pour les adresses Web. Au lieu des. com,. org ou. net, elles pourront se terminer par le nom d'une entreprise ou d'une institution.

« Si demain, des centaines d'extensions apparaissent, faudra-t-il protéger des centaines de fois la marque ? Un des enjeux du succès du programme des nouvelles extensions est d'assurer la protection des marques », conclut Stéphane Van Gelder, directeur général de la société Indom et président du Generic Names Supporting Organization de l'Icann.

Laurent Checola

Internet Le blogueur qui avait dévoilé un prototype d'Apple n'a pas été poursuivi
Les autorités américaines ont annoncé, jeudi 11 août, qu'elles ne poursuivraient pas l'auteur du blog spécialisé dans les technologies Gizmodo, qui s'était procuré un prototype de l'iPhone 4 d'Apple moyennant 5 000 dollars avant de publier photo et détails de l'appareil en avril 2010. En revanche, elles ont inculpé la personne qui avait trouvé l'appareil et celle qui avait servi d'intermédiaire avec le blogueur. – *(AFP.)*

Presse Le groupe norvégien Schibsted redoute la crise
Le groupe de presse norvégien Schibsted, actionnaire du journal gratuit *20 Minutes* et du site Leboncoin.fr, a publié, vendredi 12 août, un chiffre d'affaires trimestriel de 3,76 milliards de couronnes (474 millions d'euros) en hausse de 7 % et un bénéfice net de 341 millions de couronnes. Mais il dit redouter les effets de la crise sur le marché publicitaire. – *(AFP.)*

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Erik Izraelewicz

Secrétaire générale du groupe Catherine Sueur
Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Eric Béziat, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcambre, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannelongue (« Le Monde Magazine »)
Chef d'édition Françoise Tovo
Directeur artistique Aris Papathéodorou
Médiateur Pascal Galinier
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président. Gilles van Kote, vice-président

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00 ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ou par Internet : www.lemonde.fr/abojournal

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

Président : **Louis Dreyfus**
Directrice générale : **Corinne Mrejen**

PRESSE PAYANTE 2009 PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

IMPRIM'VERT
Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg, 94852 Ivry cedex

12|13 *Nouvelle génération*

Un chercheur sachant chercher

Fabrice André, 39 ans, cancérologue. Le médecin comme ses recherches sont atypiques. Son projet : individualiser la prise en charge des patients

Parcours

1972 Naissance à Nice
2002 Prix du meilleur jeune chercheur lors du congrès mondial de cancérologie (ASCO)
2007 Cancérologue à l'Institut Gustave-Roussy
2010 Responsable de l'unité Inserm U981. Lancement des programmes de recherche Safir01 et Canto

SAMUEL KIRSZENBAUM POUR « LE MONDE »

Son bureau fait environ 4 m². Fabrice André, médecin praticien et chercheur en oncologie médicale à l'Institut de cancérologie Gustave-Roussy (IGR), à Villejuif, depuis 2007, le partage avec Suzette Delaloge, responsable du comité de pathologie mammaire à l'IGR. Une configuration peu conventionnelle qui donne une idée du personnage. *« C'est un choix, c'est plus stimulant de partager un bureau, on avance plus vite »*, explique sa jeune consœur, également passionnée. *« Autant c'est bordélique sur son bureau, autant c'est bien rangé dans sa tête »*, ajoute-t-elle.

En 2002, Fabrice André a été le premier médecin français à recevoir le prix récompensant de jeunes chercheurs lors du congrès mondial de cancérologie (ASCO). Depuis, il a créé l'unité Inserm 981 (biomarqueurs prédictifs et nouvelles stratégies moléculaires en thérapeutique anticancéreuse) qui rassemble 40 personnes. *« On m'a nommé directeur car il en fallait un »*, précise-t-il. Il y pilote Safir01, nom de code d'un ambitieux programme. Objectif : développer une médecine personnalisée en analysant les anomalies génétiques qui ont entraîné le cancer chez chaque patient, afin de cibler le traitement.

Il s'attelle aussi à un autre axe de recherche : diminuer les effets secondaires et améliorer la qualité de vie après un cancer du sein. Financée à hauteur de 14 millions d'euros par l'Etat, dans le cadre du programme « Investissements d'avenir », la cohorte Canto rassemble 20 000 patientes atteintes d'un cancer du sein localisé et guéri.

Autant de pistes de recherches que Fabrice André tire de ses observations lors des consultations. *« Il faut pouvoir mesurer comment la toxicité* [les effets secondaires des traitements] *peut impacter la qualité de vie, générer des dépressions, etc. Il faut savoir pourquoi et trouver des moyens pour l'améliorer. »* Tout va être étudié : la fatigue, la nutrition, l'homéopathie, le sport… Passer d'une maladie à sa répercussion sur un individu est un vrai changement de concept.

Rien ne destinait Fabrice André à une carrière de médecin. Originaire de Nice, de milieu modeste, il a fait toute sa scolarité en sports-études, spécialité ski alpin. *« Il a toujours été très bon, à l'école et en sport »*, confie Frédéric Bloise, son cousin germain et parrain de son fils. A la fin du lycée, il choisit finalement de faire médecine, *« un peu par hasard »*, mais concède que la biologie et le fonctionnement du corps le fascinaient. Adolescent, à la fin des années 1980, il était séduit par Bernard Kouchner et Léon Schwartzenberg, deux figures qui *« bousculaient les barrières »*.

C'est à Houston, au MD Anderson Cancer Center de l'université du Texas, que Fabrice André, supervisé par son mentor, le Hongrois Lajos Pusztai, a appris *« l'excellence et la notion de travail d'équipe »*. *« Pour faire avancer la recherche,* insiste-t-il, *il faut avoir des affinités, être un groupe de copains. »*

« Son moteur n'est pas la réussite personnelle mais l'aboutissement de ses projets. En cela, il ne ressemble pas au corps médical traditionnel, résume Fabien Calvo, directeur général adjoint de l'Institut national du cancer (INCA) chargé de la recherche. *En bref, il ne la ramène pas. »* Modeste, il incarne en quelque sorte une nouvelle génération de médecins. *« Il n'utilise pas les règles du jeu classiques, pense hors des sentiers battus. C'est assez rare. C'est une qualité pour la recherche et ça fait du bien aussi aux malades »*, souligne Alexander Eggermont, directeur de l'IGR.

> « Pour faire avancer la recherche, il faut des affinités, être un groupe de copains »

Lorsque Emmanuelle Le Roy lance à l'IGR son programme de parrainage de recherche par des particuliers, en 2008, elle a besoin d'un jeune médecin-chercheur. On l'oriente aussitôt vers Fabrice André. Il est le premier à avoir accordé du temps aux donateurs. *« Un jour, il est arrivé en K-Way dans les prestigieux bureaux du groupe Dassault sur les Champs-Elysées. Il est ressorti avec un chèque de 100 000 euros »*, se souvient-elle.

Adepte du jean-baskets, il adore faire des blagues et se faire passer pour quelqu'un d'autre au téléphone. Qui sait qu'il a choisi l'acronyme de la cohorte Canto, pour Cancer Toxicity, à cause du joueur de football ? Ou qu'il a suggéré à un collègue d'appeler son protocole de recherche Moscato, comme le rugbyman ? Fabrice André a gardé son côté carabin, celui des salles de garde des hôpitaux où les internes aiment se retrouver.

« Il est parfois difficile à suivre, il avance très vite », confie son ami Ludovic Lacroix, responsable du laboratoire de recherche translationnelle à l'IGR. Fabrice André avoue *« réagir beaucoup à chaud »* et ne pas être organisé au plan personnel. Il règle souvent son loyer en retard. Et il a déjà oublié de payer l'électricité… qui a été coupée.

Sa femme, Yuki Takahashi, d'origine japonaise, vit à onze heures de vol, à Madagascar, avec leur fils de 2 ans et demi, Issey, un prénom prononçable partout. Ils se sont rencontrés il y a douze ans, alors qu'elle faisait un stage de recherche sur le cancer. Biologiste de formation, elle est chargée d'un programme de santé dans une organisation internationale à Madagascar. Elle espère trouver un poste en Europe dans un futur proche. En attendant, il essaie d'y aller tous les deux mois.

Fabrice André est resté sportif, fan de vélo et d'escalade. Surtout, il adore aller au stade de football de Nice voir jouer *« son équipe »*. Et est resté très attaché à ses parents et aux membres de sa famille, dont beaucoup sont artisans. *« Dès qu'il peut, on essaie de se voir »*, confie son cousin. Aîné de trois enfants – il a deux sœurs –, il raffole de ces moments. *« Je vous envoie des photos de moi avec ma famille jouant à la pétanque, vous allez comprendre »*, nous dit-il. Effectivement, l'ambiance est décontractée.

Et après ? Lorsqu'on l'interroge sur l'avenir, il considère, qu'à l'approche des 40 ans, *« quatre choix possibles s'imposent : construire dans le pays où j'ai été élevé – c'est ce que je fais ; faire la même chose dans un autre pays ; retourner avec ma famille ; ou enfin, aller dans un pays en voie de développement, pour tenter d'améliorer l'état de santé de la population en utilisant les nouvelles technologies »*. On sent qu'il hésite… ■

Pascale Santi

« Chaque cancer est différent »

PREMIER CENTRE de lutte contre le cancer en Europe, l'Institut de cancérologie Gustave-Roussy (IGR) rassemble 2 500 personnes et assure 162 000 consultations par an. Si la mortalité par cancer tend à diminuer, avec des gains croissants sur l'espérance de vie, l'incidence de la maladie continue d'augmenter. 357 500 nouveaux cas ont été recensés en 2010, selon les chiffres de l'Institut national du cancer (INCA).

Le cancer du sein – dont l'incidence tend à se stabiliser, après avoir augmenté de façon importante et constante pendant vingt-cinq ans – reste de loin le plus fréquent, avec 52 600 nouveaux cas l'année dernière.

« Une hausse liée au vieillissement de la population mais aussi à d'autres facteurs (environnement, tabac, alimentation…) », explique Fabien Calvo, directeur général adjoint de l'INCA. Cependant, *« on constate une baisse de la mortalité »*, même si ce nombre reste élevé, avec 11 500 décès en 2010. Selon l'institut, *« ces évolutions s'expliquent par le dépistage organisé, qui conduit à des diagnostics précoces, et par l'amélioration de l'efficacité des traitements disponibles »*. Le taux de survie à 50 ans est désormais supérieur à 80 %.

Ces chiffres globaux masquent des réalités très disparates. *« Quand vous analysez 2 000 cas, chaque cancer est différent »*, constate Fabrice André. La personnalisation du traitement des cancers est de plus en plus évoquée, et la recherche est davantage axée sur un recours aux thérapies ciblées et aux tests génétiques.

Il s'agit aussi *« d'agir pour prévenir ou atténuer les ruptures psychologiques, sociales et professionnelles que provoque encore trop souvent la rencontre avec le cancer »*, avait promis, en 2010, le professeur Dominique Maraninchi, ancien président de l'INCA. ■

P. Sa.

Prochain article Lina Ben Mhenni, blogueuse de la révolution tunisienne

Le Monde
Dimanche 14 - Lundi 15 août 2011

Les dissidents chinois mobilisent grâce à Internet

Militants des droits de l'homme et internautes se sont rassemblés à Pékin pour le procès de Wang Lihong

Pékin
Correspondant

Ils sont venus par dizaines, armés de téléphones portables, d'appareils photo, virevoltant entre les policiers en uniforme ou en civil. Eux aussi caméra au poing. Le tribunal de banlieue, dans l'est de Pékin, où a eu lieu, vendredi 12 août, le procès censé être public de la militante pékinoise Wang Lihong, 55 ans, arrêtée le 21 mars et accusée *« d'incitation à manifester »*, ne leur ouvrira pas ses portes. Pas plus qu'aux diplomates étrangers venus faire acte de présence, et prestement installés dans un salon, loin de la foule.

A Pékin, le 11 août, manifestation de soutien à la dissidente Wang Lihong. A la droite de l'activiste Zhao Lianhai (mouchoir), une femme brandit la Bible. P. PARKS/AFP

Ces actions séduisent une jeunesse lucide sur les mensonges de la propagande

Dehors, dans la chaleur étouffante et la poussière de la route en travaux, des supporters, le bras ceint d'un ruban jaune, scandent le nom de Wang Lihong. Des pétitionnaires fourguent aux journalistes étrangers des photocopies détaillant une injustice ou une extorsion – Wang Lihong était notamment connue pour son aide aux pétitionnaires désargentés de province qui montaient à Pékin.

L'infatigable retraitée était souvent la première à se rendre sur place pour consoler les proches de victimes et écrire des lettres ouvertes aux autorités.

Les militants encadrent de près l'une des seules personnalités qui a réussi à déjouer la surveillance policière : Zhao Lianhai, représentant des parents d'enfants empoisonnés par le lait à la mélamine, qui fut condamné en 2010 puis libéré quelques mois plus tard sur pression de l'opinion publique, raconte s'être levé à 4 heures du matin alors que les deux gardes vivant dans le couloir de son immeuble dormaient. Il a ensuite franchi un mur pour sortir de sa résidence. Et faillit être repris aux abords du tribunal...

Les procès de militants tels que celui de Wang Lihong, donnent lieu en Chine à des rassemblements de soutien auxquelles les réseaux sociaux donnent un écho important. Ces actions, qui ont pour nom *weiguan* (« regard vigilant »), séduisent une jeunesse de plus en plus lucide sur les mensonges de la propagande. Le procès de Wang Lihong est d'autant plus symbolique que les faits qui lui sont reprochés concernent justement l'action de *weiguan* organisée lors du procès de trois internautes du Fujian en 2010.

Le retentissement sur Internet fut énorme à l'époque. Les militants, deux femmes et un homme, furent condamnés à un et deux ans de prison pour avoir diffusé sur le Net le témoignage d'une mère qui soupçonnait que sa fille avait été violée et assassinée par des policiers locaux. Le procès en 2009, puis surtout le verdict cinq mois plus tard rassemblèrent plusieurs centaines de militants.

« Nous filmons et mettons en ligne ce qui se passe, c'est permis par la Constitution. On ne peut pas céder là-dessus. Ils ont beau avoir des tanks, à l'âge d'internet, on se bat avec des caméras », disait Wang Lihong dans le documentaire que lui a consacré la réalisatrice Ai Xiaoming, elle aussi venue filmer vendredi les abords du tribunal.

En tacticienne hors pair – elle est fille d'un haut gradé de la marine – Mme Wang y explique la manière dont les militants se sont munis de caméras dans le Fujian. Puis les DVD imprimés à l'aide de dons d'internautes, les conférences organisées dans des universités. *« On est dans une période où des avocats disparaissent avec un sac noir sur la tête. Pourtant, nos images montrent des citoyens non violents et des policiers qui hésitent à les brutaliser. Ça redonne de l'espoir »*, poursuit la militante. Elle était prête à *« payer le prix »* pour son engagement. Des internautes ont déjà déclaré sur les réseaux sociaux chinois qu'ils se rendraient à leur tour à la police si Wang Lihong est condamnée – elle risque jusqu'à trois ans de prison.

Quelques-uns des participants de *weiguan* de vendredi étonnent par leur jeunesse. « Sam » – son surnom en anglais – a 20 ans, et rentre d'un an d'études à Toronto. C'est la première fois qu'il manifeste ainsi. *« J'ai lu ce qu'elle a fait, elle se porte au secours des gens qui ont des problèmes. C'est la moindre des choses de la soutenir »*, dit-il.

Les policiers lui ont demandé à son arrivée ce qu'il comptait photographier. *« Les arbres, là-bas ! »*, leur a-t-il répondu. « Abraham », 19 ans, part lui dans quelques jours étudier au Texas. Il a participé à des actions d'Ai Weiwei, qu'il veut d'ailleurs tenter de rencontrer avant son départ. Il est déterminé à ne plus revenir en Chine. *« On ne peut croire à rien. On nous ment sur tout ! »*, dit cet autre représentant d'une jeunesse pourtant privilégiée, mais indignée par la censure et les dénis de droit.

En fin de matinée, le fils de Wang Lihong, 26 ans, le seul à avoir été autorisé à assister au procès, sort du tribunal, vêtu d'un teeshirt à l'effigie de Chen Guangcheng, le militant aveugle séquestré chez lui que sa mère soutenait. L'un des avocats de Wang Lihong est là aussi. Objectifs et téléphones portables se tendent vers eux.

La foule des manifestants s'anime. Les nouvelles ne sont pas très bonnes. Wang Lihong a été sans cesse interrompue par le juge. L'avocat a stigmatisé la *« persécution politique »* dont sa cliente est victime. Le verdict tombera dans plusieurs mois. En attendant, messages et photos ont commencé leur migration vers les consciences citoyennes de la Toile chinoise. ■

Brice Pedroletti

Sorti de prison en juin, Ai Weiwei fait un retour remarqué sur Twitter

Pékin
Correspondant

Libéré le 22 juin après 81 jours de détention, le dissident chinois Ai Weiwei a marqué son retour « en ligne » dans un message détonnant sur Twitter, mardi 9 août : *« Si vous ne prenez pas la parole en faveur de Wang Lihong et Ran Yunfei* [un autre militant emprisonné libéré par surprise... le soir même], *non seulement vous êtes incapable de défendre toute idée de justice et d'équité, mais vous n'avez aucun respect pour vous-même ! »*, a-t-il assené, malgré les consignes de se tenir tranquille. Le même jour, la version anglaise du quotidien chinois *Global Times* publiait la première « interview exclusive » d'Ai Weiwei, pourtant interdit de presse chinoise. Un drôle de scoop, semblant davantage destiné à sauver la face du régime qu'à recadrer l'enfant terrible : Ai Weiwei y admet qu'il a été entraîné dans *« le tourbillon de la politique »*, mais que *« nous vivons dans une société politisée... Je ne cesserai jamais de me battre pour les injustices... »* Puis reconnaît que *« renverser le régime au moyen d'une révolution radicale n'est pas la bonne manière de résoudre les problèmes de la Chine »* et que *« le plus important est un système démocratique et scientifique »* – l'antienne du régime.

Depuis cet entretien, les proches d'Ai Weiwei révèlent des détails de sa détention. Selon l'un d'entre eux, qu'a rencontré *le Monde*, sa cellule mesurait moins de 9 m², avec WC et douche. Il était surveillé et observé jour et nuit par deux gardes en uniforme et devait dormir les mains hors du drap. Pas de sorties, sauf pour les interrogatoires – une cinquantaine. Il pense avoir marché 15 km certains jours dans sa cellule. L'endroit était une prison VIP – sans luxe. Un matelas creux, à même le plancher, dont *« on sentait les ressorts »*.

Surpris d'être libéré

Il fut toutefois soumis à une attention médicale permanente, et correctement nourri. Seule petite victoire sur ses geôliers : avoir obtenu, à force d'arguments, des cintres pour sécher son linge, qu'il a emportés en souvenir. *« Il a bien résisté psychologiquement »*, avance notre interlocuteur, *« même s'il a été très surpris d'être libéré ! »*

En revanche, l'artiste est choqué par le traitement plus dur subi par les quatre autres personnes arrêtées et libérées en même temps que lui – son associé, l'architecte Liu Zhenggang, le journaliste Wen Tao, son comptable, et enfin son cousin et chauffeur. Dans un autre message sur Twitter le 9 août, Ai Weiwei a révélé que Liu Zhengang avait eu une crise cardiaque en détention. Selon une personne qui l'a rencontré récemment, c'est *« un homme broyé, avec le regard vide »*. Liu Zhenggang eut constamment les pieds attachés, même à l'hôpital. Le chauffeur d'Ai Weiwei dut, lui, rester en position assise la journée, et allongé la nuit – les fers aux pieds.

La plupart des interrogatoires qu'a subis Ai Weiwei portaient sur ses déclarations sur Internet et ses faits d'armes d'artiste et d'activiste. On l'a prévenu qu'il écoperait de dix ans de prison *« pour subversion »*. et d'une amende pour évasion fiscale de 30 millions de yuans (3,3 millions d'euros). Mais depuis sa libération, les policiers exigent... 13 millions de yuans. Mais Ai Weiwei réclame une procédure, des preuves. Récemment, les policiers ont rapporté à l'artiste tout le matériel confisqué – même de l'argent dans un coffre-fort. *« C'est comme si on laissait l'affaire s'estomper. L'évasion fiscale avérée, ils sont coincés : Ai Weiwei peut reprendre son militantisme. A l'inverse, s'ils l'accusent de subversion, ils savent qu'ils doivent assumer »*, dit un proche. ■

B. Pe.

L'art contemporain, la Croix et le Christ ne font pas bon ménage aux Philippines

Aux Philippines, où 85 % des 94 millions d'habitants sont chrétiens et en majorité catholiques, le blasphème est une affaire d'Etat : le président Benigno Aquino est intervenu cette semaine dans un débat qui faisait rage à propos d'une exposition de l'artiste contemporain Mideo Cruz, où était représenté un Christ en croix avec un pénis de bois à la place du nez...

« J'insiste sur l'idée que tout le monde a des droits, mais, que si ces droits blessent le droit des autres, ça ne va plus. Je rappelle que la liberté n'est pas absolue », a déclaré le chef de l'Etat, mardi 9 août. Le même jour, après que le président eut appelé au téléphone le Centre culturel des Philippines, organisme d'Etat qui avait organisé l'exposition, les responsables de ce dernier ont décidé de fermer la galerie où était exposée l'œuvre impie.

Une décision qui alimente le débat sur la liberté d'expression aux Philippines : le vice-président du Centre, Chris Millado, a reconnu que les *« catholiques ont le droit de se sentir offensés »* mais *« n'ont pas le droit »* d'obliger les organisateurs à fermer une exposition d'œuvre d'art. L'activiste catholique Jo Imbong avait auparavant déposé une plainte accusant l'exposition de tomber sous le coup d'une loi destinée à empêcher *« des doctrines immorales de violer la religion »*.

Devant l'accumulation de menaces proférées à l'encontre du Centre culturel philippin, les responsables ont préféré mettre un terme à l'événement. Le 4 août, un couple de Philippins avait essayé de vandaliser les œuvres en y mettant le feu.

« Honteux ! »

Si l'exposition n'a pas été fermée sur ordre du président, celuici a tout de même dit aux journalistes : *« Je suis chrétien et notre pays est composé à 85 % de chrétiens. Montrer le Christ de cette manière est mal. »* M. Aquino a ajouté : *« Quand vous insultez les croyances de quelqu'un, ça ne rend service à personne. »* Même la veuve de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos – dont les sbires firent assassiner en 1983 le père de l'actuel président, qui était à l'époque la figure de l'opposition au tyran – est intervenue dans le débat : la célèbre dame aux trois mille paires de chaussures a visité l'exposition et s'est déclarée choquée. *« C'est honteux ! »*, s'est exclamée l'ancienne *first lady*.

Les installations de l'artiste Mideo Cruz, qui représentent également Jésus Christ affublé d'un nez de clown et d'oreilles de Mickey, sont destinées, selon la notice explicative de ses œuvres, à *« parler de l'idolâtrie »* et de *« la déconstruction des néodivinités »*. Le quotidien *The Philippino Inquirer* expliquait cette semaine que la représentation de Jésus et de la Croix était aussi une façon de symboliser le passé d'un archipel *« dirigé pendant quatre siècles par l'Espagne et des prêtres catholiques conservateurs »*. ■

Bruno Philip (Bangkok, correspondant régional)

La vraie-fausse ouverture de Rafah, point de passage entre Gaza et l'Egypte

L'assouplissement des procédures annoncé en mai par Le Caire n'a pas été suivi d'effets

Reportage

Rafah
Envoyé spécial

La scène se rejoue chaque matin, dans une ruelle du centre-ville de Gaza. Une file d'attente se forme devant une annexe du ministère de l'intérieur, dont l'appellation fleure bon la bureaucratie orwellienne : « bureau d'inscription pour le voyage ».

Les Palestiniens peuvent piétiner plusieurs heures avant de parvenir à un gratte-papier du gouvernement Hamas, qui, au vu de leurs documents, décidera ou non de leur délivrer deux informations cruciales. La première leur indique le jour où ils sont autorisés à se présenter au terminal de Rafah, à la frontière avec l'Egypte, le sas de sortie de la bande de Gaza. La seconde leur attribue une place dans l'un des sept bus habilités à franchir chaque jour le point de passage.

« Si tu as des contacts haut placés au sein du Hamas, tu pars le lendemain, explique Ossama Turk, un dermatologue qui a renoncé depuis longtemps à assister à des colloques à l'étranger. *Si tu n'en as pas, tu attends minimum deux mois. Mais encore faut-il tirer un bon numéro de passage ! A partir du cinquième bus, on peut être refoulé par les Egyptiens à cause de l'engorgement du terminal. Et je ne parle pas des cadres du Hamas et des habitants soupçonnés de militantisme islamiste. Impossible pour eux de voyager. Ils sont sur la liste noire. »*

Fin juillet, les visiteurs sans piston se voyaient attribuer une date de sortie... pour octobre

Ainsi va le droit au voyage dans l'enclave palestinienne, cadenassée par l'armée israélienne : une faveur, accordée au compte-gouttes, au prix d'un épuisant gymkhana entre paperasses, passe-droits, obsession sécuritaire et pressions politiques.

A la fin du mois de mai, pourtant, Le Caire avait annoncé un assouplissement des procédures de passage, que le Hamas s'était empressé de présenter comme une *« victoire »*.

Conséquence directe de la chute de l'ancien raïs Hosni Moubarak, allié objectif de la stratégie d'étranglement israélienne et de la cérémonie de réconciliation entre le Hamas et le Fatah, orchestrée le 4 mai dans la capitale égyptienne, cette réforme devait garantir la libre circulation des Gazawis, pour la première fois depuis la prise du pouvoir des islamistes en juin 2007.

Ephémère ministre des affaires étrangères égyptien, avant d'être nommé à la tête de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi ne voulait plus entendre parler de ces familles obligées de camper des semaines entières devant les grilles, côté égyptien, pour avoir le droit de rentrer chez elles. *« Une disgrâce »*, disait-il.

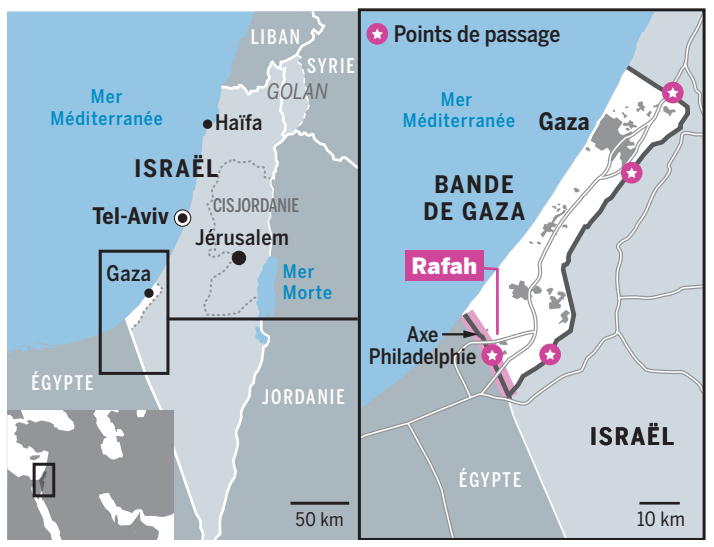
Trois mois plus tard, la révolution se fait toujours attendre à Rafah. *« Je suis inscrit en MBA à l'université du Caire*, raconte Azem, un fonctionnaire du Fatah, au chômage forcé depuis juin 2007, qui trompe l'ennui en reprenant des études. *J'avais un examen le 1er juillet. J'ai tenté à trois reprises de sortir. Sans résultat. Une première fois, je me suis fait doubler par des gens ; la deuxième, la traversée de la frontière était restreinte aux pèlerins de l'omra* [le petit pèlerinage à La Mecque], *et la troisième fois, les Egyptiens ont fermé plus tôt que prévu. »*

Alors que le terminal a la capacité d'absorber un millier de passagers par jour, le quota de sept bus, imposé par les Egyptiens, limite le flux des départs journaliers à environ 350 personnes. Le terminal n'ouvre que huit heures par jour et cinq jours par semaine. A la fin du mois de juillet, les visiteurs sans piston du bureau d'inscription pour le voyage se voyaient attribuer une date de sortie... au début du mois d'octobre !

La rumeur veut que la liste d'attente des candidats au voyage comprenne entre 30 000 et 40 000 noms. Parmi eux, une demi-dizaine de familles franco-palestiniennes. *« Elles ont accouru à Gaza, juste après l'annonce de l'Egypte, pensant que l'ère du blocus était terminée*, explique un diplomate français. *Aujourd'hui, elles tournent en rond, en se demandant comment revenir en France. Elles sont prises au piège. »*

A Gaza, la population impute l'échec de la réouverture de Rafah à des pressions de Washington sur Le Caire. Un scénario probable, qui passe néanmoins sous silence la responsabilité du Hamas et du Fatah, toujours incapables de nommer un premier ministre de consensus, trois mois après leur supposée réconciliation. *« Nabil Al-Arabi a eu la naïveté de croire que la formation d'un gouvernement d'union était une affaire de jours*, dit Omar Shaban, un analyste politique. *Tant que la garde du président Mahmoud Abbas n'est pas déployée à Rafah, conformément à l'accord signé après le retrait israélien de Gaza, les progrès ne pourront qu'être limités. Les Egyptiens se servent de Rafah comme d'une carotte pour inciter le Hamas et le Fatah à enterrer la hache de guerre. »*

Benjamin Barthe



Le parrainage des JO de Londres par Dow Chemical indigne l'Inde

Le géant américain de la chimie a racheté l'usine responsable de la catastrophe de Bhopal, en 1984

New Delhi
Correspondance

C'est un accord de sponsoring empoisonné que vient de passer, jeudi 4 août, le comité organisateur des Jeux olympiques de Londres 2012.

La fourniture gratuite, par le géant américain de la chimie Dow Chemical (DC) du revêtement du stade olympique de Londres estimé à 8 millions d'euros, suscite l'indignation en Inde et pourrait ternir l'image de la compétition. *« Nous avons hâte de fêter la fin des travaux avec les fans des JO du monde entier »,* s'était pourtant félicité George Hamilton, le responsable de l'opération chez DC, le 4 août.

Mais, à quelques milliers de kilomètres de là, la ville de Bhopal, située dans l'ex-colonie britannique, a reçu la nouvelle avec stupeur. L'explosion d'une usine chimique y a tué des milliers d'habitants en 1984 et continue de faire des victimes.

Le site n'a toujours pas été décontaminé et les cas de cancer se multiplient. Or le propriétaire de l'usine, Union Carbide, a été racheté en 1999 par Dow Chemical. Les associations se battent pour obtenir de la multinationale américaine le versement de compensations financières, ne serait-ce que pour payer les traitements médicaux de ceux qui habitent autour du site.

« Accepter Dow Chemical comme sponsor des JO, cela revient à danser sur les tombes des victimes de Bhopal », a déclaré Satinath Sarangi, responsable du Groupe de Bhopal pour l'information et l'action. L'ONG prévoit d'organiser des manifestations à Delhi, et même à Londres grâce à ses sympathisants britanniques.

« C'est un grand sujet de préoccupation pour nous. L'entreprise concernée est responsable de la mort de tant de personnes et fait l'objet de procédures judiciaires », a admis le président de l'association olympique indienne, VK Malhotra.

L'Inde ira-t-elle jusqu'à boycotter les JO de Londres ? *« Le gouvernement devrait se saisir du problème »,* a répondu VK Malhotra. L'ancien champion du monde de hockey, Aslam Sheer Khan, originaire de Bhopal, s'est déclaré favorable à un boycottage.

Dow Chemical rétorque que le dossier judiciaire de la catastrophe est clos. Pour régler le litige, Union Carbide avait versé 470 millions de dollars (329 millions d'euros) de compensation dans les années 1980. Mais le nombre de victimes retenu était de 3 500, alors qu'il atteindrait les 20 000.

Et le bilan ne cesse de s'alourdir. Chaque année, des centaines d'enfants naissent mal formés près du site. Les nappes phréatiques sont contaminées et les habitants des bidonvilles voisins qui consommaient l'eau du puits il y a encore deux ans souffrent de maladies cutanées et respiratoires.

Les JO de Bhopal

DC, qui se targue de mettre la chimie au service de l'*« eau propre »* grâce à ses projets de recherche, rejette la responsabilité sur les autorités locales indiennes. Le comité organisateur des JO de Londres a timidement défendu l'accord de sponsoring. *« Il est établi que l'usine de la tragédie n'appartenait pas à Dow Chemical »,* a expliqué sa porte-parole, citée dans le quotidien britannique *The Telegraph*.

En 2010, la compagnie américaine a signé un accord avec le Comité international olympique pour devenir l'« entreprise chimique officielle » des Jeux jusqu'en 2020. Si le contrat de sponsoring est maintenu, les associations de défense des victimes de Bhopal menacent d'organiser les « Jeux olympiques de Bhopal » au même moment que ceux de Londres, avec, comme participants, les victimes de la catastrophe.

Julien Bouissou

Le Monde
Dimanche 14 - Lundi 15 août 2011

David Cameron sort renforcé de sa gestion des émeutes en Angleterre

La priorité donnée à la répression par le premier ministre britannique est soutenue par l'opinion

Londres
Correspondant

David Cameron, la droite morale, le multiculturalisme et les réseaux sociaux sont les grands bénéficiaires des émeutes britanniques dont le dernier bilan s'élève à 5 morts et à plus de 1500 arrestations. En revanche, la police, le Labour, la famille royale et la City en sont les perdants.

Au lendemain de la session extraordinaire du Parlement, jeudi 11 août, consacrée aux troubles qui ont embrasé le Royaume-Uni pendant quatre journées consécutives, l'ensemble des éditoriaux se félicitent de la résolution du premier ministre, David Cameron, et de l'unité des responsables politiques dans la condamnation des actes de vandalisme. Grâce à un discours de fermeté face aux pilleurs, le chef du gouvernement a regagné le terrain perdu en raison de son retour tardif de vacances au début des émeutes.

L'ordre, un thème traditionnellement cher aux tories, est aujourd'hui la préoccupation première de l'électorat. Les conservateurs au pouvoir ne peuvent que tirer profit de l'hostilité de la classe moyenne envers les émeutiers. L'énorme succès de la pétition réclamant de priver d'allocations sociales les fauteurs de troubles souligne ce raidissement au profit de la droite. Les pouvoirs accrus aux forces de l'ordre, l'extension du réseau de caméras de vidéosurveillance et la main lourde des tribunaux ont de quoi satisfaire le pays profond.

Même si son discours musclé risque de provoquer des tensions au sein de la coalition gouvernementale avec les partenaires libéraux-démocrates, plus sensibles au malaise social, M. Cameron joue sur du velours. La côte de popularité de l'hôte du 10 Downing Street, en forte baisse après le scandale des écoutes téléphoniques du *News of the World*, a rebondi dès le retour au calme.

> Malgré la crise, le gouvernement entend réduire le budget des forces de l'ordre

La révulsion du royaume devant les violences commises profite aussi, à droite, aux partisans des valeurs traditionnelles qui ont désormais le vent en poupe. L'accent sur la responsabilité individuelle, l'opposition à l'Etat-providence ou le retour des cours d'éducation civique… Cette vision morale chère au ministre du travail et des retraites, Iain Duncan Smith, porte-parole de la frange dure des tories au sein du cabinet, est en phase avec l'opinion.

Le multiculturalisme à l'anglaise sort aussi grandi de ces événements. Certes, les émeutes ont éclaté dans le quartier pluriethnique de Tottenham à la suite d'une manifestation pacifique en l'honneur d'un jeune Antillais tué deux jours plus tôt par la police. Mais comme l'indique la dernière édition de *The Economist*, *« ces émeutes n'étaient pas motivées par le racisme »*.

A l'inverse des affrontements des années 1980, à forte connotation ethnique, Blancs et Noirs étaient mêlés, du côté des casseurs comme des victimes.

Enfin, les réseaux sociaux tels que Twitter et Blackberry Messenger ainsi que les communications en ligne ont largement occulté les médias traditionnels. A l'exception toutefois du *Guardian*, de Sky TV et des journaux de province qui ont excellé.

Tout le monde n'est pas gagnant loin de là. Les tactiques attentistes de la police britannique, accusées d'avoir encouragé les délinquants, sont sur la sellette. Malgré la crise, le gouvernement entend réduire le budget des forces de l'ordre. Les critiques de David Cameron sur les méthodes de maintien de l'ordre, l'appel au savoir-faire de Bill Bratton, ancien chef de la police de Boston, de New York et de Los Angeles, dans la lutte contre les gangs et le refus d'écarter une intervention de l'armée soulignent la perte d'influence des *bobbies*. De surcroît, si le chef de l'opposition travailliste, Ed Miliband, s'en est plutôt bien sorti en soutenant l'équipe au pouvoir, le Labour est apparu divisé. En liant les désordres à la dure politique d'austérité gouvernementale, l'aile gauche a pris le public à rebrousse-poil.

De son côté, la famille royale ne sort pas grandie de cette crise. En vacances dans son château de Balmoral, emmurée dans le huis clos familial, la reine Elizabeth II a été aux abonnés absents. *« Où est notre reine ? »* pourrait répéter le *Sun* comme il l'avait fait lors des jours suivant la mort de Diana en 1997 à propos du silence de la souveraine. Quant à l'héritier du trône, le prince Charles, généralement intarissable sur le sort de la population déshéritée de son futur royaume, il n'est pas intervenu.

Dernier perdant de ce cataclysme, la City. Les discours sur le rôle joué dans les émeutes par le creusement des inégalités ont propulsé à nouveau à la « une » de l'actualité la controverse sur les bonus. Les responsabilités des financiers dans la crise des subprimes de 2008 sont revenues sur le tapis. Sans parler de l'absence de punition des auteurs d'exactions financières qui ont coûté cher au contribuable et ont lourdement contribué au déficit budgétaire abyssal actuel. ■

Marc Roche

A Winson Green, la hantise des tensions raciales

Reportage

Birmingham (Royaume-Uni)
Envoyée spéciale

Dans le quartier de Winson Green, modeste banlieue de Birmingham, le multiculturalisme se vit au quotidien. Il suffit d'observer les frontons des boutiques pour le mesurer. Un barbier jamaïquain peut voisiner avec un kébab pakistanais ou un tabac polonais.

Mais la question des tensions raciales qui a émergé sans être confirmée depuis le début des émeutes, le 5 août, au Royaume-Uni, est revenue ici comme un boomerang. En comptant ses morts – cinq au total – ces derniers jours, le pays s'est en effet soudain rendu compte que trois d'entre eux étaient originaires de Winson Green.

Les victimes étaient de jeunes hommes d'origine pakistanaise, principale minorité ethnique du quartier. Le premier, Haroon Jahan, avait 21 ans. Le deuxième Shazad Ali, 30 ans, venait de se marier avec une jeune femme aujourd'hui enceinte de quatre mois. Le troisième, Abdul Musavir, 31 ans, était son frère et dirigeait un commerce de lavage de voitures. Tous trois ont été tués la nuit du 8 au 9 août, lorsque les violences se sont propagées hors de Londres.

Les circonstances de leur décès ont particulièrement ému l'opinion anglaise. Alors que les émeutes se multipliaient, la communauté pakistanaise avait formé, comme d'autres, un groupe d'autodéfense dont les trois garçons faisaient partie. Selon les premiers éléments de l'enquête, ils étaient en train de protéger une station-service quand une voiture a surgi et foncé sur eux.

Or le conducteur était un Antillais de 32 ans, l'autre grande minorité de Winson Green. Historiquement, les Antillais sont issus des premières vagues d'immigration du Royaume-Uni. Les Pakistanais, eux, sont arrivés à partir des années 1960.

Le 12 août à Winson Green, quartier de Birmingham, l'hommage rendu par les habitants aux trois jeunes hommes tués lors des émeutes. MICHAEL GRIEVE POUR « LE MONDE »

Dans le quartier, la cohabitation est donc ancienne et s'est toujours relativement bien passée. Seule existait une compétition au sein des diasporas pour l'acquisition d'espaces commerciaux.

Mais le quartier a connu un fait divers en 2005 qui a beaucoup divisé. Cette année-là, un jeune Antillais a été tué à coups de couteau dans des circonstances troubles par trois Pakistanais. Or, en 2009, ces derniers avaient été relaxés.

« Ce jugement entretient un fort ressentiment chez les Afro-Caribéens », selon Derreck Campbell, originaire de Winson Green et interlocuteur du gouvernement britannique sur de nombreux sujets ayant trait aux minorités ethniques.

Très vite après la mort des trois jeunes Pakistanais, Derreck Campbell et d'autres responsables locaux de communautés ont donc rendu visite au père de l'une des victimes pour lui proposer de diffuser un appel au calme. *« S'il vous plaît, ne faites pas de ce drame une guerre raciale »*, a ainsi déclaré le 10 août, Tariq Jahan, au cours d'un discours qu'il lui avait rédigé, lors d'une conférence de presse très médiatisée.

A la sortie de la mosquée, ce vendredi 12 août, à Winson Green, le mot d'ordre semblait intégré. *« L'islam est une religion de paix, on nous perçoit toujours comme des terroristes, mais nous avons confiance dans la loi anglaise et ce drame est l'ocasion de le démontrer »*, expliquait ainsi, comme d'autres, Nadeem Mohamed, fidèle de 31 ans, vêtu d'une longue djellaba noire, baskets aux pieds. Lors de la prière, peu auparavant, le responsable de la communauté, Mohammed Rashid, 61 ans, avait une nouvelle fois demandé à la population de rester calme.

Très touchés par le décès des trois jeunes gens, près de 1 600 fidèles (au lieu de 300 habituellement)

> « S'il vous plaît, ne faites pas de ce drame une guerre raciale »
> **Tariq Jahan**
> Le père d'un des trois jeunes morts de Winson Green

étaient venus l'écouter. *« Ma priorité est de responsabiliser les gens pour ne pas qu'ils agissent individuellement »*, justifie M. Rashid.

Du côté des Antillais, le discours d'apaisement était le même. *« Cela fait plus de quarante ans que l'on vit ensemble sans problème et, pour autant qu'on sache, il n'y a rien dans ce drame qui ait trait à des tensions raciales »*, s'agace ainsi un éducateur de jeunesse qui souhaite garder l'anonymat.

Ces derniers jours, avec d'autres collègues, cet Antillais d'origine jamaïquaine a toutefois multiplié les appels au calme auprès des jeunes qu'il encadre. *« S'il y a des problèmes ici, c'est du chômage, des mères célibataires et des interpellations au faciès »*, répète-t-il virulent.

Sur le lieu du drame, de nombreux bouquets de fleurs avec des messages de condoléances d'habitants de toutes les origines ont été déposés. Un rassemblement réunissant l'ensemble des communautés de Winson Green – asiatique, antillaise… – était par ailleurs annoncé dans un parc de la ville, dimanche 14 août. ■

Elise Vincent

L'UE est accusée de faiblesse envers le Zimbabwe dans une affaire de diamants

L'Union est prête à autoriser deux entreprises qui pratiqueraient la torture à exporter

Au lendemain de la diffusion, lundi 8 août, d'un reportage télévisé de la BBC, l'Union européenne (UE) est accusée par des organisations de défense des droits de l'homme d'être favorable à la reprise de la commercialisation de diamants zimbabwéens extraits dans des conditions inhumaines.

L'émission « Panorama » diffusée par la BBC a révélé un document de l'UE daté du 8 juillet visant à autoriser deux compagnies minières à exporter les diamants des mines de Marange, dans l'est du Zimbabwe. L'UE assure que Marange Ressources et Mbada, les deux compagnies minières concernées, remplissent aujourd'hui les critères internationaux.

Le reportage de la BBC démontre au moyen de documents officiels et de multiples entretiens avec des civils et des militaires que l'armée zimbabwéenne commet des assassinats et inflige des tortures dans les mines de Marange depuis trois ans.

En 2008, l'armée a lancé une opération de grande envergure pour s'approprier ces réserves minières en expulsant les dizaines de milliers de Zimbabwéens qui avaient afflué deux ans auparavant.

La violence est inouïe. L'un des militaires impliqués raconte à la BBC : *« De 20 à 30 personnes étaient tuées chaque jour. Je parle de celles que j'ai vues de mes propres yeux. »* Au total, selon l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, l'opération « Hakudzokwi » (« opération sans retour ») a entraîné la mort de plus de 200 civils.

En juillet 2009, des enquêteurs sont dépêchés sur place par le processus de Kimberley, une initiative regroupant les pays exportateurs et importateurs, l'industrie du diamant ainsi que des ONG, afin de mettre un terme au commerce des « diamants du sang ».

Cette mission décrit *« des actes de violence horribles et inacceptables commis par les autorités contre les civils »*, ce qui pousse les gouvernements à instaurer un embargo sur les exportations des diamants zimbabwéens.

Cette décision n'empêche pas les violences de continuer. Le reportage de la BBC produit des témoignages et des images faisant état de camps de torture tenus encore aujourd'hui par les militaires, où seraient commis viols et violences physiques dans le but de forcer des civils à chercher des diamants.

Or le 23 juin, alléguant que les violences rapportées sont le fruit d'un gouvernement légitime et non d'un groupe rebelle, la présidence tournante du processus de Kimberley assurée par la République démocratique du Congo décide de lever l'embargo sur le Zimbabwe. Cette décision, prise sans le consensus requis, est d'emblée rejetée par les Etats-Unis, Israël et l'UE, qui continuent de refuser l'importation de diamants de cette région.

« Zone grise »

Alan Martin, directeur de recherches de Partenariat Afrique Canada, l'une des ONG à l'origine du processus de Kimberley, explique qu'une *« zone grise »* s'est ainsi créée, *« permettant à des diamants zimbabwéens d'être commercialisés en Afrique du Sud. Il est très vraisemblable qu'ils soient mêlés à la production du pays et gagnent ainsi un certificat de Kimberley »*.

L'UE, qui assure aujourd'hui la présidence du Processus, veut remédier à cette incertitude en proposant l'accord révélé lundi par la BBC. Celui-ci n'autoriserait pas une reprise générale des exportations, mais *« des ventes en provenance de deux mines de la région de Marange qui remplissent les critères du processus de Kimberley »*.

Certaines ONG estiment que cela mettrait en péril tout le processus. Rona Peligal, de Human Rights Watch, affirme que *« les deux compagnies que cet accord autoriserait à exporter sont autant impliquées que les autres »*. Elle ajoute que *« le processus de Kimberley deviendrait alors une grosse farce »*.

Alan Martin affirme, lui, que les preuves de tortures et de violences commises dans les mines de Marange avaient été remises aux gouvernements dès le mois de juin mais ont été *« ignorées »*. Il est aujourd'hui *« heureux que le pouvoir de la télévision ait mis de la pression sur l'Union européenne »*.

L'UE a dû réagir à ces accusations. D'abord sceptique, elle a demandé des *« preuves solides »* des allégations de torture. Puis, mardi 9 août, Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, a demandé *« aux autorités zimbabwéennes d'enquêter à ce propos »*. ■

Marco Schneebalg

Tunisie

Le général Ali Seriati est acquitté dans la fuite de l'ancien président Ben Ali

TUNIS. La justice tunisienne a acquitté, vendredi 12 août, le général Ali Seriati, ancien chef de la sécurité présidentielle, jugé pour complicité dans la fuite en Arabie Saoudite du président Zine El Abidine Ben Ali et de sa proche famille le 14 janvier, en plein soulèvement populaire. Le tribunal de première instance de Tunis a en revanche prononcé des peines de prison allant de quatre mois à six ans contre 25 membres de la famille de l'ex-président Ben Ali et de son épouse Leila Trabelsi, dont 22 étaient présents à ce procès, pour tentative de fuite et possession illégale de devises. Le général Seriati a expliqué à l'AFP être *« victime d'une mise en scène »* montée par l'ex-ministre de la défense Ridha Grira, actuellement libre. – *(AFP.)*

Brésil Une juge antimafia assassinée

RIO DE JANEIRO. Une juge brésilienne de 47 ans, Patricia Acioli, connue pour agir avec rigueur contre le crime organisé à Sao Gonçalo, une ville située de l'autre côté de la baie de Rio, a été assassinée par balles vendredi 12 août à l'aube, a indiqué la police. La juge *« a été victime d'une embuscade, sa voiture a reçu 21 balles »*, a déclaré à la presse le commissaire Felipe Ettore, chargé de l'enquête. – *(AFP.)*

Libye Un fils de Kadhafi, donné pour mort, apparaît à la télévision

TRIPOLI. L'un des fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, Khamis, 28 ans, est apparu mercredi 10 août à la télévision après l'annonce de sa mort par les rebelles. – *(AFP).*

Le Pakistan encore marqué par les inondations de 2010

Selon l'ONU, plus de 420 millions d'euros manquent pour porter assistance aux victimes de la colère de l'Indus

Fin juillet, l'envoyé spécial de l'ONU pour les inondations au Pakistan, Rauf Engin Soysal, a visité les zones gravement touchées, voilà un an, par le déferlement des eaux de l'Indus. Ce n'était pas une tournée de circonstance ni même une célébration du travail accompli par les Nations unies ou du retour des millions de déplacés dans leur maison.

La catastrophe, qualifiée de tsunami intérieur, qui a touché 18 millions de personnes, soit 10 % de la population, et ravagé un cinquième du territoire, constitue toujours un défi majeur en matière d'assistance humanitaire. Officiellement, les autorités pakistanaises ont recensé 1 980 morts liés aux inondations. Selon l'ONU, la prochaine mousson fait craindre de nouveaux désastres et menacerait deux millions de personnes vivant encore dans des conditions très précaires.

La situation est telle que les organisations humanitaires et l'ONU appellent la communauté internationale à honorer sa promesse de venir en assistance aux

Beaucoup de Pakistanais ont, sur leurs propres deniers, ouvert des lieux d'hébergement, des écoles, des hangars…

populations en danger. L'ONU a indiqué, le 22 juillet, que près de 600 millions de dollars (421,2 millions d'euros) manquent encore pour satisfaire les besoins des victimes des inondations, notamment en eau, en assainissement ou pour équiper les camps de déplacés.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a assuré, le 29 juillet, qu'il lui fallait 50 millions de dollars pour financer ses

projets en cours, en particulier rebâtir les 10 000 écoles détruites par les flots destructeurs.

Le paysage qui borde l'Indus a été modifié par les inondations. Dans les parties les plus planes, au Pendjab et dans le Sind, le fleuve n'a pas retrouvé son lit naturel qui change, en fait, après chaque inondation majeure. Les dizaines de milliers de personnes qui habitaient ces zones sont donc sans maisons et vivent dans des camps ou sur le bord des routes qui longent les rives du fleuve. Les eaux ont drainé des quantités de débris, de rochers et ont pollué de façon durable le milieu dans lequel vivaient ces populations.

Près de 2,4 millions d'hectares de terres cultivables ont été sérieusement endommagés ou perdus. Des récoltes de riz, de maïs, de sucre de canne, de coton et de légumes ont été emportées. Plus de 400 000 animaux ont péri et 6 millions de volailles sont mortes. De telles pertes ont fait perdre 50 % des emplois du secteur agroalimentaire.

L'industrie a également été touchée par la destruction d'usines et d'infrastructures lourdes. Selon Islamabad, le coût global de ces inondations est estimé, un an

A Ramli Khoso, à 300 km de Karachi, une porte indique l'emplacement d'une maison à reconstruire. AKHTAR SOOMRO/REUTERS

après, à 10 milliards de dollars. Il faudra, selon les experts gouvernementaux, encore trois à cinq années pour que le pays se remette de la catastrophe.

Les dégâts causés par les eaux furieuses de l'Indus ont affecté durablement le niveau de vie d'une population déjà très pauvre avant le désastre. La santé des plus vulnérables, enfants, femmes et personnes âgées, reste l'objet d'une grande inquiétude de la part des organisations humanitaires internationales.

Les conséquences sont innombrables. Ainsi, plus de 15 % des femmes concernées par ces inondations ont dû arrêter d'allaiter leurs enfants, aggravant ainsi les cas de malnutrition sévère touchant les plus jeunes. Entre 2 et 5 millions d'enfants ont souffert de la faim après les dévastations des eaux de l'Indus. Plus de 500 000 femmes enceintes ont dû être suivies, car leur état de santé mettait en danger la vie de leur enfant.

Si, au total, les autorités sanitaires ont relevé 105 cas avérés de choléra, surtout dus à l'eau viciée, les campagnes de vaccination de l'Unicef ont permis d'éviter le pire, en particulier auprès des catégories de la population les plus fragiles : 12 millions d'enfants ont été protégés contre la polio et 10,4 millions contre la rougeole. Ce travail a cependant été compliqué par la destruction partielle ou entière de 450 centres de santé situés dans les zones affectées.

Néanmoins, parmi les nouvelles rassurantes, la réaction des nombreux personnels de santé pakistanais, dont beaucoup, spontanément et bénévolement, se sont portés au secours des victimes, a allégé un bilan déjà lourd.

De même, beaucoup de Pakistanais ont, sur leurs propres deniers, ouvert des lieux d'hébergement, des écoles, des hangars ou transformé leurs champs pour accueillir les déplacés en déshérence.

Il apparaît, un an après, que ces initiatives ont souvent pallié l'impéritie de l'Etat. L'armée s'est montrée plus efficace grâce à ses moyens de transport, mais le Pakistan, dans son ensemble, gardera encore longtemps les stigmates d'une telle catastrophe. ■

Jacques Follorou

Après Fukushima, la colère rentrée des Japonais se lit dans les succès de librairie

Plus de 150 ouvrages ont été publiés sur la catastrophe nucléaire. Sévères envers les autorités et l'industrie, certains sont devenus des best-sellers

Tokyo
Correspondant

En surface, la catastrophe nucléaire de Fukushima semble peu à peu entrer dans la routine du quotidien. Excepté dans le département sinistré, la vie paraît avoir repris son cours. Villes, administrations et bureaux sont moins éclairés ; la climatisation est réduite.

Certains s'inquiètent de la provenance des produits alimentaires, dûment indiqués sur les étals, mais il semble, à Tokyo – et encore plus en allant vers le sud – que le sentiment de crise s'est mué en un calme résigné.

Une impression que ne corroborent guère les conversations dans les bistrots, entre amis, ou avec des sinistrés du nucléaire – des dizaines de milliers de personnes évacuées des agglomérations situées dans un rayon de 20 à 30 km de la centrale –, les blogs ou des vidéos qui circulent sur la Toile.

Là, c'est plutôt une colère sourde à l'encontre de l'élite en général (hommes politiques, bureaucrates, experts, médias) qui s'exprime. Nombre de Japonais ont le sentiment d'avoir été trompés. Mais, pour se convaincre que cette colère rentrée n'est pas cantonnée à quelques « irrédentistes » antinucléaires ou aux sinistrés, il suffit d'entrer dans une librairie.

Il y a sur les présentoirs pléthore de livres et de numéros spéciaux de revues qui ont pour thème l'arrière-plan de la crise nucléaire : connivences, collusions, manœuvres, manipulation de l'opinion. Plus de 150 titres figurent sur le site d'Amazon.com en japonais (aucun n'a été traduit en langues occidentales).

Pour certains, ce sont les meilleures ventes des dernières semaines. Des succès qui témoignent du malaise de beaucoup qui cherchent à comprendre le pourquoi de ce désastre et à savoir ce qu'ils risquent puisqu'ils ne font plus guère confiance aux autorités pour les informer sur la résistance des 54 réacteurs de l'Archipel.

« Pantouflage »

L'une des meilleures ventes est *Le Mensonge de l'énergie nucléaire* d'Hiroaki Koide (250 000 exemplaires). Professeur à l'Institut de recherche nucléaire de l'université de Kyoto, il avait mis en garde pendant des années contre les accidents probables dans un pays à séismes et il a témoigné dans des procès intentés par des habitants de régions accueillant des centrales. Ses ouvrages se vendaient à quelques milliers d'exemplaires, et il n'a jamais été entendu.

En bonne place aussi le livre de l'ancien gouverneur de Fukushima, Eisaku Sato, qui a été en opposition ouverte avec l'opérateur, Tokyo Electric Power Co, Tepco : *La Vérité sur la centrale de Fukushima*. Et celui d'un ingénieur nucléaire, Yoichi Kikuchi, qui participa à la construction de la centrale : *Moi qui ai construit la centrale, pourquoi je m'oppose à l'énergie nucléaire*.

Même des personnalités de la haute administration se rebellent : Shigeaki Koga, fonctionnaire du ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI), avec *Le Démembrement du cœur du pays*. Il s'en prend à la collusion entre bureaucrates et intérêts privés au fil du *« pantouflage »* des premiers chez des opérateurs nucléaires ou des compagnies d'électricité : un mal endémique qui a neutralisé les instances de surveillance.

Les numéros spéciaux des magazines enregistrent des tirages record. Il n'y a pas, dans cette prolifération de publications, que des mises en accusation du système : dans le numéro de juin du mensuel *Sekai* (centre-gauche), Masayoshi Son, président de Softbank Corp et figure d'un capitalisme indépendant des grands groupes, appelle à la création d'*« une ceinture d'énergie solaire »* dans le nord-est de l'île d' Honshu dévasté par le tsunami.

Les embryonnaires mouvements de sinistrés peinent à se faire entendre. Le désastre a noué des solidarités nouvelles entre victimes, bénévoles et une partie de l'opinion inquiète de l'avenir, et créé un appel d'air dans une vie démocratique engourdie. Cette colère diffuse, expression d'un désarroi plus que d'une offensive antinucléaire, tarde à trouver une expression politique. ■

Philippe Pons

Les tribulations congolaises d'un trafiquant d'ivoire chinois

Arrêté le 22 janvier à l'aéroport de Brazzaville en partance pour Pékin avec une dizaine de kilogrammes d'ivoire d'éléphant dans ses bagages, un ressortissant chinois a été condamné pour trafic illégal à quatre ans d'emprisonnement et sept millions de francs CFA (10 600 euros) d'amende et de dommages et intérêts, mercredi 10 août, par le tribunal de Brazzaville. Chen Xiongbing, 35 ans, n'effectuera pas sa peine : après un mois de détention préventive, il avait obtenu, contre caution, une remise en liberté sous contrôle judiciaire et a tout bonnement disparu dans la nature.

Pour Naftali Honig, qui coordonne en République du Congo le Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage (PALF), même si le trafiquant s'est envolé, cette condamnation est une bonne nouvelle : *« Cette décision de justice va montrer que même les étrangers peuvent être condamnés à de lourdes peines, et j'espère que cela va réduire le sentiment d'impunité des trafiquants. »*

Le PALF est le fruit d'une collaboration entre un consortium d'organisations non gouvernementales et le gouvernement congolais. Il a pour mission de servir d'appui au ministère du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement, chargé de la faune sauvage, dans la traque des trafiquants d'animaux. *« Nous collectons des informations, nous donnons un appui technique pour les opérations de saisie et d'arrestation et nous assurons un suivi juridique durant les procès »*, indique Naftali Honig. Les lois de protection de la faune sauvage existent au Congo, mais la corruption et le trafic d'influence empêchent bien souvent les procédures d'aboutir. Le PALF, comme d'autres projets similaires au Cameroun, en République centrafricaine et au Gabon, vise à limiter ces entorses à la loi.

50 euros le kilo d'ivoire

Chen Xiongbing avait été arrêté par hasard, a indiqué Naftali Honig, après que l'examen aux rayons X de ses bagages avait révélé des *« colis bizarres, recouverts de tôle »*. Son butin comprenait cinq défenses d'éléphant brutes, mais aussi des baguettes, des colliers, des bracelets, des statuettes et des sceaux traditionnels en ivoire, sans compter des écailles de tortue marine.

Une enquête est toujours en cours pour tenter de remonter la filière, mais aussi pour comprendre comment le ressortissant chinois, dont le passeport avait été confisqué, est parvenu à le récupérer pour sortir du pays.

La caution payée par M. Xiongbing peut sembler élevée par rapport au prix de l'ivoire au Congo – *« Quelques euros le kilo en forêt, 50 euros en ville »*, précise M. Honig. Mais son montant est dérisoire par rapport aux bénéfices que peuvent tirer les trafiquants de la revente en Asie, moteur principal du braconnage qui met en péril certaines populations d'éléphants en Afrique. ■

Hervé Morin

Pollution

Shell face à une fuite de pétrole en Mer du Nord

Le géant pétrolier anglo-néerlandais Shell est confronté à une fuite de pétrole sur un pipeline en Mer du Nord au large des côtes britanniques, a annoncé, vendredi 12 août, le porte-parole la compagnie, Wim van de Wielde, à l'AFP. La fuite a été découverte après qu'une nappe de pétrole a été repérée près de la plate-forme Gannet Alpha, à 180 km à l'est d'Aberdeen, au nord-est de l'Ecosse. Un sous-marin télécommandé a été utilisé pour déterminer l'origine de la fuite et, peu après, le puits a été fermé. Mais il est pour le moment impossible de savoir quelle quantité de pétrole a été déversée dans la mer, selon M. van de Wielde. – *(AFP.)* ■

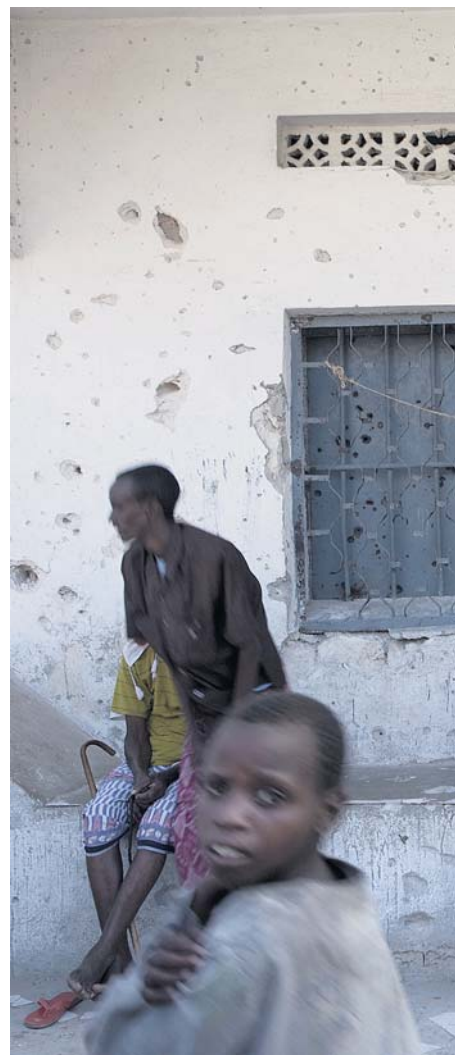
Inondations Inauguration d'une digue pour protéger St-Pétersbourg

Le premier ministre russe Vladimir Poutine a inauguré, vendredi 12 août, près de Saint-Pétersbourg un immense barrage censé protéger des inondations l'ancienne capitale impériale bâtie sur le delta de la Neva, qui donne sur la mer Baltique. Ce projet ambitieux, lancé en 1979, avait été abandonné parce que considéré comme trop dispendieux après la désintégration de l'Union soviétique en 1991. L'ouvrage, composé d'une structure en acier et en béton qui s'étend sur 25 km au-dessus du golfe de Finlande, a coûté 2,7 milliards d'euros. Il est conçu pour offrir une protection contre une montée des eaux maximale de cinq mètres.

Le Monde
Dimanche 14 - Lundi 15 août 2011

Un garde de l'organisation soufie Ahlu Sunna wal Jamaa (ASWJ), les « compagnons du Prophète », qui compte près de mille hommes. Elle est dirigée par un ex-ministre, Abdulkadir Moallin Nour.

La cathédrale de Mogadiscio, au cœur de la vieille ville, qui fut le quartier des Italiens et des Indiens pendant la période coloniale (jusqu'en 1960). Entre les piliers de l'édifice sans toit, les réfugiés, qui ont fui la famine, trouvent un abri après des jours de marche.



Les miliciens Chabab ont quitté la capitale somalienne le 6 août, mais la ville porte les stigmates de vingt années de combats

Mogadiscio outragée

Vingt ans de guerre civile ont fait de Mogadiscio, qui fut un havre de prospérité et de douceur de vivre, une ruine. S'y déplacer, ballotté comme un bouchon dans des creux et des bosses vertigineux, fait comprendre à quel point la capitale de la Somalie est devenue le symbole d'un Etat failli. La moindre piste de brousse paraît préférable à ces chaussées défoncées par les mines, où il faut contourner des crevasses de 1,50 mètre.

Pourtant, lorsque l'on contrôle le grand carrefour du « kilomètre 4 », on tient la ville. C'était l'un des points névralgiques des Chabab, ces insurgés islamistes affiliés depuis 2009 à Al-Qaida, qui se sont brusquement retirés de la ville, samedi 6 août. Sur la place, où une arche menace de s'écrouler, l'une des routes part vers le port, situé au bord de l'océan Indien, comme une grande partie de la cité qui épouse le littoral. Un autre axe emmène au marché de Bakara, manne inépuisable pour les Chabab, jusqu'à leur retrait. Une troisième conduit à l'aéroport, zone maîtrisée par le gouvernement fédéral de transition (GFT).

La dernière route emmène au complexe présidentiel, Villa Somalia, dans un quartier entièrement ravagé. Façades criblées d'impacts, murs écroulés, maisons béantes. Tous les symboles du pouvoir sont en ruine, comme le Parlement, immense vaisseau fantôme, sur une esplanade déserte. Les réunions n'y ont lieu que dans le sous-sol. Des ministres et des députés n'ont d'autre choix que de vivre à l'hôtel Sahafi, où une journaliste de la BBC fut tuée par balles, dans le dos, en 2005.

Mogadiscio est devenue la ville des check-points, sillonnée d'hommes en armes à l'arrière de pick-up cahotants. Avec l'indifférence des habitants – ceux qui n'ont pas fui les combats incessants. Un muret de béton, une chicane, une barrière qui s'élève, ou pas. Il y en a une vingtaine, qui gênent considérablement le travail des organisations humanitaires venues au secours des populations victimes de la famine.

Massacre urbain

Les vestiges de l'occupation italienne n'ont pas échappé à ce massacre urbain. Grêlées de balles, les belles façades qui rappellent les palais florentins, avec leurs hautes fenêtres voûtées. Livré à l'abandon, le Teatro Nazionale. Envahi par les herbes folles, La Croix du Sud, un restaurant très prisé, où ne survit que le bougainvillier en fleur. Non loin, la cathédrale, ex-sanctuaire à ciel ouvert, éventré par les bombardements des Tribunaux islamiques, en 2006. C'est désormais le refuge de populations affamées et sans abri, sorte de cour des Miracles où fument des petits braseros, où crient des enfants maigres. Saint François ne peut les voir, il est décapité.

Seules les chèvres ou d'innombrables carrioles tirées par des ânes vaquent comme à l'ordinaire. Les biquettes étiques broutent une broussaille honnie des Somaliens, qui pousse comme le chiendent : les Américains en ont planté la graine lors de l'opération « Restore Hope » en 1993. Tout s'y accroche, et surtout les lambeaux de plastique. A Mogadiscio, on l'appelle *« geed Yuhud »*, l'arbre d'Israël. ■

Béatrice Gurrey
Photos : Martina Bacigalupo/ Vu pour « Le Monde »

Quartier d'Hodan, au sud de la capitale somalienne. Les habitants profitent du retrait des islamistes Chabab, le 6 août, pour revenir petit à petit.

Les ruines des maisons du quartier d'Hodan. La zone reste partiellement inhabitable et très dangereuse.

Les restes du grand cinéma de Mogadiscio, dans le quartier d'Hodan. Cette partie de la capitale est l'une des plus défigurées par la guerre car située sur une des lignes de front.

Le Monde
Dimanche 14 - Lundi 15 août 2011

Les mystères du docteur Bonnemaison, médecin confirmé, homme fragile

L'urgentiste de l'hôpital de Bayonne, suspecté d'avoir empoisonné quatre patients, invoque « la compassion »

Le centre hospitalier de Bayonne, où travaillait le docteur Bonnemaison. JEAN-DANIEL CHOPIN/MAXPPP

Bayonne
Envoyée spéciale

C'est l'un des secteurs ingrats du service des urgences. L'un de ces lieux où les affectations de lits tournent à toute vitesse, les malades ne restant que quelques heures avant de pouvoir sortir ou d'être renvoyés vers les services spécialisés de l'hôpital. Ceux qui séjournent un ou deux jours – rarement plus – sont souvent les plus mal lotis. Vieillards comateux, patients en fin de vie arrivés dans un état désespéré et pour lesquels on espère une place disponible dans une unité de soins palliatifs.

C'est là, dans l'unité d'hospitalisation de courte durée (UHCD) du service des urgences de l'hôpital de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), que travaillait Nicolas Bonnemaison. Et c'est là que sont nés, parmi les infirmières et les aides-soignantes du service, les premiers doutes et les premières rumeurs. Nourris par certains décès un peu trop rapides, chaque fois après un passage du médecin.

Dans cette unité, le docteur Bonnemaison était le seul, parmi les quatre médecins attachés à l'UHCD, à travailler à plein temps. Il y a peu, il dirigeait l'ensemble du service des urgences. Mais depuis les restructurations en cours dans cet imposant hôpital dont la belle architecture XIXe a été défigurée par les travaux, il a perdu ses responsabilités pour n'être plus, comme l'assure Michel Glanes, le directeur du centre hospitalier, qu'un *« urgentiste comme les autres »*. Etonnante rétrogradation pour quelqu'un doté de son expérience.

C'est un homme bien connu, dans la région, du milieu médical. Marié à une médecin anesthésiste, il est lui-même fils de chirurgien. Le docteur Bonnemaison père avait fondé et dirigé une clinique à Hasparren, à quelques kilomètres de Bayonne. Son suicide, quelques années auparavant, a marqué les esprits.

L'avocat du praticien a choisi une stratégie au canon. Il assure que son client « ne regrette pas son geste »

Le docteur Bonnemaison fils, lui, passe pour un bon médecin. C'est un petit homme brun et bouclé, âgé de 50 ans. Il passe aussi pour un homme fragile. Il y a quelques années, il a connu une période difficile et a dû être hospitalisé. *« Il était fatigué »*, souligne son avocat, Me Arnaud Dupin, quand plusieurs de ses confrères de l'hôpital évoquent, en réclamant l'anonymat, un *« épisode dépressif »*.

Depuis des mois, cependant, plusieurs des infirmières et aides-soignantes de son service l'observent. Lorsque, le 3 août, l'une d'elles affirme l'avoir vu entrer muni d'une seringue dans la chambre de Catherine-Elisabeth Delau, une vieille dame de 92 ans arrivée la veille dans le coma, et annoncer quelques instants après son décès, elles décident de se manifester.

Le 9 août, trois d'entre elles témoignent devant la direction de l'hôpital et dénoncent quatre cas suspects depuis le mois d'avril. Après une rapide enquête, l'hôpital saisit, jeudi 11, le procureur de la République. Ce même jour, en fin de matinée, le docteur Bonnemaison est interpellé dans son service.

Placé en garde à vue 48 heures, le médecin n'a pas nié les faits qui lui sont reprochés. Il a reconnu avoir utilisé du Norcuron, un médicament à base de curare qui provoque une paralysie respiratoire quasi immédiate, associé à un hypnotique, l'Hypnovel, d'action très rapide. Il voulait, a assuré son avocat vendredi, *« abréger les souffrances de patients en fin de vie »*.

Devant ce cas difficile, Me Dupin a choisi une stratégie au canon. Il assure que son client *« ne regrette pas son geste et a préféré prendre le problème de l'euthanasie à bras-le-corps »*, ajoutant que le médecin aurait pu provoquer la mort d'autres patients *« bien avant les quatre de ces derniers mois »*.

Devant les magistrats et les policiers qui l'interrogeaient, le docteur Bonnemaison s'est cependant montré flou, à la fois sur ses motivations et sur la façon dont il a pris la décision de provoquer la mort de ses patients. Invoquant *« la compassion »* comme principal mobile, il semble avoir agi seul. *« Les familles ont souvent été informées »* du geste mortel qu'allait accomplir le médecin, assure son avocat. Mais lorsqu'on lui demande si elles ont été informées de façon explicite, Me Dupin élude : *« Les familles vous disent : "Faites quelque chose..." Quand on est médecin, quand on est humain, on sait ce que l'on a à faire, en son âme et conscience, pour accompagner la fin d'une vie et abréger les souffrances. »*

C'est bien toute la difficulté de la situation judiciaire et morale de Nicolas Bonnemaison, même si son avocat tente d'en faire l'un des hérauts du débat sur l'euthanasie. Car le droit français, notamment depuis la loi Leonetti de 2005, qui proscrit l'acharnement thérapeutique, prévoit la nécessité du consentement du patient ou de sa famille, et une décision médicale collégiale. *« Ces conditions ne sont absolument pas remplies dans cette affaire »*, a dit Marc Mariée, procureur adjoint du parquet de Bayonne.

Les familles des quatre patients décédés n'ont pas, semble-t-il, confirmé avoir demandé ou même discuté avec le médecin de l'éventuelle administration d'un cocktail létal à leur proche, même si, vendredi, aucune d'elles n'avait porté plainte contre le praticien.

D'autres médecins de l'hôpital de Bayonne étaient-ils au courant des pratiques de leur confrère, et ces dernières avaient-elles été discutées ? *« Certains confrères de mon client étaient au courant »*, a affirmé Me Arnaud Dupin, sans toutefois dire si le docteur Bonnemaison avait impliqué nommément d'autres médecins.

« Ce n'est pas plausible ! », réfute le directeur de l'hôpital, Michel Glanes. Le chef du service des urgences, Emmanuel Muller, refuse pour l'heure de parler. Et parmi la douzaine de soignants entendus par la police et par les magistrats, aucun n'a voulu confirmer cette affirmation. *« Nous nous réunissons régulièrement pour discuter de problèmes médicaux ou d'organisation,* dit l'un des médecins des urgences, Tarak Mokni, *et le problème de la fin de vie est discuté de façon générale par tous les médecins urgentistes. Mais il n'y a jamais eu de débat avec le docteur Bonnemaison sur des cas précis et ce n'est certainement pas une pratique partagée. »*

Vendredi, le médecin a été mis en examen pour *« empoisonnement sur des personnes particulièrement vulnérables »* et remis en liberté sous contrôle judiciaire. Le parquet, qui avait requis son placement en détention, a annoncé son intention de faire appel. En attendant, le docteur Bonnemaison a l'interdiction d'exercer sa profession. Il encourt la réclusion criminelle à perpétuité. ■

Raphaëlle Bacqué

La confusion entre euthanasie et meurtre nuit au débat sur la fin de vie

Analyse

Le cas du médecin de Bayonne mis en examen pour *« empoisonnement »* après le décès suspect de quatre personnes âgées rappelle celui de Christine Malèvre, cette infirmière condamnée en 2003 à douze ans de réclusion pour avoir donné la mort à plusieurs patients de l'hôpital de Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Dans les deux cas, les mêmes ingrédients, la solitude et la dérive professionnelle de soignants, confrontés à la vieillesse et à la souffrance, qui croient pouvoir s'autoriser à donner la mort. La même confusion, entre les notions de meurtre et d'euthanasie : comme l'a rappelé l'Observatoire national de la fin de vie, vendredi 12 août dans un communiqué, *« le fait de donner la mort à une personne qui ne la demande pas ne saurait s'apparenter à une euthanasie, y compris dans les pays qui ont légalisé cette pratique »*.

Le terme « euthanasie », qui signifie en grec « bonne mort » ou « belle mort », était utilisé dans l'Antiquité pour qualifier une mort réussie, sans souffrance et décidée en conscience. Il recoupe aujourd'hui toutes les situations où une tierce personne en vient à provoquer la mort d'un malade incurable, soit en arrêtant de lui prodiguer des soins (euthanasie passive), soit en lui administrant une substance létale (euthanasie active). Mais ce terme recouvre aussi une signification symbolique différente selon qu'on envisage l'euthanasie comme un droit ou un danger à proscrire.

Cette confusion n'est pas pour éclairer le débat législatif sur la fin de vie. D'autant qu'en France, celui-ci n'a progressé que sous la pression de faits divers à forte résonance médiatique. En 2003, le cas du jeune tétraplégique Vincent Humbert, qui réclamait *« le droit de mourir »* au chef de l'Etat, avait ému le pays. Le geste désespéré de sa mère, qui avait fini par lui administrer la mort avec l'aide d'un médecin, avait accéléré la prise de conscience.

Sujet clivant

Sous la pression, les parlementaires ont alors accepté d'ouvrir le débat : la loi Leonetti sur la fin de vie, adoptée en 2005, proscrit désormais tout acharnement thérapeutique. Elle autorise surtout le « laisser mourir », forme d'euthanasie passive, en permettant aux médecins d'arrêter le traitement d'un malade incurable.

Trois ans après, en 2008, Chantal Sébire, qui apparaît sur les écrans le visage déformé par un cancer incurable, relance la polémique. Chantal Sébire réclame le droit de mourir en toute conscience, assistée d'un médecin, au moment où elle le choisit et entourée par les siens. Après son suicide, survenu en catimini et alors que les médias campent dans son jardin, le premier ministre accepte de réviser la loi Leonetti. Les circonstances du « laisser mourir » sont précisées et inscrites dans le code de déontologie médicale. L'Observatoire de la fin de vie est créé. Mais la majorité refuse d'autoriser tout geste actif en faisant valoir les risques de dérive éthique.

Aujourd'hui, le dialogue entre les partisans et les opposants à l'euthanasie est dans une impasse totale. L'audience des premiers ne cesse cependant de croître dans l'opinion : en janvier, une proposition de loi autorisant l'aide active à mourir pour les patients en phase terminale, soutenue par l'Association pour le droit à mourir dans la dignité (50 000 adhérents), a engrangé suffisamment de soutiens à gauche et au centre pour inquiéter la majorité. Le texte n'a finalement été rejeté qu'après une intervention solennelle de M. Fillon.

Cela ne pourrait être qu'un répit : le débat sur la fin de vie devrait ainsi constituer l'un des sujets de société les plus clivants de la présidentielle de 2012. ■

Cécile Prieur

Un couple à la dérive qui s'accuse d'un meurtre en légitime défense renvoyé aux assises

Le juge soupçonne Maud Tellier et Olivier Benoît d'avoir assassiné leur voisin, dont le corps n'a pas été retrouvé, pour toucher une prime d'assurance

Nancy
Envoyé spécial

Un meurtre sans cadavre : le crime aurait pu être parfait et jamais élucidé, si les auteurs présumés ne s'étaient pas dénoncés aux gendarmes. Les faits remontent à septembre 2007. Maud Tellier, 31 ans, assure avoir tué Robert Pichon qui aurait, selon elle, tenté de la violer. Son compagnon, Olivier Benoît, 38 ans, s'accuse d'avoir brûlé le corps et d'avoir jeté les cendres dans la Moselle. Après quatre ans d'enquête, l'information judiciaire ouverte au parquet de Saint-Dié-des-Vosges touche à son terme. Fin juin, le juge d'Epinal Didier Gastaldi a notifié aux parties la fin de son instruction. Les deux accusés seront renvoyés devant les assises, pas pour *« meurtre »*, comme cela avait été qualifié initialement, mais pour *« assassinat »*.

A l'issue de ses investigations, et contrairement aux assertions des intéressés, le magistrat a conclu qu'Olivier Benoît et Maud Tellier ont commis de concert un crime crapuleux et prémédité. Il ne croit pas à leur version selon laquelle Maud Tellier aurait tué Robert Pichon accidentellement en rejetant ses attentions trop insistantes.

Le juge estime que le duo voulait toucher une prime d'assurance de près de 40 000 euros que le sexagénaire attendait à la suite d'un cambriolage. *« Cette requalification en assassinat, qu'aucun élément ne permet d'établir, est incompréhensible »*, s'indigne Me Nicolas Pasina, l'avocat d'Olivier Benoît.

Accros à l'héroïne, Olivier Benoît et Maud Tellier ont partagé leur dérive pendant sept ans à Moyenmoutier (Vosges), entre Saint-Dié et Lunéville, jusqu'au 13 novembre 2007. Ce jour-là, ils se rendent à la gendarmerie de Senones, près de Moyenmoutier, Maud s'accusant du meurtre de Robert Pichon, porté disparu et recherché depuis un mois et demi. M. Pichon, 67 ans, était leur voisin. Chauffeur de poids lourds en retraite, il vivait seul. Il ne voyait plus sa famille depuis une dizaine d'années, après qu'en 1996, il fut condamné à deux ans de prison avec sursis pour attouchements sur ses deux filles.

A l'été 2007, tandis que Robert Pichon est hospitalisé, les deux jeunes gens s'occupent de sa maison, de ses lapins et, à l'occasion, lui font quelques courses avec sa carte de crédit dont ils connaissent le code.

Le manche d'un tisonnier

Le 26 septembre 2007, l'homme est à peu près rétabli. Le trio décide d'aller *« faire du bois »* à Sainte-Hélène, un village situé à une trentaine de kilomètres de Moyenmoutier où une tante d'Olivier a une maison. Selon le récit livré aux gendarmes par Maud et Olivier, c'est dans cette maison isolée que M. Pichon aurait tenté de violer Maud. Laquelle, pour se défendre, aurait frappé à plusieurs reprises son agresseur avec le manche d'un tisonnier.

Rentré quelques heures plus tard, Olivier aurait alors eu l'idée de faire disparaître le corps en le brûlant. Il se serait débarrassé des cendres dans la Moselle. Ensuite, pendant plusieurs semaines, Olivier brouille les pistes. Il retire quelques dizaines d'euros avec la Carte bleue de Robert, expédie des messages avec le mobile du sexagénaire pour dire qu'il est en vacances, honore quelques-unes de ses factures.

Tout comme le juge, les gendarmes restent dubitatifs devant cette version des faits. D'autant qu'Olivier Benoît a des relations tumultueuses avec la loi. Il cumule plus de dix ans de prison pour des vols avec violences, des escroqueries et des histoires liées aux stupéfiants. Les enquêteurs le soupçonnent d'avoir inventé avec sa compagne ce scénario de légitime défense afin d'amadouer des jurés d'assises et éviter une lourde condamnation – en cas d'assassinat, ils encourent la perpétuité. Le mobile ? Pour les enquêteurs, il ne fait pas de doute : outre la prime d'assurance escomptée, Maud et Olivier auraient voulu soutirer quelques biens ayant appartenu à leur victime. Faux, rétorque Me Pasina, qui avance des expertises, notamment graphologiques, favorables à son client.

Pour l'heure, en attendant que le procureur signe son réquisitoire de renvoi devant la cour d'assises des Vosges, Me Pasina conteste la mise en accusation de son client. L'affaire devrait être jugée à Epinal début 2012. ■

Yves Bordenave

Le « groupe Fourtou » œuvre en secret à la réélection de Nicolas Sarkozy

Le chef d'entreprise Jean-René Fourtou, les journalistes Gérard Carreyrou et Etienne Mougeotte, le politique Alain Carignon et le banquier Michel Pébereau ont constitué un cercle informel

Tout commence à l'automne 2010. Jean-René Fourtou, président de Vivendi, se prend une avoinée de Nicolas Sarkozy. Comme d'habitude, le président critique son interlocuteur, proteste du traitement que lui réserve Canal+, filiale de Vivendi. A la fin, M. Fourtou, 72 ans, prend la parole, et dit ses vérités à M. Sarkozy sur son comportement. Il ferait mieux d'utiliser son énergie pour moderniser le pays, et ne pas gâcher son bilan, alors qu'il a fait, selon M. Fourtou, sortir le pays de l'immobilisme. Celui-ci l'a constaté à l'université de Bordeaux, qu'il préside. A sa surprise, le président lui répond : *« Tu as raison. »*

Et voilà que M. Fourtou, lequel connaît M. Sarkozy depuis qu'il a conquis la mairie de Neuilly-sur-Seine en 1983 – sa femme était alors conseillère municipale – se met à faire par écrit le bilan du quinquennat. *« J'ai été stupéfait de voir ce qui avait été enclenché »*, raconte M. Fourtou, qui narre son aventure à une amie. Celle-ci lui fait rencontrer le journaliste Gérard Carreyrou, 69 ans. Le déjeuner a lieu au restaurant Tong Yen, au Rond-Point des Champs-Elysées.

Les deux hommes se sont croisés du temps de Pierre Bérégovoy, qu'ils admiraient – M. Fourtou modernisait alors Rhône-Poulenc, M. Carreyrou était son ami et s'éloignera de la gauche après le suicide de « Béré ».

En 2007, à Marrakech, Jean-René Fourtou auprès de Nicolas Sarkozy. LUDOVIC/REA

> Lundi 6 juin, Nicolas Sarkozy cherche à remercier ses soutiens et les reçoit tous à sa table, à l'Elysée

Tous deux sont devenus sarkozystes, et se trouvent bien seuls en cette période d'antisarkozysme. Ils décident d'élargir leur cercle. Gérard Carreyrou, qui revendique d'écrire dans *France Soir « 80 % d'éditoriaux favorables à Sarkozy »*, fait rencontrer à M. Fourtou son vieux complice d'Europe 1 et de TF1, le directeur des rédactions du *Figaro*, Etienne Mougeotte, 71 ans, lors d'un petit déjeuner au Royal Monceau. *« Mougeotte est au* Figaro*, à droite toute. Avoir son opinion, c'était utile. Comme c'était un copain de Carreyrou... »*, raconte M. Fourtou.

De fil en aiguille, l'équipe se constitue. *« La seule exigence était d'avoir des gens qui pensaient souhaitable pour la France que Sarkozy soit réélu »*, explique M. Carreyrou.

En réalité, on va aussi faire une bande de vieux copains. Ils vont chercher Charles Villeneuve, 70 ans, ancien d'Europe 1 et de TF1, tandis que M. Fourtou enrôle Michel Pébereau, 69 ans, patron de BNP-Paribas. L'équipe est un peu déséquilibrée. *« Il n'est pas possible que nous restions sans une seule femme, ni des trentenaires. Nous ne sommes plus des perdreaux de l'année »*, confesse M. Carreyrou.

Nicolas Sarkozy, qui est en opération de présidentialisation, flaire l'intérêt de l'affaire. Jean-René Fourtou fait passer ses propositions au président, et une mise en ordre politique s'organise. Le chef de l'Etat charge sa nouvelle plume, Camille Pascal, d'organiser le lien entre lui et ce qui va s'appeler le « groupe Fourtou ».

Un autre regard politique s'est invité dans l'équipe, celui d'Alain Carignon. L'ancien maire de Grenoble et ministre de la communication d'Edouard Balladur, qui passe désormais plusieurs mois par an à Marrakech, connaît M. Fourtou, très actif dans les relations économiques franco-marocaines.

Cela tombe bien. M. Carignon a l'oreille du président et lui sert depuis des mois de rabatteur pour rencontrer le tout-Paris. Nicolas Sarkozy ne le laissa jamais tomber, même lorsqu'il fut emprisonné lors de ses démêlés avec la justice dans les années 1990. Lorsque Brice Hortefeux était ministre de l'intérieur, M. Carignon avait un bureau place Beauvau. Pour achever la politisation de l'équipe, le conseiller politique de M. Hortefeux, Geoffroy Didier, est adjoint à l'équipe.

Lundi 6 juin, Nicolas Sarkozy cherche à remercier ses soutiens et les reçoit tous à sa table. Côté Elysée, outre M. Pascal, le secrétaire général Xavier Musca et le conseiller presse Franck Louvrier sont présents. Sylvain Fort, universitaire proche de l'Institut Montaigne, est convié. M. Hortefeux en est aussi. On est entre amis. Michel Pébereau explique combien le rôle du président a été utile lors de la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers en 2008. M. Carreyrou est tout content : il défend M. Sarkozy sans l'avoir rencontré depuis dix ans.

Depuis des mois, le petit groupe se réunit très régulièrement, le plus souvent chez Jean-René Fourtou, à Neuilly, *« où il est facile de se garer »*, selon M. Carreyrou, parfois chez M. Carignon. Le groupe s'est quitté fin juillet, va se retrouver fin août. *« L'idée est de mobiliser des experts et ceux qui sont sarkozystes, parfois sans le savoir ou qui se trouvent un peu seuls »*, raconte un participant.

Il y a eu aussi des propositions. *« Nous avons essayé de dégager les points forts du quinquennat qui méritaient d'être approfondis »*, assure M. Carreyrou.

L'existence du groupe devait rester discrète pour ne pas mettre M. Fourtou dans l'embarras. Mais les proches du président ont voulu signifier à l'UMP et à Bruno Le Maire, rédacteur du programme du parti, qu'ils n'étaient pas les seuls inspirateurs de Nicolas Sarkozy. Et ils ont glissé le nom de M. Fourtou. ■

Arnaud Leparmentier

Un élu du Var traverse la France à vélo pour défendre la maternité de sa commune

C'est une méthode un peu singulière qu'a choisie Marc Vuillemot pour livrer bataille. Afin de protester contre la fermeture programmée de la maternité de La Seyne-sur-Mer (Var), le maire (PS) de la commune a décidé de se rendre au ministère de la santé, à Paris... à vélo électrique. Parti le 1er août, il doit arriver mercredi 17, après 900 kilomètres de route, pour remettre à un proche de Xavier Bertrand une pétition signée par plus de 20 000 personnes.

En 2010, l'agence régionale de la santé pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur annonce la fermeture de la maternité de La Seyne-sur-Mer, et son rapprochement avec celle du centre hospitalier intercommunal situé à Toulon. Une conséquence de la loi Hôpital, patients, santé et territoires, dite « loi Bachelot », adoptée en juin 2009, qui prévoit, entre autres, la mise en place de communautés hospitalières pour coordonner les interventions et les ressources des établissements.

Pour M. Vuillemot, cette réorganisation pose problème. *« Certes, les deux sites ne se situent qu'à 10 kilomètres l'un de l'autre,* concède-t-il, *mais il faut en moyenne compter 55 minutes pour faire le trajet. A terme, le temps de transport pourrait présenter un danger pour les futures mères. »*

L'élu est soutenu dans sa démarche par la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, qui dénonce dans un communiqué *« des difficultés de plus en plus prégnantes pour trouver une maternité ou un centre d'IVG de proximité »* en France. De *« 584 début 2008 »*, affirme l'association, le nombre de maternités est passé à *« moins de 540 »*.

Pour défendre l'établissement de sa ville, Marc Vuillemot n'en est pas à sa première *« pitrerie »*, comme il le dit lui-même. En avril, il avait lancé une *flash mob* sur les réseaux sociaux, une mobilisation éclair qui a rassemblé près de 1300 personnes lors de la journée nationale de défense du service public de santé. Un mois plus tard, il installait son bureau dans le hall de l'hôpital de La Seyne-sur-Mer. *« J'ai transporté le buste de Marianne de la mairie »*, raconte-t-il.

Ses initiatives ont fini par attirer l'attention du PS. *« J'ai reçu un SMS d'encouragement de la part de Martine Aubry,* dit l'élu. *Harlem Désir m'a aussi assuré de son soutien en animant une conférence de presse avec moi avant mon départ pour Paris. Quant à Ségolène Royal, elle devrait passer par l'hôpital de La Seyne, lors de sa prochaine visite dans le Var pour la primaire socialiste. »* ■

Justine Gay

Immigration

La liste des métiers ouverts aux étrangers est réduite de moitié

Le gouvernement a fixé une nouvelle liste des métiers « en tension » ouverts aux étrangers non communautaires, en la réduisant de moitié ; elle a été publiée, vendredi 12 août, au *Journal officiel*. Quatorze professions, au lieu de trente, permettent désormais d'obtenir des visas. Les métiers du bâtiment et de l'informatique en sont exclus, mais le dessin industriel, les ingénieurs des systèmes d'information sont maintenus, comme les cadres de l'audit et du contrôle comptable. Vingt mille visas de travail sont délivrés chaque année. Le Parti socialiste a estimé qu'il s'agissait d'une *« opération politicienne »* ; la CFDT y a vu *« une façon déguisée de faire du discours contre l'immigration »*. Le Medef s'est montré réservé sur l'utilité de la liste. – *(AFP.)* ■

Corse

Assassinat sur son yacht d'un important homme d'affaires varois

Un important entrepreneur du Var a été tué d'une balle dans le dos, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 août, sur son yacht mouillé dans le golfe de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Fabrice Vial, 43 ans, président du groupe Vial de menuiserie, présent dans cinq pays, buvait une coupe de champagne vers 1 heure du matin avec une amie, à l'arrière du *Team Vip*, un navire de luxe de 37 mètres et de près de 8 millions d'euros, construit par le chantier naval d'Arcachon, qu'il avait racheté en 2009. Il a été tué par une carabine 22 long rifle, probablement par un tireur qui s'est approché avec une embarcation. Outre les quatre membres d'équipage, il était accompagné de quatre amis, dont Me Thierry Fradet, l'ancien avocat de Pascal Perletto, une figure du milieu tuée début juin à Toulon de six balles dans la tête. – *(AFP.)* ■

Faits divers **Une nourrice mise en examen pour « maltraitance » à Soissons**

Une nourrice de 52 ans, soupçonnée de maltraitance sur cinq enfants de 3 à 11 ans, a été mise en examen à Soissons. L'assistante maternelle, agréée depuis trente et un ans, faisait manger les enfants en moins d'un quart d'heure, à coups de *« vexations et de claques »*. – *(AFP.)*

Cinq hôtels clandestins pour Asiatiques à Paris

Cinq hôtels clandestins qui accueillaient des touristes coréens sur des lits superposés ont été découverts à Paris par la police. La nuitée coûtait 21 euros, le couple qui gérait les hôtels avec sa fille gagnait près de 30 000 euros par mois. – *(AFP.)*

Religion **Arrivée du dalaï-lama à Toulouse**

Le dalaï-lama est arrivé, vendredi 12 août, à Toulouse, pour y dispenser trois jours d'enseignements. Agé de 76 ans, le prix Nobel de la paix est venu parler de *« la manière de cultiver les valeurs humaines et les possibilités d'harmonie entre les religions »*. – *(AFP.)*

En hausse

LE TOURISME – Les professionnels du secteur ont enregistré des résultats meilleurs que prévu en juillet malgré la météo, a affirmé sur RTL le secrétaire d'Etat Frédéric Lefebvre : *« Dans la plupart des régions de France, entre 60 % et 80% des professionnels disent que c'est mieux qu'en 2010. »*

En baisse

LES VENTES DE LOGEMENTS – Dans l'ancien, elles ont baissé de 0,5 % en France au deuxième trimestre par rapport à la même période de 2010, selon le Syndicat national des professions immobilières. Le chiffre d'affaires de ses agences a crû de 7 % du fait de la hausse du prix des biens.

+2,7 % C'est la hausse des prix dans les grandes surfaces en France sur un an en juillet, a annoncé l'Insee, vendredi 12 août (+ 0,6 % pour les produits de grande consommation). En juillet 2010, la variation annuelle des prix était négative.

2008, 2011 : ressemblances et dissemblances des crises

Si les tensions interbancaires sont bien moindres, les Etats ont aussi nettement moins de capacités pour intervenir

Des marchés boursiers au bord du krach, irrationnels, guidés par la peur et les rumeurs les plus insensées… Ces dernières semaines, à Paris, Londres et New York, les opérateurs ont eu un étrange sentiment de « déjà-vu ». L'Europe et les Etats-Unis sont-ils en train de vivre une redite de la crise de 2008 ?

La tempête financière qui avait suivi la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers reste dans les esprits. Mais si les similitudes sont troublantes, la situation et les réponses sont, de l'avis des experts, bien différentes.

Une perte de confiance Comme en 2008, les turbulences financières de cet été sont nées d'une certitude ébranlée. Il y a trois ans, personne n'imaginait qu'une banque puisse faire faillite. Mais à partir de l'été 2007, la dangerosité des crédits hypothécaires américains – les subprimes – nichés dans les bilans des établissements bancaires du monde entier, avait commencé à faire redouter le pire.

Aujourd'hui, les investisseurs se mettent à douter des Etats. Pas moins. Le surendettement des pays de la zone euro fait en effet craindre un défaut souverain. Cette peur auto-entretenue provoque de grands désordres sur le marché des emprunts publics. Les taux de ces dettes s'envolent et deviennent vite ingérables.

En Bourse, cet environnement anxiogène contribue, comme en 2008, à rendre inaudibles les bonnes nouvelles comme les démentis de fausses rumeurs. Depuis le 1er juillet, l'indice CAC 40 a cédé 19,8 %, malgré un gain de 4,02 % vendredi 12 août à la suite de la suspension temporaire de la vente à découvert (*short selling*) sur les valeurs financières en France, en Italie, en Espagne et en Belgique.

La grande peur des marchés se cristallise aussi sur la capacité des Etats-Unis à continuer à jouer leur rôle de leader mondial. Pourront-ils faire redémarrer leur économie comme les investisseurs l'espéraient ? La perte de leur note de crédit AAA par l'agence Standard & Poor's, le 5 août, a créé un choc et amplifié les craintes, sans toutefois donner lieu à un séisme comparable à la chute de Lehman Brothers.

Un secteur bancaire dans la tourmente Actions qui plongent en Bourse, craintes de faillite… Les banques inquiètent à nouveau. Comme en 2008, les interrogations sur leur capacité à faire face à des chocs importants et à prendre en compte le risque réel se posent. La défiance s'installe et les établissements n'osent plus se prêter entre eux…

Aux yeux de la plupart des observateurs, ce schéma n'est pas sans rappeler la période « post-Lehman ». A une nuance près : les subprimes d'alors ont désormais été « remplacés » par des crédits souverains européens qui ne revêtent pas la même toxicité.

En outre, les niveaux de tension observés sur le marché interbancaire – celui où les banques se prêtent entre elles – sont bien moindres. D'autant que la Banque centrale européenne (BCE) a lancé un programme de prêts illimités à l'attention des établissements bancaires qui rend quasiment impossible un blocage total.

Mais, tout comme en 2008, les marchés remettent en question la capitalisation des banques. Détiennent-elles assez de fonds propres pour faire face à d'importantes pertes ? Même si un vaste mouvement de recapitalisation a été lancé à travers l'Europe, *« les marchés n'ont pas l'air de le juger suffisant »,* note Gilles Moëc, économiste chez Deutsche Bank. Notamment en France, et surtout dans le nouvel environnement réglementaire, plus exigeant en capital.

La question du surendettement Aujourd'hui comme hier, la dette est le problème numéro un. Mais en 2008, le surendettement minait la sphère privée. Les ménages, les entreprises, les fonds d'investissement et les banques d'affaires avaient usé et abusé du crédit pas cher. Les créances de faible qualité s'étaient ainsi développées et répandues dans tout le système financier international via le mécanisme de titrisation. Cette méthode permettait de transformer un crédit en un produit financier à l'exemple des subprimes. A l'origine, ces crédits immobiliers subprimes représentaient l'équivalent de 1 200 milliards de dollars (850 milliards d'euros), mais en fait bien plus par le biais de la titrisation.

Pour débarrasser le secteur privé de ses mauvaises dettes, on a alors surendetté… le secteur public. *« C'était la seule chose à faire mais on a déplacé le problème »*, commente Jean-Paul Pollin, professeur à l'université d'Orléans.

A fin 2010, l'endettement public des pays développés représentait 92 % de leur produit intérieur brut (PIB), contre 78 % avant la crise, explique-t-il. Aujourd'hui il faut désendetter les Etats mais sans la croissance, l'équation est difficile à résoudre.

Des autorités réactives mais… Le 8 octobre 2008, après le choc de la faillite de Lehman Brothers, sept banques centrales dont la Réserve fédérale américaine (Fed) et la BCE s'étaient unies face à la crise, en réduisant de concert le coût de l'argent pour relancer la machine économique. Dans la foulée un G7 avait été organisé en urgence. Il fut suivi d'une kyrielle de G20 et de plans massifs de sauvetage du secteur financier en Europe et aux Etats-Unis. Et pour redresser l'économie des plans de relance comparables au New Deal de Franklin Roosevelt de 1933 furent également déployés.

En 2011, les discours des autorités monétaires et politiques sont restés sur la même ligne : la mobilisation extrême. Mais les actions, pourtant innovantes, semblent plus laborieuses. En Europe le Fonds de stabilité financière (FESF) lancé en 2010 représentait un espoir. Mais les dissensions entre les capitales freinent l'extension de ses outils et toute solution pérenne, capable de rassurer les marchés sur la solidité de la zone euro. Quant aux Etats-Unis, le blocage politique complique aussi la tâche : entre keynésianisme et rigueur, démocrates et républicains s'opposent sur les remèdes à adopter.

Enfin, et surtout, de part et d'autre de l'Atlantique, les autorités monétaires et politiques ont épuisé leurs cartouches. Les taux d'intérêts directeurs sont au plus bas et les caisses des Etats sont vides. *« La grande différence avec 2008, c'est qu'il n'y a plus de marge de manœuvre »*, conclut Philippe Waechter, économiste chez Natixis AM. ■

Cécile de Corbière et Claire Gatinois

L'Italie rajoute de la rigueur à la rigueur et va plus taxer les hauts revenus

Après un premier plan en juillet, le gouvernement s'est accordé sur 45,5 milliards d'euros d'économies supplémentaires

Rome
Correspondance

Réaliser 45,5 milliards d'euros d'économies en deux ans, soit 20 milliards en 2012 puis 25,5 milliards en 2013 afin de parvenir, dès cette date, à l'équilibre budgétaire. C'est là l'objectif du nouveau plan d'austérité de l'Italie adopté vendredi 12 août lors d'un conseil des ministres extraordinaire. Il s'est tenu dans la soirée au terme d'une longue journée de laborieux conciliabules à tous les niveaux afin de peaufiner jusqu'au bout les mesures à prendre.

Il y a moins d'un mois, le gouvernement de Silvio Berlusconi avait pourtant déjà mis au point une cure de rigueur de 48 milliards d'euros d'économies, mais échelonnée jusqu'en 2014.

Mais pour le Cavaliere, venu expliquer les mesures à la presse, la décision d'anticiper d'un an l'équilibre budgétaire en apportant une autre importante correction aux comptes du pays, était devenue indispensable face à une crise internationale sans précédent : *« Regardez ce qui arrive aux Etats-Unis »,* s'est-il justifié. Le chef du gouvernement italien a par ailleurs souligné que *« le plan va dans la direction des indications de la Banque centrale européenne* [BCE] *»* et que la décision de celle-ci de racheter des titres italiens *« a permis de freiner les attaques spéculatives contre l'Italie ».*

Flanqué de son ministre de l'économie, Giulio Tremonti, M. Berlusconi n'a pas manqué de commenter la décision qui, à ses yeux, aura été la plus difficile à prendre : l'introduction de ce qui est appelé, avec un certain euphémisme, une *« contribution de solidarité »,* à savoir une taxe supplémentaire sur les revenus les plus élevés.

« Jamais nous n'aurions voulu mettre la main dans les poches des Italiens », a lâché M. Berlusconi en citant la phrase qui lui est chère depuis qu'il est entré en politique. Soucieux de ménager son électorat de centre-droit, il s'est toujours battu contre toute hausse de la pression fiscale. Apparemment, cette fois, il a été convaincu qu'il fallait trouver un équilibre entre les sacrifices demandés aux uns et aux autres. Les revenus au-dessus de 90 000 euros devront désormais s'acquitter de 5 % de taxes supplémentaires et ceux au-delà de 150 000 euros de 10 %.

M. Berlusconi a eu moins de difficulté à prendre la décision de sabrer dans les coûts de l'administration, comme, a-t-il déclaré, *« ne cesse de* [le leur] *demander l'opinion publique ».* Ce sont donc 54 000 postes à tous les niveaux dans les collectivités locales qui vont disparaître à la suite de l'« élimination » des provinces en dessous d'une certaine limite de population – on parle de 300 000 habitants – et avec le regroupement des communes les plus petites.

> Pour accroître la productivité, toute festivité laïque tombant en semaine sera ramenée… au dimanche suivant

Les collectivités locales sont d'ailleurs visées également par une forte réduction des dotations budgétaires, ce qui conduira forcément à une baisse des services sociaux. L'annonce a provoqué immédiatement une levée de boucliers de la part de régions, provinces et communes, y compris celles gouvernées par… le centre-droit.

Les ministères aussi devront se serrer la ceinture même si, comme l'a expliqué M. Tremonti, sont exclus les domaines délicats comme l'instruction, la recherche, la culture et la santé – il n'est pas non plus question de nouveaux tickets modérateurs pour les consultations médicales ou les hospitalisations, évoqués ces jours-ci.

En revanche, comme prévu, les impôts sur les rentes financières – avec l'exclusion des titres d'Etat – vont passer de 12,5 % à 20 %. Chapitre évasion fiscale, il faudra obligatoirement laisser des traces de paiement pour toute transaction financière à partir de 2 500 euros. Et histoire de pousser commerçants, artisans et professions libérales à fournir des factures ou des reçus fiscaux, des sanctions allant jusqu'à la fermeture du magasin ou à la radiation de l'ordre professionnel puniront ceux qui persistent à œuvrer au noir. Côté retraites, autre sujet de désaccord, l'âge de départ des femmes dans le privé sera porté à 65 ans plus promptement que prévu.

M. Tremonti, qui s'est réservé d'entrer dans le détail des mesures adoptées dans les jours qui viennent, a tenu à rappeler que le plan contient aussi un ensemble de normes qui vont pousser à la modernisation du pays. De la simplification des démarches pour créer une entreprise à la libéralisation des contrats de travail en passant par d'importantes privatisations.

Mais la mesure qui sera sans doute la plus honnie, surtout par les fonctionnaires, est celle qui prévoit, pour accroître la productivité du pays, que toute festivité laïque tombant dans le cours de la semaine soit désormais ramenée… au dimanche suivant. Sournoisement, M. Berlusconi a résumé : *« C'est l'abolition des ponts. »* ■

Salvatore Aloïse

Crise de la dette Près de la moitié des Allemands critiquent Angela Merkel

Une étude dévoilée vendredi 12 août par la télévision allemande ZDF et réalisée auprès de 1 280 personnes révèle que 48 % des Allemands estiment que le gouvernement de la chancelière Angela Merkel ne fait pas du bon travail dans sa manière de gérer la crise de la zone euro. Ils sont encore plus nombreux (61 %) à critiquer l'action des dirigeants européens ; seuls 25 % l'approuvent. – *(AP.)*

Finance Société générale : l'AMF a ouvert une enquête

Le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Jean-Pierre Jouyet, a annoncé, vendredi 12 août sur RTL, que le gendarme boursier français a ouvert une enquête sur les rumeurs dont a été victime la banque française Société générale, qui a vu son titre s'effondrer mercredi. La banque avait elle-même demandé mercredi à l'AMF d'enquêter sur *« l'origine de ces rumeurs »* qui portent *« gravement atteinte à l'intérêt de ses actionnaires »*. Mercredi, le titre avait clôturé sur une chute de 14,74 %, après s'être écroulé de 22,5 % en séance. – *(AFP.)*

L'histoire de l'endettement chronique de l'Etat suscité par la guerre ou l'expansion recèle-t-elle des enseignements utiles pour la crise actuelle ?

Le long passé de la dette publique

Gérard Béaur

Directeur de recherches au CNRS et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Ancien président de l'Association française des historiens économistes de 2001 à 2004, il a notamment coédité « La Dette publique dans l'histoire » (Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2006), ainsi que « Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours » (Droz, 2006). (PHOTO DR)

Le problème de la dette publique surgit aujourd'hui avec une extrême urgence sur la scène économique, politique et médiatique. Par un jeu de dominos pervers, plusieurs pays de la Communauté européenne sont au bord de la banqueroute (Irlande, Grèce) ou mis en danger par l'explosion de leur dette publique (Portugal, Espagne, Italie), tandis que les Etats-Unis sont minés par leur déficit abyssal.

L'acuité de la crise financière et le désarroi des politiques incapables de la juguler expliquent la panique qui a saisi les marchés et l'angoisse qui a envahi les citoyens. Non que la question de la dette américaine ou du déficit des Etats européens ait été ignorée au moment du traité de Maastricht, en 1992, mais la tournure prise par les événements depuis 2008 lui confère le statut peu enviable de péril inouï.

C'est la monnaie unique et la construction européenne qui se trouvent menacées ; au-delà, c'est tout le système économique qui se lézarde sous nos yeux. Pourtant, la dette publique a un très long passé, riche de défauts de paiement, de réformes ratées, mais aussi de rétablissements spectaculaires. Il n'est pas indifférent de rappeler que peu d'Etats ont pu se passer de dette publique. Pourtant, si l'Empire romain fut sans cesse à la recherche d'argent, il n'a jamais mobilisé des créances négociables sur un marché pour se financer et s'il y eut des emprunts, ils furent effectués de manière ponctuelle, sans qu'il y ait la moindre velléité de s'appuyer sur une dette d'Etat permanente.

La dette publique sort tout droit des dépenses extravagantes induites par les grands conflits

Au Moyen Age, ce sont les cités italiennes (Venise, Florence…) qui ont été les instigatrices d'un système de dette publique. Le besoin de payer des mercenaires pour les conflits incessants entre les cités, et la présence de marchands riches, disposant de réseaux bancaires tentaculaires, incitaient à user de cette commodité financière.

Le procédé, assorti d'une certaine confusion entre les deniers publics et les deniers des grandes familles, avait le mérite de fournir aux marchands (florentins et autres…) une excellente occasion de s'enrichir davantage, comme à tous les créanciers. Il avait l'inconvénient d'alimenter des rivalités meurtrières entre factions et des troubles sévères.

Forts de leur fortune personnelle, les banquiers italiens prêtaient à toute l'Europe. Cela n'allait pas sans risque. Lorsque le roi d'Angleterre, Edouard III, fut incapable de payer ses dettes au début de la guerre de Cent Ans, ce sont les grandes banques italiennes qui lui avaient prêté inconsidérément qui en firent les frais. Elles firent faillite, sans que personne ne se sente obligé de voler à leur secours. Il existe donc un excellent moyen de se débarrasser de la dette publique, c'est de ne pas payer ses créanciers et cette panacée fut réutilisée à plusieurs reprises ultérieurement. Inconvénient : par la suite, les prêteurs ne se précipitent pas forcément pour apporter de nouveau leur argent à l'Etat impécunieux.

En France, Saint Louis fut le premier à endetter lourdement l'Etat. Ses successeurs accrurent le problème par une politique de renforcement de l'autorité royale et d'intervention hors du royaume. On connaît la réputation de Philippe le Bel, « le roi faux-monnayeur ». Capter une partie du métal en circulation par des refontes successives, jouer sur la monnaie par des dévaluations et des réévaluations incessantes, c'est la troisième méthode pour contourner le problème.

Jusqu'à Louis XIV et la Régence incluse, tous les monarques français useront de cette solution. Mais cela ne suffisait pas. Philippe le Bel est connu aussi pour avoir persécuté les juifs et les Templiers. Il s'agissait bien pour lui non seulement de ne pas payer sa dette mais de mettre la main sur les biens de ses créanciers. Les pressurer ou leur extorquer des fonds constitue des parades efficaces.

Au cours des siècles qui suivirent, si les besoins croissants de la monarchie étaient à peu près couverts en temps de paix par le prélèvement fiscal issu des désastres de la guerre de Cent Ans, la dette se creusait à chaque conflit majeur. Une grande partie de ce crédit était drainée par les emprunts sur l'Hôtel de Ville à partir de François Ier, et par la mise en vente des offices.

Les premiers passaient par le canal de la Ville de Paris qui offrait plus de garanties pour les prêteurs que le pouvoir royal. La seconde consistait à pourvoir les charges (les fonctions administratives) à titre onéreux, en sachant qu'elles étaient cessibles sur un marché et transmissibles. On avait carrément basculé d'une dette d'Etat qui ne disait pas son nom à une véritable dette publique concurrente de celle que pouvaient servir jusque-là les financiers.

Pendant les premières années du règne de Louis XIV, la dette resta contenue par une politique d'économie sur la gestion des finances et une politique douanière agressive inspirées par Colbert. La réduction de la dépense publique et le protectionnisme représentent donc deux autres issues possibles. Malheureusement, à la mort de Louis XIV, à la suite de longues et difficiles guerres, la dette atteignait de nouveau des niveaux inquiétants. On peut l'estimer à quelque 3 milliards de livres, disons une bonne dizaine d'années de revenus de l'Etat, peut-être 80 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que le service écrasant de la dette expliquait largement un déficit évalué à 80 millions par an.

Pour faire face à cette situation, le pouvoir actionna plusieurs leviers. Après avoir fait examiner les comptes, le roi imposa des amendes aux financiers ou agents du fisc, accusés d'avoir extorqué des fonds pendant les années de détresse financière du règne de Louis XIV. Il entreprit, ensuite, de réorganiser l'administration fiscale pour faire des économies dans l'appareil de gestion des deniers publics. Mais tout cela ne constituait que des expédients.

Le gouvernement du régent crut avoir trouvé la solution avec le système de Law. L'émission de papier-monnaie par une banque d'Etat, couplée avec la création d'une compagnie par actions, permit de rembourser les créanciers et de payer les fournisseurs. Au total, environ 2,5 milliards de livres de papier-monnaie furent émis. La faillite du système, en 1720, remit tout en cause. Après la banqueroute, on dut procéder à un apurement des comptes et indemniser au mieux les déposants, tandis qu'une chasse aux spéculateurs rapportait près de 200 millions de livres.

A l'issue de ce désastre, le Trésor ne fut pas totalement perdant puisque la dette fut réduite de moitié. L'émission de monnaie papier est donc un autre moyen de résoudre des problèmes financiers, quand bien même les effets pervers de cette médication ne sauraient être ignorés : hausse des prix et des taux d'intérêt…

Durant le XVIIIe siècle, le problème de la dette héritée et accrue par les besoins croissants de l'Etat et par les guerres hanta les gouvernements. Les contrôleurs des finances parlèrent sans cesse de réforme fiscale sans l'entreprendre, tant la suppression du privilège dont disposaient les plus riches (noblesse en tête) suscitait d'opposition, et tant l'alourdissement de la charge sur certaines provinces mieux traitées que les autres était politiquement explosif. Il fallut emprunter et l'on eut recours à d'autres canaux, notamment la création de plus en plus intense de rentes viagères qui s'avérèrent désastreuses pour le Trésor.

En 1788, la dette se montait à environ 4 milliards de livres, alors que les recettes de l'Etat n'excédaient guère 500 millions et que les dépenses atteignaient 630 millions. Pour autant qu'on puisse le calculer, elle dépassait certainement 80 % du PIB. Il faut dire que l'intervention française dans la guerre d'indépendance américaine, à elle seule, coûta 1 milliard. A ce moment, le service de la dette absorbait environ la moitié du budget et l'endettement s'accroissait de manière inexorable. Il fallut se résigner à convoquer les états généraux pour demander des subsides. La suite est connue, sur le plan politique.

Sur le plan financier, l'assemblée proclama l'égalité de tous devant l'impôt et entreprit d'unifier à l'échelle du royaume le prélèvement fiscal. Pour éteindre la dette, elle confisqua les biens du clergé, que l'on peut estimer à 3 milliards de livres, avec l'engagement de prendre à son compte les charges qui incombaient jusque-là à l'Eglise : le culte, l'assistance et l'enseignement. Pour effectuer cette vente des biens dits nationaux dans de bonnes conditions, elle émit des billets destinés à les payer, les assignats. L'impossible réforme fiscale avait été réalisée et la dette était destinée à s'éteindre. Malheureusement ce beau scénario s'effondra rapidement.

La fuite du roi, puis la guerre, les troubles et enfin la désorganisation de l'administration fiscale eurent raison du redressement financier. L'assignat se déprécia rapidement, les dépenses montèrent de manière exponentielle, enfin non seulement le niveau des contributions destinées à remplacer les impositions de l'Ancien Régime fut fixé trop bas mais les Français ne payèrent quasiment plus rien pendant près de dix ans, ou alors en monnaie dévalorisée.

Le gouvernement révolutionnaire, acculé, transforma les assignats en papier-monnaie et en émit de manière massive (près de 50 milliards au total) pour faire face à ses dépenses. Il concourut ainsi à l'avilissement de la monnaie papier, avant de la supprimer en 1797, lorsque sa valeur tomba quasiment à zéro.

En 1797, le Directoire dut se résoudre à une banqueroute dite des deux tiers. En simplifiant, il se débarrassait d'un trait de plume de la plus grande partie de la dette en garantissant le paiement d'une rente réglée « rubis sur l'ongle » pour le tiers restant. En réalité, des mesures d'accompagnement furent prises qui permirent de désembourber les finances de l'Etat : création de nouveaux impôts, réorganisation ferme de l'administration des finances, mise en confiance des banquiers dépositaires de la dette qui offrirent au Consulat et à l'Empire un budget assaini, conforté par l'arrêt provisoire des hostilités.

En jetant un regard rétrospectif sur cette longue histoire, on peut tirer quelques leçons simples. La dette publique sort tout droit des dépenses extravagantes induites par les grands conflits, et cette règle se vérifia aussi bien avec la première qu'avec la seconde guerre mondiale, mais elle se trouve confortée chaque fois qu'une crise économique ampute les ressources de l'Etat. Ce fut le cas à la fin du règne de Louis XIV comme pendant la Révolution, quand la récession économique conjugua ses effets avec la guerre.

Cependant, l'endettement de l'Etat est devenu chronique car ses dépenses se sont accrues et il est politiquement délicat de taxer les citoyens au niveau que requiert le financement. Deux postes sont devenus importants : le soutien à l'activité économique, notamment en cas de récession, au moins depuis 1929 ; les dépenses sociales induites par l'Etat-providence, au moins depuis Bismarck en Allemagne. Un troisième vient d'apparaître inopinément : le secours des banques mises en péril par l'absence de toute régulation.

Sauf en cas de guerre, et encore, la dette publique ne devenait insupportable qu'à la suite des errances antérieures de la politique financière et budgétaire. Si la monarchie succomba, c'est parce qu'elle ne fut pas capable de supprimer les avantages fiscaux des privilégiés. Le gaspillage des fonds publics, l'absence de système fiscal performant, l'incapacité à traquer la fraude, les politiques laxistes qui consistent à favoriser certaines catégories sociales ou certains lobbies sont les voies d'entrée d'un endettement excessif.

Si la monarchie succomba, c'est parce qu'elle ne fut pas capable de supprimer les avantages fiscaux des privilégiés

A partir d'un certain niveau de dette, celle-ci devenait incontrôlable puisque son service interdisait de la rembourser. Pour surmonter leur déficit, les Etats ont employé plusieurs remèdes mais il faut admettre que ceux-ci ont rarement été simples et jamais indolores. Trois chemins tortueux se sont offerts et s'offrent encore aux politiques : ne pas rembourser la dette ou la phagocyter, faire des économies, trouver des ressources supplémentaires.

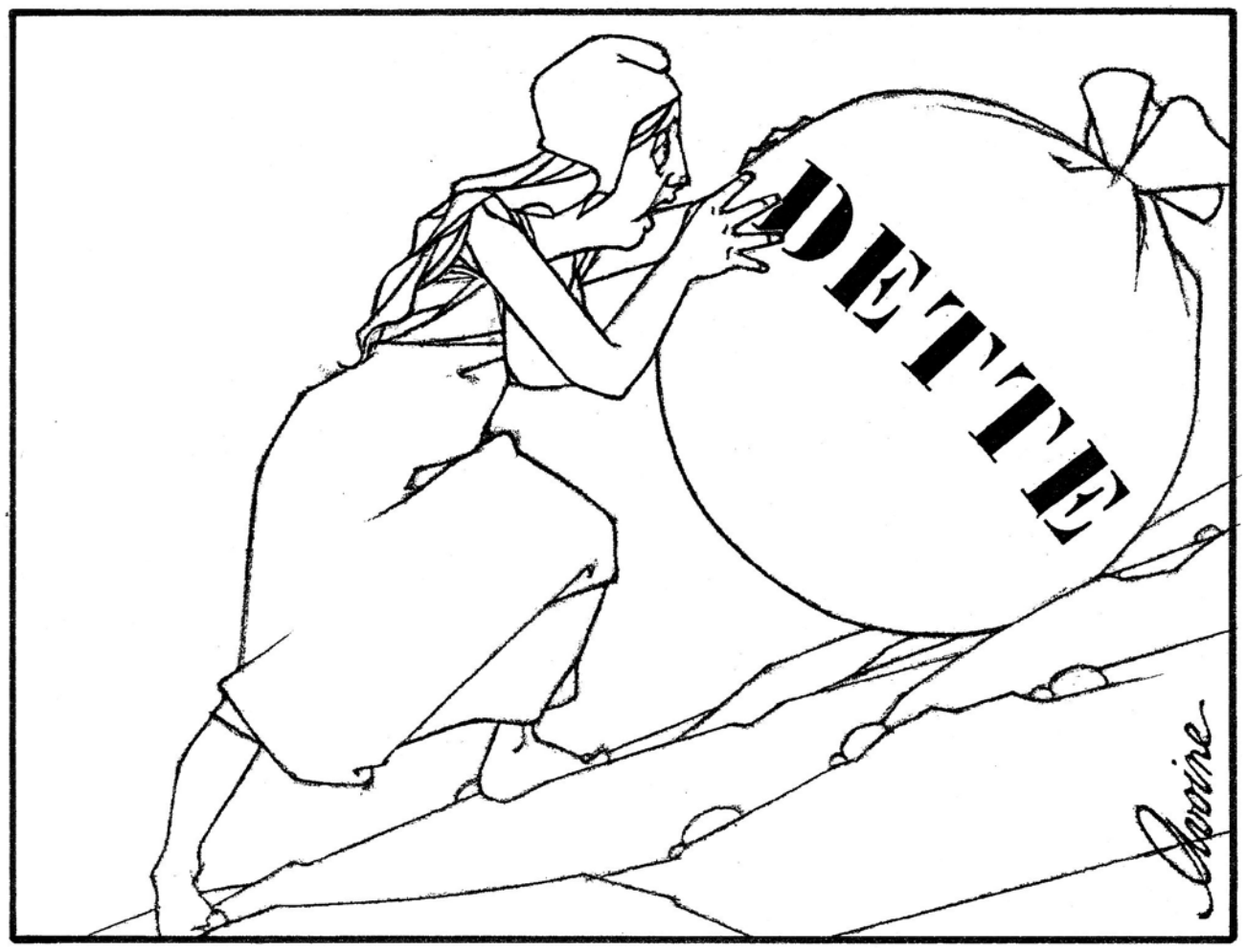
– L'exécution des créanciers ou l'extorsion de fonds étant a priori exclus, la banqueroute ou l'inflation, en suivant l'exemple de Law ou de l'assignat. Elles permettent de spolier violemment ou en douceur les créanciers. L'inflation fut encore très efficace après les deux guerres mondiales mais on en entrevoit les effets indésirables.

– Une politique d'économies et de réductions des dépenses. Mais, de même que le non-financement de la guerre entraînait inéluctablement la défaite, de même les réductions de dépenses publiques débouchent facilement sur des troubles sociaux et une contraction économique, qui, à son tour, peut réduire les recettes fiscales.

– La taxation de pays occupés n'étant plus acceptable, l'aide des autres pays ou d'institutions internationales, sous forme de prêts ou de remises de dettes.

– La dévaluation ou, plus exactement, de nos jours, la dépréciation de la monnaie. Elle entretient l'espoir que la relance des exportations relancera l'économie et apportera des rentrées d'argent mais ses conséquences politiques peuvent être néfastes.

– La vente des offices étant obsolète, le prélèvement fiscal, avec le sempiternel dilemme que connut si bien l'Ancien Régime : alourdir la charge, ce qui est économiquement et politiquement mal avisé ; élargir l'assiette en éliminant l'économie souterraine et en basculant vers une imposition forte des hauts revenus. Au-delà, il y a en ligne de mire une harmonisation des systèmes fiscaux (et sociaux) et une régularisation des flux de capitaux. De ce modèle historique rêvé, on est encore fort loin. ■



Sur Lemonde.fr L'intégralité du texte

6|6 *Les labos du futur*

Institut indien de technologie (Bombay, Inde). Selon le principe de l'« ingénierie frugale », ce centre spécialisé dans les nanotechnologies cherche à réinventer produits et machines à moindre coût afin de résoudre les problèmes récurrents de la société indienne. Sa devise : « D'une manière douce, vous pouvez secouer le monde »

Du génie pour tous

Julien Bouissou
Bombay (Inde) envoyé spécial

Lors de sa visite en décembre dernier sur le campus de l'Institut indien de technologie (IIT) Bombay, l'une des plus prestigieuses écoles d'ingénieurs indiennes, le président russe Dmitri Medvedev s'est longuement arrêté devant un petit aspirateur de la taille d'une main. Ramgopal Rao, qui était à ses côtés ce jour-là, se souvient, non sans fierté, de l'émerveillement du chef d'Etat devant son invention.

Le E-Nose pourrait bientôt remplacer le chien renifleur et devenir une arme redoutable dans la lutte contre le terrorisme. *« Grâce à son museau électronique, la machine peut détecter des microparticules d'explosifs dans un rayon de 1 mètre »*, s'enthousiasme Ramgopal Rao, directeur du centre d'excellence en nanoélectronique, un laboratoire installé sur le campus de l'IIT de Bombay.

Dans un bâtiment à la façade délavée par la mousson, les chercheurs laissent parapluies et chaussures à l'entrée, avant d'enfiler des équipements de cosmonaute pour entrer dans les pièces calfeutrées du laboratoire. Créé en 2006, avec un investissement de départ de 11 millions de dollars, le laboratoire est le fer de lance d'un secteur considéré comme stratégique en Inde. Les nanotechnologies permettent de nombreuses applications dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la médecine ou l'aérospatiale, sans nécessiter beaucoup de moyens ou d'infrastructures.

Le centre est très convoité par les chercheurs, y compris ceux qui vivent aux Etats-Unis et souhaitent retourner dans leur pays d'origine : 650 chercheurs ont postulé à 5 postes de recherche ouverts récemment.

Dans son bureau déjà encombré de dizaines de trophées, Ramgopal Rao dit ne plus chercher les honneurs : *« Je rêve seulement d'acheter un jour dans un magasin, à un prix raisonnable, une des machines conçues dans notre laboratoire. »* Les recherches obéissent aux lois de la chimie, de la physique, de l'électronique… et surtout de l'*« ingénierie frugale »*, cette spécialité indienne qui consiste à réinventer des produits ou des machines à moindre coût afin de les rendre accessibles au plus grand nombre. Ainsi fut créée la Tata Nano, la voiture la moins chère du monde. Et voici comment, en Inde, le prix trouve sa place dans les équations scientifiques. *« Seule une machine accessible à tous peut vraiment changer la société »*, insiste Ramgopal Rao.

Le testeur des sols pourrait, par exemple, révolutionner l'agriculture indienne. Il est capable d'analyser la composition de la terre pour ensuite déterminer son besoin en engrais. Dans un pays où les agriculteurs, en majorité illettrés, s'endettent pour acheter de l'engrais sans vraiment savoir comment l'utiliser, cette trouvaille pourrait leur éviter les mauvaises récoltes et la catastrophe du surendettement. Enfin, l'Inde est le pays où le nombre de crises cardiaques par habitant est l'un des plus élevés au monde. Les chercheurs du centre ont mis au point un petit appareil qui détecte les risques de dysfonctionnement du cœur en analysant la composition sanguine du patient. *« Le test peut être fait pour seulement 3 ou 4 euros, rapidement, et ne nécessite pas de compétences particulières. Il sera idéal pour les centres de médecine ruraux »*, espère Ramgopal Rao. Les experts du centre cherchent d'abord des problèmes. Ceux qui se posent à leur pays et que leurs nanotechnologies pourraient enfin résoudre.

Pour cela, le laboratoire s'est ouvert sur la société grâce au « programme indien des utilisateurs de nanoélectronique ». Des chercheurs ou des étudiants de petites villes qui n'ont pas accès aux infrastructures de recherche viennent ici pour quelques mois, expérimenter une idée ou se former aux nanotechnologies. Le principe de l'ingénierie frugale a également attiré l'Institut spatial indien, ou des entreprises comme Applied Materials, l'un des leaders mondiaux de la fabrication de semi-conducteurs, qui finance des programmes de recherche et qui a même créé son propre laboratoire, dans un immeuble nouvellement construit. Ce laboratoire ne manque pas d'argent. Bien au contraire : *« L'argent coule à flots, mais on ne peut pas tout dépenser »*, admet Ramgopal Rao.

C'est le paradoxe de la recherche indienne : trop peu d'institutions existent pour utiliser les fonds consacrés à la recherche. Une trentaine de centres se partagent environ 8 milliards de dollars chaque année. *« Les universités régionales ne s'intéressent pas à la recherche. Elles dépendent des gouvernements locaux et, pour des raisons politiques, ne se concentrent que sur la formation pour donner au maximum d'étudiants la chance d'obtenir un emploi. »* Les écoles d'ingénieurs privées, qui se multiplient dans le pays pour former les étudiants de plus en plus nombreux, ne s'y intéressent guère davantage. Restent les instituts indiens de technologie, prestigieux mais rares. Sur les 500 000 étudiants qui passent chaque année le concours d'entrée, seuls 8 000 sont admis dans l'un de ces quinze établissements de prestige.

> « Il reste difficile de convaincre les investisseurs de mettre de l'argent dans nos start-up puisque tellement de secteurs, en Inde, offrent des rendements élevés sans aucun risque »
>
> **Sushanto Mitra**
> directeur de l'IIT Bombay

« D'une manière douce, vous pouvez secouer le monde », clame la devise de l'IIT Bombay. Encore faut-il que l'Inde forme davantage de chercheurs pour *« secouer le monde »*. Le pays en compte actuellement 150 000, contre 220 000 en France. La recherche est majoritairement financée par l'Etat et les salaires des chercheurs y sont bien inférieurs que dans le secteur privé. En avril, un comité dirigé par Anil Kakodkar a remis ses conclusions au gouvernement afin d'augmenter le nombre de chercheurs en Inde. De nouveaux instituts indiens de technologie devraient voir le jour et leurs promotions seront élargies.

Le gouvernement s'est fixé pour objectif de hisser la part des dépenses de recherche et développement à 2 % du PIB, contre 0,8 % aujourd'hui. Et pour encourager l'innovation, des centres d'incubation de start-up voient le jour sur les campus des IIT. *« Il reste tout de même difficile de convaincre les investisseurs de mettre de l'argent dans nos start-up puisque tellement de secteurs, en Inde, offrent des rendements élevés sans aucun risque »*, tempère Sushanto Mitra, son directeur. L'Inde va-t-elle devenir le géant de la recherche dont rêvait Nehru, lui qui avait déclaré que les institutions scientifiques étaient *« les temples modernes »* de l'Inde ? Des progrès rapides ont déjà été enregistrés au cours des dernières années.

Entre 2000 et 2008, le nombre de publications scientifiques a fait un bond de 70 %. Les chercheurs indiens produisent déjà le plus grand nombre de publications au monde dans le domaine de la chimie. ■

Illustration : Stéphane Kiehl

FIN

La finance et ses hauts salaires font plus rêver que la recherche

CHAQUE ANNÉE, plus de 500 000 étudiants indiens travaillent jour et nuit pour préparer deux épreuves de QCM. Gloire à ceux qui réussissent le concours d'entrée aux instituts indiens de technologie : leurs portraits sont publiés dans le journal, les banques se pressent pour leur offrir des crédits et leur cote monte en flèche sur le marché du mariage arrangé !

Le taux d'admission dans ces 15 écoles d'ingénieurs les plus prestigieuses du pays n'est que de 0,1 %, contre 10 % il y a une vingtaine d'années. Un immense gâchis dans un pays qui veut émerger sur la scène internationale grâce à son industrie du savoir. *« Ce succès peut être un piège. Beaucoup contractent des emprunts, souvent pour aider leur famille et n'ont pas d'autre choix que de s'orienter vers des métiers lucratifs »*, explique Sanjay, un étudiant en première année de l'IIT Bombay. La voie royale est celle de la finance, si possible aux Etats-Unis, là où les salaires sont les plus élevés. Seules les entreprises qui proposent les meilleurs salaires sont d'ailleurs autorisées à recruter sur le campus. La réussite doit être rapide et lucrative, au risque d'inhiber les vocations de chercheur.

Seuls 1 % des étudiants admis au concours d'entrée se lancent ensuite dans une thèse. En tout, 1 000 étudiants indiens soutiennent chaque année une thèse en science, contre 9 000 en Chine ou aux Etats-Unis.

« De l'argent et des compétences »

En mai, Jairam Ramesh, alors ministre indien de l'environnement, a critiqué cette politique : *« Les IIT sont excellents grâce à leurs étudiants, certainement pas grâce à leur investissement dans la recherche. »* Créés pour former l'élite du pays, les IIT doivent se convertir en centres de recherche. Les fonds qu'ils y consacrent ont augmenté de 70 % en 2010. Certains jeunes ingénieurs, comme Gaurav Jayaswal, doctorant en chimie, choisissent désormais de quitter le rythme infernal de l'entreprise pour se tourner vers la recherche : *« Je préfère aider à la transformation de mon pays. Et la recherche offre des perspectives intéressantes en Inde. Il y a de l'argent et des compétences. »*

La France espère attirer ces jeunes ingénieurs. *« Nous voulons multiplier les thèses en cotutelle et les conférences pour sensibiliser les Indiens à la science française »*, explique Nicolas Poussielgue, attaché scientifique au consulat à Bombay. Les résultats sont encore timides. La France, troisième pays d'accueil des étudiants étrangers au monde, ne reçoit que 80 étudiants indiens issus des IIT par an. ■ **J. Bo.**

DERK. Chaussé de ses sabots de jardinier, ce guitariste nous a fait un bœuf pendant la prise de vue.

MAUREEN (14 ANS).

Pays-Bas

Famille d'ados !

Photos : Uwe Ommer
Textes : Régine Feldgen

Nos voisins européens nous accueillent chez eux et nous font découvrir leur pays, leur famille et leur vision du futur

La famille vit à Rijswijk, près de La Haye. Maureen adore chanter. Derk n'a commencé la musique qu'à 28 ans. Il enseigne la guitare et joue dans deux groupes.

Europe

Maureen L'Europe est magnifique mais j'aimerais découvrir l'Australie.

Ecologie

Maureen Je m'intéresse plus aux enfants africains, qui n'ont pas une vie facile. Je suis végétarienne depuis mes 4 ans.
Derk Depuis dix ans, la nature a changé ici, nous avons de nouveau des grenouilles dans le canal et beaucoup d'oiseaux. Si je pouvais, j'habiterais sous un arbre sur une île abandonnée.

Relations familiales

Maureen Je vis chez mon père. Nous sommes très proches. Nous parlons pendant des heures de musique.
Derk Je suis fier de ma fille. Je ne suis pas très strict sur les horaires de sortie.

2020

Maureen Je découvrirai le monde grâce à mon métier de musicienne. Je serai une rock-star. J'aurai six enfants.
Derk Je coacherai ma fille, qui est déjà une très bonne chanteuse.

Sur Lemonde.fr : d'autres photos

6 | 12 11-Septembre « Je me souviens »

« Il y avait une odeur très forte dans l'air »

Par Susan Meiselas

Ce jour-là, le 11 septembre 2001, j'avais rendez-vous en début de matinée à Little Italy avec une amie. Je me souviens avoir entendu quelques minutes plus tôt, dans mon studio, un bruit étrange qui m'avait fait penser à ces hélicoptères de la police qui parfois survolent certaines zones de Los Angeles dans les raids menés contre les trafiquants de drogue. Dans le café où je suis installée, j'apprends qu'un avion s'est écrasé dans une des tours du World Trade Center. A ce moment précis, tout le monde a pensé qu'il s'agissait d'un accident. Au fil des minutes, j'ai commencé à sentir que quelque chose de grave se passait. Instinctivement, je suis retournée chez moi pour aller chercher mon appareil photo et des films. J'ai aussitôt sauté sur mon vélo et pris la direction des tours jumelles, plein sud.

C'était une matinée comme les autres sur Broadway mais, contrairement à l'accoutumée, il y avait un nombre plus important de piétons. Beaucoup de gens remontaient dans la direction opposée à la mienne, l'air pressé. En fait, toutes les lignes du métro venaient d'être fermées, et chacun continuait sa route à pied, pour rejoindre son travail. J'ai alors compris qu'en prenant la direction du sud de Manhattan, j'étais à contre-courant du mouvement général. Un peu plus bas encore, les gens que je croisais n'étaient plus ces piétons d'un jour qui avaient dû se passer de métro, mais des hommes et des femmes en train de courir affolés, fuyant le lieu de la tragédie.

Pour moi, continuer dans le sens opposé était une réaction instinctive, même sans être sûre de rapporter des photos… Je crois que c'est quelque chose d'ancré en moi depuis mes dix années passées à couvrir des conflits en Amérique latine.

> « Instinctivement, je suis retournée chez moi pour aller chercher mon appareil photo et des films. J'ai aussitôt sauté sur mon vélo et pris la direction des tours jumelles »

Au fil de ma descente sur Broadway, je me souviens aussi du nombre impressionnant de personnes qui, depuis la rue, cherchaient à prendre en photo les Twin Towers… J'ai d'ailleurs voulu saisir cet aspect des choses, l'image frappante de tous ces gens avec leur appareil à la main, en prenant le cliché d'un homme en train de photographier lui-même les tours.

J'ai pu m'approcher très près du World Trade Center, pour voir de mes propres yeux des individus se jeter dans le vide depuis les tours en feu. Au tout début de la journée, il y avait très peu de journalistes et de photoreporters car les premiers secours ne souhaitaient pas notre présence. Je suis restée à proximité du site toute la journée, jusqu'à la nuit tombée. Pendant toutes ces heures sur place, il me fallait affronter l'épaisse poussière, pour essayer de voir quelque chose… Il y avait une odeur très forte dans l'air. Je me souviens des gens en fuite, des pompiers épuisés, des papiers de bureau volant dans les airs et éparpillés dans les rues…

J'ai aussi en mémoire cette sculpture croisée en chemin, au milieu d'un petit parc, représentant un homme d'affaires, porte-documents sur les genoux. Le calme qui se dégageait de cette statue, au milieu des décombres, marquait un contraste saisissant avec le chaos environnant ; une silhouette humaine figée, là, devant moi, comme si, un instant, la Terre s'était arrêtée. ■

Susan Meiselas, photographe américaine, a passé l'essentiel de sa vie à New York. Ses clichés de la journée du 11-Septembre ont fait le tour du monde.
Le hors-série du « Monde » « La Décennie Ben Laden » est en vente en kiosques. 7,50 €.

24 | 30 Au menu du patrimoine Jean-Claude Ribaut

La tourte aux blettes, sucre et sel

La blette, appelée aussi poirée ou bette, est un légume fétiche de la cuisine niçoise et de nombreuses recettes corses. Elle sert de garniture au *barbajuan* (littéralement « Oncle Jean » en parler nissart), gros ravioli que la friture métamorphose en petit chausson croustillant. La blette a su aussi conquérir ses lettres de noblesse avec la fameuse tourte, dont on ne sait si elle est sucrée ou salée, obligatoirement escortée de pignons de pin et de raisins de Malaga et de Corinthe. La pâte brisée qui enveloppe le tout semble faire pencher la balance en faveur du sucré, mais c'est compter sans les autres ingrédients qui peuvent entrer dans la composition de la farce : pommes, figues, œufs, beurre, huile d'olive, citron. Toutefois, lorsque la tourte est nappée de sucre glace, aucun doute ne subsiste.

Mais la version salée, à Nice même, a aussi ses adeptes. Très habilement, Edgard Bovier, ambassadeur accrédité de la cuisine niçoise en Suisse, chef de La Table d'Edgard à Lausanne, intitule la tourte dont son ami Le Stanc , de La Merenda, lui a dévoilé les secrets gâteau de blettes à la niçoise. La masse à blettes est composée de vert de blette haché, des côtes en brunoise, oignon, ail, thym, mêlée aux jaunes d'œuf, lait, crème et parmesan afin de former un appareil homogène parfumé d'un peu de noix muscade. La pâte (farine, beurre, œuf, eau et sel) est des plus classiques, dont il garnit un moule, ajoute l'appareil à gâteau et fait cuire 40 minutes à four moyen. Bien, mais ce n'est pas une tourte, observent les puristes. Il suffirait de recouvrir la tourtière d'une seconde abaisse et de souder les bords en ménageant au centre une petite cheminée. C'est ainsi que procède Dominique Le Stanc dans son bouchon nissart, en ajoutant des pommes râpées. *« Voici pour cent francs du thym de la garrigue »*, chantait le Toulonnais Gilbert Bécaud.

C'est la saison où la Provence, sur les marchés, se mange crue, à la croque au sel. Dès 6 heures du matin, sur le cours Saleya à Nice, déjà baigné de lumière, quelques lève-tôt se faufilent entre les cagettes empilées. C'est l'heure où les anciens s'adressent la parole en nissart, langue occitane sœur du provençal. Comme la langue, la cuisine du pays est différente de celle de Provence ou de l'Italie sa voisine. La cuisine niçoise, c'est un mélange de couleurs assagies par l'huile d'olive, la cuisson lente, le mijoté. Nice semble garder aussi dans sa cuisine la puissante salure de l'Odyssée. Même dans sa mystérieuse tourte aux blettes. ■

La Merenda, 4, rue Raoul-Bosio, Nice (06) (pas de réservation).
La Table d'Edgard, 7-9, Grand-Chêne, Lausanne (Suisse). Tél. : 41 (0) 21 331 31 31.

Sur Lemonde.fr
http://ribaut.blog.lemonde.fr/

PRIX SPÉCIAL : UN CIRCUIT CLUB MED DÉCOUVERTE À GAGNER AU NÉPAL ET AU BHOUTAN

GRAND CONCOURS PATRIMOINE MONDIAL HERITAGE d'indices sur jeu.lemonde.fr

Jouez avec la cathédrale de Reims, l'abbaye de Fontenay, la cathédrale d'Amiens, le Fort Libéria à Villefranche-de-Conflent, le Musée Saint-Remi à Reims et la Grande île de Strasbourg pour gagner le prix spécial.

JOUEZ CETTE SEMAINE AVEC LA GRANDE ÎLE DE STRASBOURG ET GAGNEZ UN SÉJOUR GASTRONOMIQUE À STRASBOURG

Les 6 lettres UNESCO ont été photographiées sur la Grande île de Strasbourg ; trouvez, grâce à l'indice ci-contre, la lettre U, puis envoyez votre réponse avant le lundi 22 août minuit sur le site Internet jeu.lemonde.fr

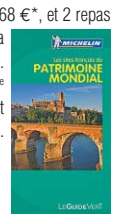
L'ÉNIGME DU U

LE U SE SITUE DEVANT L'ATELIER DE CELUI QUI CHAQUE ANNÉE CÉLÈBRE LA LIBÉRATION EN ESCALADANT LA FLÈCHE

Prochaine énigme demain

INDICE

Prix Patrimoine : deux nuits pour 2 au Best Western Hôtel*** de l'Europe. Valeur : 504 €*, et 2 repas gastronomiques à la Maison Kammerzell. Valeur : 76 €*. *Prix de la lettre :* du 1er au 6e prix : deux nuits pour 2 au Best Western Hôtel*** de l'Europe. Valeur : 268 €*, et 2 repas gastronomiques à la Maison Kammerzell. Valeur : 53,80 €*. Du 7e au 21e prix : un Guide Vert Patrimoine mondial. Valeur : 13,90 €*.

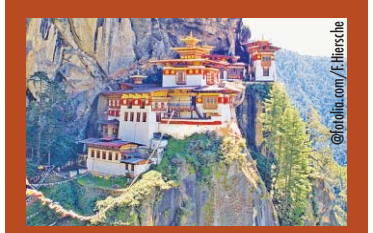


*Prix TTC. Ni échangeables, ni remboursables.

Extrait du règlement : ce jeu-concours, gratuit et sans obligation d'achat, est ouvert à toute personne majeure. Le règlement complet est déposé chez Me Darricau-Pecastaing, huissier de justice à Paris 18e. Il est disponible sur jeu.lemonde.fr et peut également être adressé à toute personne qui en fait la demande à : Chez Bonne Idée 2, camin de la font d'amont 11220 Taurize. La liste des gagnants sera établie par tirage au sort. Selon la loi informatique et libertés n° 78-17 du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant en écrivant à l'huissier.

Chez Bonne Idée

SAVEZ-VOUS QUE CLUB MED PROPOSE AUSSI DES CIRCUITS ?



www.clubmed.fr/circuits
Club Med DÉCOUVERTE

Retrouvez chaque jour dans « LE MONDE », du 18 juillet au 21 août, deux pages de l'album « **Quai d'Orsay** » (tome 2) par Blain et Lanzac, à paraître en novembre 2011 aux éditions DARGAUD

L'été 2011

Assaut chorégraphique à Royaumont

Les lieux culturels Depuis 1995, l'abbaye de l'Oise accueille la danse

Le cloître de l'abbaye de Royaumont. CLAUDIA IMBERT POUR « LE MONDE »

Asnières-sur-Oise
Envoyée spéciale

Hauteur sous voûte de 10 mètres, fines colonnes gothiques, longs vitraux transparents, dallage coloré, le réfectoire des moines de l'abbaye de Royaumont (Oise), fondée au début du XIIIe siècle, produit l'atmosphère d'une chapelle. Un orgue y trône dans un coin. Cet espace, curieusement intime et monumental, accueille des performances de danse contemporaine. Quelques compléments techniques – un tapis de sol, un dispositif lumières, une console pour le son, installée dans la chaire qui surplombe l'espace – suffisent pour métamorphoser en salle de spectacles ce haut lieu d'une excellente acoustique.

Le destin chorégraphique de l'abbaye de Royaumont, qui remonte à 1995, n'est que l'extension d'une programmation musicale inaugurée dès les années 1930. Ces branches d'activités artistiques s'inscrivent parmi les multiples avatars – de la filature de coton à la fin du XVIIIe siècle à l'hôpital pendant la première guerre mondiale – que le bâtiment médiéval a connus au fil des siècles.

Propriété depuis 1905 de l'industriel Jules Edouard Goüin, puis de ses héritiers Henry Goüin et sa femme Isabel, l'abbaye est devenue espace de concert sous l'influence de François Lang (1908-1944), frère d'Isabel, pianiste et collectionneur. Après la mort de celui-ci au camp d'Auschwitz, Royaumont devient centre culturel international, puis première fondation culturelle de France en 1964, sous la houlette des Goüin.

En 1995, c'est à l'invitation du directeur de la Fondation Royaumont, Francis Maréchal, que la chorégraphe américaine Susan Buirge introduit pour la première fois la danse à l'abbaye. Elle y ouvre l'atelier de composition chorégraphique, qui devient, en 2000, le Centre de recherche et de composition chorégraphique (CRCC). *« Il y a eu à l'époque la conjonction d'un désir d'ouverture à d'autres arts que la musique – les musiciens sont souvent repliés sur eux-mêmes – et de la restauration de la salle des charpentes, anciennes latrines des moines et seul espace sans colonnes dans l'abbaye »*, se souvient M. Maréchal.

Qu'il s'agisse de classes de maître de musique ancienne ou contemporaine, d'ateliers de danse, de colloques, de résidences d'artistes, ou de concerts et de spectacles, tous les coins et recoins, cuisines et autres greniers, sont pris d'assaut. Et, chaque année, des centaines de musiciens, danseurs, chercheurs de divers pays passent par Royaumont. *« Il existe ici depuis les premières saisons musicales de la famille Goüin une véritable philosophie de vie et de transmission qui donne tout son sens à l'art et à la culture,* résume Valérie de Wispelaere, bibliothécaire. *Chaque lieu est investi de manière dynamique et créatrice en résonance avec son histoire. »*

Fraîchement restauré, le grand comble, grenier enchâssé dans son écrin de poutres en bois, abrite des clavecins pour une formation annuelle autour de *« l'expressivité des claviers et du violon dans la sonate »*. Et, du 1er au 13 août, c'est le laboratoire Transforme, animé par la chorégraphe Myriam Gourfink, directrice du CRCC depuis 2008, qui l'occupe.

> Tout concourt à rassembler artistes et chercheurs dans un contexte apaisant

C'est la première fois qu'elle délaisse la salle des charpentes, plus lumineuse et solennelle que le grand comble, pour y accueillir sa sélection de douze jeunes chorégraphes et compositeurs pour un cycle de travail autour de l'écriture. *« J'apprécie l'atmosphère calfeutrée, chaleureuse, du grand comble, qui me semble propice au partage entre des gens qui ne se connaissent pas,* précise Myriam Gourfink. *La parole y résonne sans que l'on ait besoin de forcer la voix, ce qui est moins fatigant pour les professeurs comme pour les danseurs. On s'y livre aussi plus facilement. »*

Concentration, échanges, rencontres, tout concourt ici à rassembler les artistes et chercheurs dans un contexte apaisant et fructueux. Lors des résidences de formation, les danseurs séjournent dans les anciennes cellules monastiques aménagées en chambres. Au nombre d'une quarantaine actuellement, elles optimisent cette retraite, pas loin de celle des religieux, que Royaumont revendique comme l'une de ses priorités. *« Ici, on dort et on travaille »*, résume Myriam Gourfink en souriant.

Dans ce quotidien studieux, la bibliothèque musicale François-Lang, riche de 1 300 documents datant d'une période qui court du XVIe au XXe siècle – parmi les bijoux, des partitions de Claude Debussy et des traités de danse du début du XVIIIe siècle –, fait partie des pôles d'attraction. Egalement invitée à Royaumont, la chorégraphe Catherine Contour, qui fait des recherches pour sa prochaine pièce autour de l'hypnose, y compulse des ouvrages rares. Et, depuis 2009, la chorégraphe baroque Christine Bayle mène l'enquête autour du *Ballet de la merlaison*, spectacle racontant une chasse au merle, imaginé par le roi Louis XIII, qui en aurait écrit la musique, la danse et l'a même interprété avec son maître à danser Henault.

De ce divertissement intrigant, crée le 15 mars 1635 à Chantilly, et deux jours plus tard à Royaumont, il ne restait que cinq pages de partition musicale au fil desquelles trente-cinq personnages apparaissaient. A partir de ce canevas, il ne restait plus aux experts – le compositeur Patrick Blanc et Christine Bayle – qu'à recréer les étranges préparatifs dansés de cette partie de chasse. *« Nous sommes passés de quinze minutes de musique à un ballet d'une heure composé d'une vingtaine d'entrées comme autant de petites scènes courtes »*, précise Christine Bayle. *« Le ballet sera présenté en plein air, dans le cloître, qui rend bien compte du tempérament de Louis XIII entre plaisir et maîtrise. »*

Superbe espace aux couloirs de buis bien dessinés autour d'un jet d'eau, le cloître est une bulle typique de Royaumont, vivante chorégraphie de rivières et de végétation tout en harmonie. Pour les curieux de tous les beaux mouvements. ■

Rosita Boisseau

Fondation Royaumont, abbaye de Royaumont, Asnières-sur-Oise. « Le Ballet de la merlaison », le 17 septembre, à 17 h 30, et le 18 septembre, à 18 heures. Tél. : 01-34-68-05-50. De 6 € à 24 €.

Prochain article Uzeste et son festival

Un chapelet de soli à découvrir le 9 septembre

L'opération « Des soli et des lieux », programmée vendredi 9 septembre sous la direction de la chorégraphe Myriam Gourfink, entraînera dans différents endroits de l'abbaye au gré de soli spécialement imaginés pour chacun des lieux. La force troublante de la salle des charpentes, avec ses 12 mètres de hauteur au sommet, a ainsi donné l'idée au danseur chorégraphe Kevin Jean d'un solo dans lequel il se suspend aux poutres par les chevilles. *« Il y a peu de studios de répétition qui ont de telles possibilités d'accrochage,* dit-il. *J'ai été blessé aux pieds et j'ai finalement trouvé le moyen d'échapper à ce handicap en dansant la tête en bas. »* Dans le même décor, Lucie Eidenbenz, en duo avec le compositeur Daniel Zea, proposera *Boiling Point,* numéro dansé sur un concert de bouilloires. La galerie nord, avec ses baies vitrées largement ouvertes sur l'extérieur, accueillera *White Spirit,* interprété par Sylvia Hillard, en dialogue avec un ballon blanc. Quant au grand comble, son architecture en bois sombre valorisera la longue bande de papier kraft déroulée à la verticale par Virginie Garcia pour son solo *Kraft.*

El Atrassi fait rire Sunset Boulevard

Mustapha El Atrassi est âgé de 25 ans et déjà son nom brille en néon blanc sur la façade de la Laugh Factory, célèbre *comedy club* de Sunset Boulevard à Los Angeles (Californie), où il se produit jusqu'au 20 août. Mardi 9 août, tout en roulant vers Las Vegas (Nevada) où il a un *gig* au Rio Hotel le soir même, en première partie de l'artiste Louie Anderson, le comédien, né dans le Cher, avoue : *« Je réalise un rêve. »*

A la Laugh Factory, et dans un autre club de Long Beach, il a déjà bien rodé son show de sept minutes en anglais, auprès d'un public américain qu'il fait rire dès qu'il les accoste d'un *« I am French and Muslim, so you have two reasons to love me ! »* (« Je suis français et musulman, donc vous avez deux raisons de m'aimer »), bousculant ensuite la caricature : *« Je suis un vrai musulman qui prie et j'apprends à piloter des avions. »* Il commente : *« Je vois que ça les touche. »*

En revanche, il ne se fait pas trop bien recevoir quand il annonce : *« I love Obama. » « Ça dépend des soirs ! Une fois sur deux, les gens réagissent ou pas, c'est intéressant. Si personne ne répond, je leur dis qu'ils sont racistes, et sinon je peux directement enchaîner sur l'autre blague »*, dit-il

Celle *« qui fait partie de ces choses violentes que je balance, tout en gardant un grand sourire »*, ne choque pas ces jeunes, habitués à l'humour corrosif et déjanté des comédiens de stand-up : *« Obama est l'extrême opposé de Michael Jackson,* lance-t-il. *C'est un Noir dans une Maison Blanche, alors que Michael Jackson est un Blanc dans une boîte noire. »*

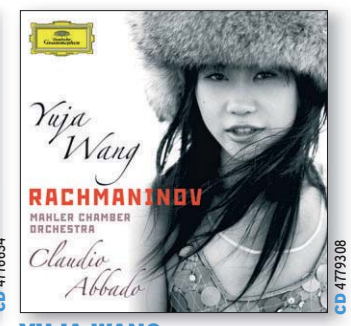
Mustapha El Atrassi doit revenir en France à la rentrée, mais il aimerait bien poursuivre sa tournée américaine, à San Francisco, Chicago, New York. Lui qui s'est nourri des célèbres comédiens américains de stand-up comme Eddie Murphy, George Carlin, Richard Pryor, Lenny Bruce, Jerry Seinfeld, ne travaillera pas son lourd accent français, et se sent même de plus en plus confiant en improvisation dans la langue anglaise. *« Ce soir, à Vegas, je vais beaucoup parler avec le public. Ma mère m'a expliqué très jeune que c'était une arme absolue de pouvoir rire… »* ■

Claudine Mulard
(Los Angeles, correspondante)

RÉVISEZ VOS CLASSIQUES
AVEC LES GRANDS INTERPRÈTES DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION
CETTE SEMAINE VOUS AVEZ DÉCOUVERT

MEASHA BRUEGGERGOSMAN
NIGHT AND DREAMS

DANIEL HOPE
MENDELSSOHN
CONCERTO POUR VIOLON



YUJA WANG
RACHMANINOV
CONCERTO POUR PIANO N° 2

MAGDALENA KOŽENÁ
FRENCH ARIAS

JONAS KAUFMANN
ROMANTIC ARIAS

LES PLUS GRANDS MOMENTS DE LA MUSIQUE ENREGISTRÉE D'AUJOURD'HUI.
50 RÉFÉRENCES INDISPENSABLES À PRIX SPÉCIAL
DISPONIBLES ÉGALEMENT SUR TOUTES LES PLATEFORMES DE TÉLÉCHARGEMENT LÉGAL
UNIVERSAL MUSIC FRANCE · Dailymotion · OPENDISC · arte · radio classique · fnac.com

Le Monde
Dimanche 14 - Lundi 15 août 2011

L'art radiophonique de Yann Paranthoën ressuscité au manoir de Kernault

A Mellac, une exposition sonore rend hommage au documentariste mort en 2005

Exposition

Mellac (Finistère)
Envoyée spéciale

Yann Paranthoën, en 1994. DIDIER OLIVRÉ

Le manoir de Kernault, à Mellac, est l'un des cinq lieux qui entrent dans le parcours des Chemins du patrimoine en Finistère, et plante le décor d'expositions d'art premier (l'abbaye de Daoulas) ou contemporain (domaine de Trévérez), la plupart du temps mises en relation avec la Bretagne. Le manoir de Kernault (dont la première pierre a été posée au XV[e] siècle) est consacré aux cultures orales et rend hommage, jusqu'au 6 novembre, à un réalisateur et producteur de radio exceptionnel, Yann Paranthoën. Né en 1935 à L'Ile-Grande (Pleumeur-Bodou, Côtes-d'Armor), ce collecteur de sons, mort en 2005, travailla quarante ans pour la Maison de la radio à Paris, avant de construire sur son île natale une maison ronde, sorte de soucoupe prête à décoller, qui lui servait de studio.

La visite estivale du manoir de Kernault s'effectue donc au rythme des reportages sonores de ce Breton du Nord, auteur de remarquables documentaires radiophoniques, tel celui intitulé *Lulu,* l'histoire d'une femme de ménage de la Maison de la radio, ou *Le Phare des Roches-Douvres,* sur la vie des gardiens du phare le plus éloigné des côtes européennes, dans la Manche, ou *Paris-Roubaix* (évocation de la célèbre course ; le vélo était une autre passion de Paranthoën). Ces œuvres radiophoniques ont été rééditées en CD par Phonurgia Nova ou l'INA avec Radio France.

Dès l'allée taillée au cordeau qui mène à ce manoir géométrique avec toit d'ardoise et hautes cheminées, le commissaire, Philippe Ifri, a organisé une plongée dans la pensée de Yann Paranthoën : laisser l'élément sonore parler, installer une distance imaginaire et créer le sentiment d'un étrange proche.

Dans le grand salon, on entendra *Le Temps des seigneurs,* la mémoire de L'Ile-Grande portée par Louis Le Goff, dit Louis « Go », tailleur de pierre et père nourricier de Yann Paranthoën, qui avouait trois fondamentaux à son art : l'écoute de Radio Londres pendant la seconde guerre mondiale, le rythme des tailleurs de pierre de L'Ile-Grande, sa formation de radariste dans la marine au début des années 1950. Entré à la Maison de la radio par la petite porte, il fournit en documents sonores l'Atelier de création radiophonique d'Alain Trutat et Jean Tardieu, sur France Culture.

> Installer une distance imaginaire et créer le sentiment d'un étrange proche

Suite dans le petit salon pour découvrir *Questionnaire pour Lesconil,* enregistrements de sons d'un village *« pour essayer de comprendre comment les gens fonctionnaient au quotidien avec les oreilles »*. Puis dans les caves, voici *Mémorat ou le voyage de Marie-Job Kerguénou,* avec secret chuchoté à découvrir ; au dernier étage c'est *Le Cri de la LPO,* sur les marées noires, de l'*Amoco-Cadiz* en 1980 à l'*Erika* en 1999 – la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de L'Ile-Grande avait soigné 1373 oiseaux mazoutés en neuf mois. *« Les bénévoles sont des tableaux, des modèles que je travaille comme un peintre. Je veux rapprocher la radio des arts plastiques, surtout de la peinture »*, expliquait alors Yann Paranthoën.

Avant d'aller flâner parmi les vaches et les moutons du domaine de Kernault, il faut passer par l'ancien potager pour y entendre *Les Mangeurs de pommes de terre* (autre passion de Paranthoën, incollable sur les variétés des tubercules). L'homme au Nagra – célèbre marque de magnétophones dont un portable autonome utilisé par les reporters – a trimballé une reproduction du tableau de Vincent Van Gogh dans les campagnes de Hollande, questionnant les paysans : *« Quelle race de pomme de terre y est représentée ? »* Dédales de réponses et de voix. ■

Véronique Mortaigne

« Les couleurs du son, Yann Paranthoën », manoir de Kernault, à Mellac (Finistère). Tél. : 02-98-71-90-60. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, en août ; puis du mercredi au dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 novembre. De 1 € à 5 € ; entrée libre aux moins de 7 ans. Cdp29.fr

Francesco Piemontesi, jeune talent mûr et profond du piano

Après le festival Classissimo de Bruxelles le musicien sera dimanche à La Roque-d'Anthéron

Musique

Bruxelles
Envoyé spécial

L'histoire est la suivante : on reçoit un jour un disque (Brahms et Liszt) d'un pianiste qu'on ne connaissait pas, Francesco Piemontesi, publié par un label qu'on ignorait, Avanti Classics. On écoute, on réécoute ; on transfère le disque dans un baladeur numérique (signe invariablement révélateur), on écrit une chronique critique (*Le Monde* du 20 juin). On rate un concert que le jeune pianiste suisse, né en 1983, donne à Lille avec Jean-Claude Casadesus et son orchestre, au début de l'été. On repère une date : le 13 août, à Bruxelles, au festival Classissimo, fondé en 2007, émanation classique et populaire (billet d'entrée à 10 euros) de la grande manifestation musicale estivale bruxelloise, le Brussels Summer Festival.

Nous y voici donc. Salle des mariages de l'hôtel de ville, d'un néogothique flamboyant. Parquet et murs de bois. Décor Robin des bois. Le directeur fait un discours longuet et inutile où il est expliqué que le *« vin blanc du bar est excellent »* ; que *« la musique n'a pas de frontières »* et qu'il est normal *« d'inviter des Belges et des étrangers »*. Il donne la liste des journalistes et des personnalités présentes (quatre en tout), en écorchant les noms. On réaccorde le piano devant le public – familial, peu enthousiaste, avec bébés et enfants en bas âge.

Francesco Piemontesi commence enfin à jouer. L'acoustique est mauvaise : sèche, mate, sans charme. On entend des bruits de pas insistants sur le bois qui craque affreusement, des enfants qui se mettent à pleurer, un bouchon qui saute au bar attenant et le bruit de fond des visiteurs de la Grand-Place. En de telles circonstances, on ne restera pas en deuxième partie écouter la *Sonate en la D.959* de Schubert.

Mais quelle première partie ! D'abord, Piemontesi a construit un programme subtilement organique : la *Sonate 1.X.1905* de Leos Janacek, sorte de haletante et poignante rencontre d'un piano lisztien et de phrasés parlés, la rare *Sonate n° 28* de Beethoven, le *Prélude op. 45* et les deux *Mazurkas op. 59* de Chopin ont en commun une singularité maladive, un matériau minimal mais génialement trituré.

Sans contredire le texte

Ensuite, Piemontesi a le sens de l'architecture, de la conduite des phrases, de l'étagement des plans sonores, de la clarté et des clairs-obscurs ; il sait créer le silence, même dans des conditions aussi éprouvantes. Il est singulier sans faire l'intéressant, personnel sans contredire le texte. On est heureux d'entendre confirmer tous les espoirs suscités par ses beaux enregistrements, chez Avanti et chez Clavès.

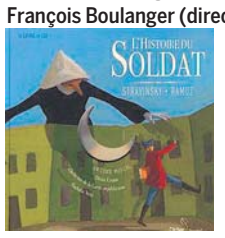
Il est donc fortement recommandé d'aller l'écouter, dimanche 14 août, à 20 heures, au Festival de La Roque-d'Anthéron (Bouches-du-Rhône), qui a eu le nez et l'oreille de l'inviter à se produire dans un concerto de Mozart. Car un si beau musicien ne saurait rater un concerto de Mozart. ■

Renaud Machart

Œuvres de Beethoven, Chopin et Janacek par Francesco Piemontesi (piano). Festival Classissimo de Bruxelles, le 13 août. Jusqu'au 21 août, Salle gothique, hôtel de ville, Grand-Place, Bruxelles (Belgique). Tél. : 00-32-2-551-54-83. De 7,50 € à 10 €. Classissimo.be
Prochain concert de Francesco Piemontesi : « Concerto pour piano et orchestre n° 25 en ut majeur K. 503 », de Wolfgang Amadeus Mozart, avec le Sinfonia Varsovia, George Tchitchinadze (direction). **Festival international de piano, La Roque-d'Anthéron** (Bouches-du-Rhône), parc du château de Florans. Dimanche 14 août à 20 heures.
Tél. : 04-42-50-51-15. De 25 € à 51 €. Festival-piano.com

Sélection CD

Igor Stravinsky
L'Histoire du soldat
Denis Lavant (récitant), membres de l'Orchestre de la garde républicaine, François Boulanger (direction)



La partition d'Igor Stravinsky (1882-1971), créée à Lausanne en 1918, sur un texte savoureux de Charles-Ferdinand Ramuz (1878-1947), a donné le ton d'une certaine musique européenne dégrisée, écrite pour des formations comparables aux orchestres de foire et de fête foraine (deux cordes, deux bois, deux cuivres et percussions) dont sauront se souvenir les musiciens français du Groupe des six, admirateurs du compositeur russe. Denis Lavant, sa voix rocailleuse, mais aux couleurs subtilement changeantes – de l'aimable confidence aux éclats de folie – et les solistes de la garde républicaine incarnent très joliment cette partition emblématique. Une version existe sous forme d'un livre-disque illustré à l'usage des plus jeunes. ■

Renaud Machart

1 CD et 1 livre-CD séparés
Didier Jeunesse/Harmonia Mundi.

Ray Charles
Live in Concert

Le premier album enregistré en public de Ray Charles est paru fin 1964. Les concerts du chanteur et pianiste sont réputés pour leur énergie, ce dont témoigne ce *Live in Concert* au Shrine Civic Auditorium de Los Angeles le 20 septembre 1964 et encore plus cette réédition augmentée de sept interprétations. C'est donc au show complet de The Genius, *« the Americas'-most exciting musical personnality »* (« la personnalité musicale la plus enthousiasmante d'Amérique »), que l'on est convié. Dans l'orchestre, façon tornade en big band, il y a Julian Priester (trombone), Hank Crawford et David « Fathead » Newman (saxophones). M. Charles au piano embarque tout son joli monde, instrumentistes et choristes, The Raelettes. Blues, gospel et jazz, dans leur part la plus sensuelle et succès insurpassés sont au menu (*One Mint Julep, I Got a Woman, Makin'Whoopee, What'd I Say*...). ■ **Sylvain Siclier**

1 CD Concord Records/Universal Music.

The Horrors
Skying

Apparu au milieu des années 2000, le groupe britannique The Horrors – à ne pas confondre avec une plus obscure formation américaine – avait fait une jolie sensation avec un premier album, *Strange House,* publié en 2007. Un peu arty et un peu postpunk, avec coupe de cheveux façon explosion empruntée à The Cure et pose crâneuse que l'on pouvait presque pardonner vu la qualité de l'album (écriture, sens du drame musical). *Primary Colors* a suivi en 2009, un échelon au-dessus, plus affirmé, avec la voix du chanteur Faris Badwan en belle expansion et un aspect plus pop tout à fait satisfaisant. Voici *Skying.* The Horrors découvre le psychédélisme (cuivres, violons), soigne les arrangements, diversifie encore son propos. Trois albums, autant d'identités et une progression régulière, c'est à saluer. Mais attention à la tentation de sonner comme les pesants U2, qui pointe ici et là. ■ **S. Si.**

1 CD XL Recordings.

Divers Artistes
Motown's Mowest Story 1971-1973

Un seul CD pour évoquer l'histoire de Mowest Records, fondé par Berry Gordy Jr., patron de Tamla Motown, usine à tubes des musiques populaires afro-américaines des années 1960, c'est un peu court. On regrettera donc que n'ait pas été exhumée la cinquantaine de 45-tours et quelques albums produits par la maison de disques de 1971 à 1973, pour revenir en détail sur un aspect méconnu de l'empire de Gordy Jr., qui quitte alors la ville de Detroit pour la Californie. Avec Mowest, Gordy Jr. combine la soul au son du rock californien comme avec Frankie Valli & The Four Seasons ou Odyssey, permet à The Commodores d'émerger ou fournit une énergique alternative à sa formation fétiche The Supremes avec The Sisters Love. En l'état, cette réalisation au répertoire bien choisi donne envie d'en entendre plus. ■ **S. Si.**

1 CD Light In The Attic. Records/Universal Music.

Photographie

Le Getty Museum acquiert 69 épreuves originales d'Herb Ritts

Le Getty Museum de Los Angeles vient de faire l'acquisition d'une collection de 69 épreuves originales du photographe américain Herb Ritts, ont annoncé les responsables du musée américain dans un communiqué. L'essentiel de cette collection provient d'un don de la Herb Ritts Foundation, qui gère l'œuvre du photographe, mort le 26 décembre 2002. La valeur de cet ensemble d'images – portraits, nus, réalisations pour des campagnes publicitaires de maisons de haute couture – est estimée à 1 million de dollars (700 000 euros). *« Cette acquisition viendra non seulement compléter notre fonds consacré à la photographie de mode,* a indiqué Judith Keller, responsable du département photographie du Getty Museum de Los Angeles, *mais aussi confirme notre engagement à rendre compte, dans nos collections du travail des artistes de Los Angeles. »* Le Getty Museum précise qu'il possède et présente de nombreuses images de Richard Avedon, Cecil Beaton, William Klein ou Man Ray. Né le 13 août 1952, Herb Ritts a fait l'essentiel de sa carrière dans les années 1980 et 1990, et a travaillé pour la plupart des grands magazines (*Newsweek, Harper's Bazaar, Rolling Stone, Time, Vogue, Vanity Fair, Elle*...). ■ PHOTO « VERSACE – VEILED DRESS, EL MIRAGE », 1990 HERB RITTS FOUNDATION/PAUL GETTY MUSEUM, LOS ANGELES

Cinéma Isabelle Huppert récompensée pour l'ensemble de sa carrière par le Festival du film de Stockholm

Les organisateurs du Festival du film de Stockholm ont annoncé, samedi 13 août, que l'actrice Isabelle Huppert recevrait un prix spécial pour l'ensemble de sa carrière, au cinéma et à la télévision. L'actrice, 58 ans, recevra son prix lors du festival, prévu du 9 au 20 novembre. – (*AP.*)

Les habits de Big Brother

« Le regard de Big Brother est devenu omniprésent. Mais que voit-il, exactement ? » A partir des archives de la Stasi, le ministère de la sécurité d'Etat de l'ex-RDA, c'est la question que s'est posée l'artiste allemand Simon Menner, 33 ans. Il a constitué un vaste corpus photographique à partir duquel il décline différentes thématiques réunies dans « Images des archives secrètes de la Stasi, ou : que voit Big Brother quand il nous regarde ? », présentées à Berlin jusqu'au 20 août.Cas unique dans l'histoire, les données secrètes d'un Etat, répressif de surcroît, sont devenues accessibles. Selon l'artiste, cela permet d'élargir notre connaissance des modes de surveillance et de « partager » le point de vue de l'oppresseur : un *« regard du mal plutôt banal »*. Le catalogue exposé surprend. Authentiques signes secrets entre espions, voitures miniatures américaines (!), Polaroid d'appartements et, notamment, de tiroirs, pris avant que ceux-ci soient fouillés pour être remis dans leur état initial, ou ces « habillements » (*dress up*), petit inventaire des tenues d'espion *(photos)* désireux de passer inaperçus sous toutes les latitudes... ■ **Jean-Jacques Larrochelle**

(PHOTOS MORGEN CONTEMPORARY/REUTERS)

« Images des archives secrètes de la Stasi ». Galerie Morgen Contemporary, à Berlin, jusqu'au 20 août. Simonmenner.com

Viens chez moi, j'habite chez mes parents

Les jeunes peinent à quitter leur famille, souvent pour des raisons financières. La vie continue malgré tout

Psychologie

Joy, 24 ans, habite chez son père, avec son frère, étudiant. La jeune femme est consultante en recrutement et gagne correctement sa vie. Elle est en couple depuis deux ans, et son compagnon passe beaucoup de temps à la maison. Son père respecte son intimité, son rythme de vie.

« La cohabitation se passe pour le mieux, et mon père ne m'a jamais suggéré de prendre mon propre appartement malgré mon âge et le fait que je sois dans la vie active depuis quelques mois, commente-t-elle. *Nous avons nos règles qui sont naturellement établies et qui consistent à prendre part chacun aux tâches ménagères, mais sans planning préconçu. »*

Sa situation suscite des interrogations chez ses amis qui ont presque tous quitté le cocon familial. Elle n'envisage pas pour l'heure de partir, bien qu'elle ait envie de s'installer avec son ami. *« Je me rends compte en grandissant que j'ai de plus en plus de mal à couper le cordon. J'ai bien conscience qu'en partant, je mettrai fin à une certaine vie de famille, une période de mon enfance »*, analyse-t-elle. Tanguy au féminin – du nom de la comédie d'Etienne Chatiliez racontant l'histoire de ce fils incapable de quitter le foyer parental –, Joy tarde à prendre son envol alors qu'elle en aurait les moyens financiers.

« Cette difficulté des jeunes adultes à prendre leur autonomie affective est de plus en plus fréquente », analyse Philippe Hofman, psychologue-clinicien. Les parents rebelles de la génération 1968, pressés de quitter leur famille, auraient surprotégé et sacralisé leurs enfants au point que ceux-là aient du mal à prendre leur indépendance. L'âge médian de décohabitation (où 50 % des jeunes de 18 à 29 ans ont quitté le domicile parental) a peu évolué ces quarante dernières années, il est de 22 ans en moyenne (21 ans pour les filles, 23 ans pour les garçons).

Décohabiter signifie avoir passé trois mois consécutifs en dehors du domicile familial quelle qu'en soit la raison. *« Dans une société où le lien conjugal s'est délité et les idéaux se sont écroulés, les parents se sont collés à ce qu'il avait de plus précieux : leurs enfants*, assure Philippe Hofman, auteur de *L'Impossible Séparation* (Albin Michel, 291 p., 18 €). *Ils leur ont rêvé une vie idéale, épanouie. Ils ont vécu et pensé pour eux. »*

Les parents ont un désir fou de réussite pour leurs enfants. Leur anxiété face à un monde devenu plus difficile, compte tenu du chômage, les pousse à les maintenir dans un cocon sans les préparer à leur vie de jeune adulte. Ils planifient leur vie à leur place. A la moindre difficulté, ils leur mâchent le travail. *« Les parents vivent un peu par procuration. Ils veulent tout pour leurs enfants. Les jeunes s'appuient sur le désir de papa ou maman et ont du mal à prendre leurs propres décisions »*, explique le psychologue.

Pourquoi quitter la maison ? s'interroge Antoine, 26 ans, ingénieur dans l'automobile. *« Je n'ai pas de problème pour rentrer tard du travail, sachant que tout sera prêt à mon retour. Pas de souci pour faire les courses, les repas, pas de loyer à payer. Au final, on pourrait dire que l'argent que je gagne est de l'argent de poche »*, explique ce jeune homme décomplexé. Bien sûr, il partira un jour, mais quand il aura mis de côté un petit pécule. *« Il est certain*, ajoute-t-il, *que mes parents ont une influence sur mes choix professionnels et que j'écoute leurs conseils. J'ai ainsi refusé un emploi loin de chez moi pour ne pas avoir à déménager. »*

> Les parents, qui ont mal compris Françoise Dolto, ont mis l'enfant au centre de leur préoccupation

Pour Geneviève Djénati, thérapeute du couple et de la famille, ce n'est pas tant la cohabitation qui pose problème que la manière dont elle est vécue aujourd'hui. *« Dans le temps, trois générations pouvaient vivre sous le même toit sans que cela pose problème*, rappelle-t-elle. *Ce que je repère actuellement, c'est la difficulté dans les relations parents-jeunes adultes à se séparer psychiquement. Y compris quand ils ne cohabitent pas. »* Les parents, qui ont mal compris la pédiatre et psychanalyste Françoise Dolto, ont mis l'enfant au centre de leur préoccupation. Et à force de vouloir bien faire, ils ont fini par trop en faire.

D'autant que le modèle familial a évolué. Il est aujourd'hui plus facile – du fait de l'évolution des mœurs – de vivre sous le même toit que ses parents tout en gardant une certaine liberté individuelle. Comme Flora G., 24 ans, salariée, qui souhaite faire des économies afin de s'offrir un logement. *« Ma cohabitation se passe très bien. Je pars tôt et rentre assez tard le soir ce qui fait que je vois rarement mes parents qui me laissent beaucoup de liberté. »*

Ou comme Nicolas Nisi, 23 ans, titulaire d'un master 2 juriste d'entreprise, à la recherche d'un emploi. *« C'est parfois pesant, mais la cohabitation forcée se passe plutôt bien. Mes parents sont ouverts et ne me contraignent à aucune règle particulière, si ce n'est peut-être celle, tacite, de les prévenir lorsque je ne rentre pas le soir »*, explique le jeune homme. La copine de Nicolas est toujours bien accueillie, mais Nicolas s'efforce de respecter au mieux *« la limite qui permet d'assurer une harmonie dans le foyer »*.

Beaucoup de jeunes actifs avancent surtout des raisons financières pour expliquer leur présence chez leurs parents. Il en va ainsi de Bilel, 20 ans, caissier. *« Avec le smic pour salaire, que peut-on espérer ? A moins de faire la manche pour acheter à manger et s'habiller »*, explique le jeune homme. Ou d'Elise Guedj-Couty, 26 ans, jeune diplômée sans emploi qui habite chez sa mère avec son copain.

« Cela se passe très bien, mais dès que nous le pourrons, nous prendrons un appartement », précise-t-elle. Assiste-t-on aujourd'hui à l'émergence d'une génération volontairement installée chez les parents et qui aurait du mal à couper le cordon ? *« Le phénomène Tanguy, qui consiste à rester chez ses parents tout en gagnant sa vie, reste marginal »*, estime Arnaud Régnier-Loilier de l'Institut national d'études démographiques. Pour l'heure, la cohabitation forcée par les circonstances matérielles resterait la règle. ■

Martine Laronche

« Décohabitation » stable pour les jeunes Français

Selon les dernières statistiques de l'Insee, sur la période 1984-fin 2001, la proportion des jeunes actifs entre 20 et 29 ans vivant chez leurs parents est passée de 24,6 % à 27 %, soit une légère augmentation. La crise de 2008 a probablement accentué le phénomène. Pour Cécile Van de Velde, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et auteure d'un article intitulé « Une génération Tanguy » ? (Revue *Agora*, 2008), *« l'hypothèse d'une réelle propension générationnelle à rester au domicile parental ne résiste ni à la comparaison internationale, ni à l'analyse plus approfondie »*. Les jeunes Français tendent à décohabiter un peu plus tard que les jeunes Nordiques et Britanniques, mais bien plus tôt que les Méditerranéens et les Irlandais.

Sur les bords de Seine, la parenthèse zen des agents antistress

Paris-Plages, son sable fin, ses vendeurs de glaces, sa vue sur les plus beaux monuments de la ville et... ses agents antistress. La petite armée de l'association La Décontraction à la française a planté ses tabourets pour un deuxième été sur les bords de Seine, et ses petites mains font un tabac.

« Nous sommes obligés de faire attention à dégager le passage, pour ne pas créer un bouchon », prévient l'un des dix bénévoles installés à l'ombre, au port du Louvre. Touristes et Parisiens ne boudent pas leur plaisir et profitent d'une occasion rêvée de s'évader un peu du tumulte de la ville, qui grouille, à peine cinq mètres au-dessus d'eux

La technique est simple. Assis, bras le long du corps et yeux fermés, on se laisse aller. Les phalanges courent sur votre dos, les mains malaxent vos épaules, les doigts pétrissent vos bras avant de soulager vos jambes. Rapide et diablement efficace : on se relève léger et prêt à affronter les méandres du métropolitain. Une fois son massage terminé, chaque client donne ce qu'il veut.

Les bons cœurs de ces messieurs dames, recueillis dans un bocal, font redoubler d'ardeur nos agents masseurs. Une simple pièce, et c'est un ruisseau qui alimente une rivière. *« Chaque jour, à Paris, on récolte entre 5 000 et 6 000 euros. Les bénévoles se font au minimum 50 euros par jour, net d'impôt, puisqu'on n'a pas encore de statut officiel »*, annonce le fondateur de l'association, qui tient à mettre en avant le complément de revenu non négligeable qu'apporte l'activité.

Tarif imbattable

Tout a commencé en 2003. André Choukroun, alias « Tchouk », se rend compte qu'un massage express pourrait *« changer votre journée »*. Il s'installe alors rue Mouffetard (Paris 5e) et fait aussitôt le bonheur des touristes anglais et des habitants du quartier, conquis par cette parenthèse zen gratuite. Huit ans plus tard, la troupe du général Tchouk sillonne les rues de Paris pour délivrer ses quelques minutes de relaxation à un tarif imbattable.

On la trouve toute l'année à la Sorbonne, à la Contrescarpe ou bien place des Vosges. Des agents antistress infiltrés dans la ville, que vous reconnaîtrez à leurs tabourets pliables et à leur bonne humeur. Et les passants ne s'en lassent pas. *« Certains sont devenus des habitués, ils viennent trois ou quatre fois par semaine profiter de notre présence à Paris-Plages »*, explique Djemila, une pionnière qui balade son savoir-faire depuis plusieurs années sur les corps stressés de ses clients parisiens. Un accélérateur de bien-être indispensable, pour des vacances en toute décontraction... à la française. ■

Ryad Ouslimani

Le Monde
Dimanche 14 - Lundi 15 août 2011

Les Bleus en quête de cohésion collective

Le XV de France a varié « les plaisirs » pour sa préparation au Mondial. Avant d'affronter l'Irlande

Rugby

Six semaines qu'ils attendaient ça. Six semaines passées à courir, à soulever de la fonte et à mettre en place les bases de leur plan de jeu. Samedi 13 août, à Bordeaux, les Bleus jouent contre l'Irlande leur premier match de préparation, à moins d'un mois du début de la Coupe du monde (du 9 septembre au 23 octobre). Et leur impatience est palpable.

Car ce rendez-vous doit aider l'équipe de France *« à trouver une cohésion collective, des repères de jeu, à repenser avec le ballon »*, détaille Jo Maso, l'inamovible manager de l'équipe de France, qui participe pour la quatrième fois à l'événement.

Trouver une cohésion collective ? L'idée ne date pas d'hier. Dans le grand combat du Quinze de France, Denis Lalanne a raconté comment, en juillet 1958, les Bleus avaient été coincés pendant deux jours à Kano (Nigeria) à la suite de problèmes de moteur, sur la route de leur tournée en Afrique du Sud. *« Cette petite épreuve collective a cimenté l'équipe plus solidement que ne l'eussent permis deux jours d'entraînement »*, notait-il, y voyant le secret de leurs futurs exploits. Canicule, insomnie et moustiques avaient été combattus avec succès par le rire et les chansons.

Depuis, c'est devenu un credo : rien de tel qu'une « petite épreuve collective » pour renforcer cette fameuse cohésion. Et, faute de pouvoir reproduire à l'envi de fausses pannes de moteur, les entraîneurs dépensent des trésors d'imagination pour varier les « plaisirs » et sortir de la routine.

Les débuts du professionnalisme virent même la mode des pseudo-préparations militaires. En 1999, par exemple, les All Blacks avaient subi un véritable régime punitif dans un camp des forces spéciales néo-zélandaises, leur capitaine Anton Oliver perdant 7 kg en trois jours – ce qui n'avait pas suffi pour l'emporter en demi-finale contre la France.

Cette année, ce sont les Gallois qui ont employé les grands moyens, avec deux stages très intensifs en Pologne. A Spala, les 39 joueurs présélectionnés ont eu droit à des séances de cryothérapie, avec passages de trois minutes dans des chambres à – 140° C afin d'accélérer la récupération, mais aussi à des sessions de yoga pour travailler souplesse et relaxation – et même à une visite du camp d'extermination d'Auschwitz.

Les Bleus de Marc Lièvremont, eux, participaient pendant ce temps-là à un épuisant raid de deux jours autour du Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire). Au programme : VTT, escalade, course avec des chiens de traîneau, raft et épreuves « à la ferme », le tout entrecoupé d'une très courte nuit sous la tente… *« Cette préparation est la plus aboutie que j'ai connue,* affirmait Jo Maso, de retour au centre de Marcoussis, début août. *Les lieux et les activités ont été multipliés pour éviter la lassitude, mais ça bosse dur ! »*

Frustré que l'équipe de France n'ait pas les moyens, en temps normal, de mettre en place un jeu ambitieux, Marc Lièvremont a beaucoup investi sur ces quelques semaines, qui lui ont permis de travailler pour la première fois en profondeur et sans interférences : *« Nous avons toujours pensé à cette préparation, et nous nous sommes projetés assez tôt sur les contenus. La planification est très individualisée au sein d'une trame générale. Avec un confort de travail maximal, car les journées sont très longues. »*

Les Bleus ont effectué un raid de deux jours au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire). JEAN-PAUL THOMAS/THOMAS PICTURES/ICON SPORT

Un confort de travail bien éloigné de la vision de Martin Johnson. L'entraîneur anglais n'hésite pas en effet à imposer une pression extrême à ses joueurs. Son discours de bienvenue au groupe élargi de 45 présélectionnés fut sans équivoque : *« Poussez le mec devant vous et prenez sa place ! »*…

Faut-il y voir une illustration des différences culturelles entre Anglo-Saxons et Latins ? Le fait est que l'Italie est, avec la France, la seule nation majeure à avoir réduit son groupe à une trentaine de joueurs dès la phase de préparation, et donc avant les matches amicaux.

> « Les lieux et les activités ont été multipliés pour éviter la lassitude »
>
> **Jo Maso**
> manager de l'équipe de France

Mais si la concurrence est moins exacerbée de ce côté-ci du Channel, elle n'est pas pour autant absente du groupe France, et pour deux raisons : d'une part, les 30 joueurs retenus ne seront évidemment pas tous titulaires lors de la Coupe du monde ; et, d'autre part, les incertitudes entourant le retour de blessure de certains ont amené les dirigeants à élargir le groupe prévu initialement. Deux joueurs seront donc écartés du groupe définitif, le 22 août, date à laquelle les listes des sélectionnés doivent être arrêtées.

D'ici là, les Bleus auront joué un second match contre l'Irlande, le 20 août à Dublin. Une autre occasion de se forger une « cohésion collective ». ■

Philippe Périn

L'iconoclaste Sidney Govou est devenu le guide assagi d'Evian-Thonon

Réputé pour ses excès extra-sportifs, l'ancien tricolore s'est engagé cette saison avec le promu savoyard de la Ligue 1

Football

Evian-les-Bains (Haute-Savoie)
Envoyé Spécial

Sur les berges du lac Léman, l'ancien parc de l'aviation civile d'Amphion-les-Bains (Haute-Savoie) offre une vue mirifique sur la Suisse voisine. Bordé de cabanons vermoulus, le centre d'entraînement du club d'Evian-Thonon-Gaillard (ETG) se distingue par sa vétusté. En guise de vestiaires, les baraquements de chantier se démarquent des infrastructures huppées des équipes de l'élite. Quelques supporteurs patientent le long de l'unique pelouse de la formation savoyarde, promue en Ligue 1 cette saison. Ils sont venus saluer Sidney Govou, la prestigieuse recrue de l'ETG lors du mercato estival.

A 32 ans, l'ancien ailier de l'Olympique lyonnais (1999-2010) a rallié, en juillet, un club à la trajectoire déconcertante. En quatre ans, le onze lémanique est passé de l'échelon amateur (CFA) à l'élite du ballon rond. *« J'ai rejoint un promu à la progression fulgurante*, estime Sidney Govou. *L'histoire est séduisante. Parmi mes diverses opportunités, j'ai choisi un projet cohérent et raisonné. »*

Cumulant une cinquantaine de sélections en équipe de France (2002-2010), il a choisi sa nouvelle destination, malgré un net changement d'envergure sportive. A l'issue d'une saison ratée au Panathinaïkos d'Athènes, le natif du Puy-en-Velay (Haute-Loire) a voulu enrayer son déclin flagrant sur les terrains. Quitte à diviser par quatre ses prétentions salariales par rapport à sa période lyonnaise.

« Forcément, c'est un sacrifice financier. Je n'aurais pas fait ce choix il y a quelques années. Ma longue carrière m'assure un avenir confortable », confie-t-il. Libéré sans état d'âme par le club grec, Sidney Govou n'a guère grevé la trésorerie de l'ETG en paraphant pour deux saisons. *« On lui a offert ce qu'on pouvait lui offrir,* explique Pascal Dupraz, directeur sportif de l'équipe savoyarde. *On ne voulait pas créer de décalage trop visible dans notre grille salariale. »*

JEAN-PIERRE CLATOT/AFP

Dans son irrépressible ascension, Evian a constamment bâti son effectif en recrutant des grognards de la Ligue 1. A l'instar de Sidney Govou, l'ancien rennais Jérôme Leroy, 36 ans, a été engagé pour lustrer le jeu du promu. *« Ces trentenaires ont vocation à étoffer le niveau du groupe »*, confirme Patrick Trotignon, président de l'ETG. D'un naturel réservé, l'ancien tricolore doit désormais guider une poignée de jeunes joueurs qui découvrent les contraintes de l'élite. *« Son palmarès et son vécu international sont des atouts pour le groupe »*, ajoute le capitaine Olivier Sorlin.

Longtemps décrié pour ses frasques extra-sportives, Sidney Govou esquisse également un virage intime en optant pour le bassin du Léman. Des clubs lyonnais aux tavernes d'Athènes, ses dérives alcoolisées ont nourri l'image d'un joueur à la dualité assumée. Cette réputation de noceur lui a causé des désagréments. Menacé d'un licenciement en Grèce, il propose au Panathinaïkos de réduire sa rétribution – 1,5 million d'euros annuels – au seuil du salaire minimum (1 050 euros mensuels).

> « Parmi mes diverses opportunités, j'ai choisi un projet cohérent et raisonné »

Le cadre thermal d'Evian représente-t-il un refuge salutaire pour l'attaquant hédoniste ? *« Ce transfert ne constitue pas une étape vers l'assagissement*, juge le trentenaire. *Je ne suis pas tributaire de mes tentations. Si j'ai été excessif, c'est que j'avais envie de l'être. Où que l'on soit, on est en mesure de faire le con… »* En publiant une autobiographie en juin (*Je ne pensais pas aller si loin*, éd. Jacob-Duvernet, 285 p., 19,90 euros), l'ancien Lyonnais a néanmoins tenté de justifier ses démons.

Personnalité iconoclaste, Sidney Govou est entré tardivement dans le monde du football. Nanti d'un baccalauréat scientifique, il rechigne, à 19 ans, avant de signer un contrat professionnel auprès de Jean-Michel Aulas, l'influent patron de l'OL. *« On m'a brocardé, car je ne prenais pas les mêmes sentiers que les autres. Je souhaitais juste décompresser comme le font ceux mon âge. Je ne m'en suis pas caché »*, se défend le joueur.

Au crépuscule de sa carrière, Sidney Govou réfute la thèse d'une préretraite savoyarde. *« J'ai encore envie de gagner. Si je me reposais sur mon dilettantisme, je serais parti m'enrichir au Qatar »*, glisse-t-il. Cependant, l'attaquant ne perçoit pas dans ce choix sportif l'espoir d'un retour parmi les Bleus. *« Je n'ai pas été performant au Mondial 2010 et la saison suivante. Seules des performances surhumaines à Evian me permettraient de capter l'attention de Laurent Blanc »*, tranche-t-il. Comme s'il n'avait pu le faire avant, Sidney Govou cherche désormais à s'oxygéner. ■

Rémi Dupré

Le club lémanique se défend d'être « Danone dépendant »

Evian-Thonon (Haute-Savoie)
Envoyé spécial

Parmi les curiosités de la saison de Ligue 1, l'équipe d'Evian-Thonon-Gaillard (ETG) intrigue les observateurs. Bâti sur les cendres du FC Croix de Savoie 74, le promu tire son appellation d'une fusion entre divers clochers savoyards. Filiale du groupe agroalimentaire Danone, la marque d'eau minérale Evian place, en 2009, son nom en tête sur le fronton du club. Ce baptême a été voulu par Franck Riboud, patron de la multinationale laitière et principal sponsor de la formation du Léman.

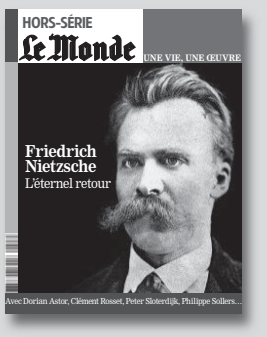
Président d'honneur de l'équipe, le PDG de Danone a poli son image d'entrepreneur familier du monde sportif. *« C'est le véritable patron du club »*, distille Marc Francina, maire d'Evian-les-Bains. Maître d'œuvre de l'impensable marche de l'ETG vers l'élite, Franck Riboud injecte chaque année la somme fixe de 3,5 millions d'euros dans la trésorerie du club. *« Le groupe Danone n'est pas propriétaire*, insiste Patrick Trotignon, dirigeant du onze savoyard. *C'est un partenaire économique. L'argent ne coule pas du robinet. Nous devons assumer notre agrandissement perpétuel avec la même manne. »* Disposant d'un budget de 26 millions d'euros, la direction de l'ETG se défend d'être *« Danone dépendante »* en se tournant vers d'autres entreprises locales.

La localisation du club reflète pourtant la mainmise de Franck Riboud. A Publier (Haute-Savoie), les bureaux spartiates du promu jouxtent les usines de la marque Evian. *« Il y a un syndrome Danone dans la région*, explique Patrick Trotignon. *Le groupe concentre 60 % des emplois du bassin lémanique. D'où une identification qui se prolonge sur le plan sportif. »*

Franck Riboud a également introduit dans le capital du club savoyard quelques actionnaires minoritaires de renom. Ambassadeur du géant laitier depuis 2004 et ami du chef d'entreprise, Zinédine Zidane a investi, en 2008, 10 000 euros dans le coffre de l'ETG, de même que l'autre ancien Bleu, Bixente Lizarazu. Adjoint du sélectionneur Laurent Blanc et habitué des terrains de golf d'Evian, Alain Boghossian figure aussi parmi ces illustres investisseurs. *« J'ai juste une chance, mes amis sont connus »*, notait Franck Riboud à l'intersaison. ■

R.D.

Le Monde
cette semaine



Collection
Le monde de SIMENON

Dès le 11 août, volume 9 :
Simenon et la Vendée
Le Riche Homme, Une confidence de Maigret, Les Vacances de Maigret

Nos services

Lecteurs
- Abonnements
  Tél. : 32-89
  (0,34 € TTC/min)
  www.lemonde.fr/abojournal
- L'actualité dans votre magasin
  www.lemonde.fr/kiosque
- Boutique du Monde
  80, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris
  M° Glacière ou Corvisart
  Tél. : 01-57-28-29-85
  www.lemonde.fr/boutique
- Le Carnet du Monde
  Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels
- Service des ventes
  Tél. : 0-805-05-01-47

Le Monde
Le Carnet

Faites part de vos événements

par téléphone : 01 57 28 28 28
par e-mail : carnet@mondepub.fr
par fax : 01 57 28 21 36
Tarifs 2011 (prix à la ligne)

Naissances, Anniversaires de naissance, Mariages, Fiançailles... : 18 € TTC

Décès, remerciements, Avis de messe, Anniversaires de décès, Souvenirs : 24 € TTC

Thèses : 15 € TTC
Réduction abonnés
Un justificatif d'identité sera demandé.

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Maryse et **Albert LHERMET,**
Annie et **Bernard RUAN,**
sa grande sœur, **Carmen**

ont la joie d'annoncer la naissance de

Gaïa,

le 9 juillet 2011 à Paris,
chez
Fabienne LHERMET et **Olivier RUAN**.

Décès

« Je suis le chemin, la vérité et la vie. Nul ne vient au Père que par moi. »
Jean 14,6.

Dans la confiance et la paix, le

professeur
Jean ALBRECHT
SCHWARZ-LIEBERMANN
von WAHLENDORF

a été rappelé à Dieu, le 6 août 2011.

Ancien titulaire
de la chaire de philosophie du droit
et de droit comparé à la faculté de droit
de l'université Jean-Moulin (Lyon III),
médaille d'or du Mérite Européen,
officier des Palmes académiques,
président d'honneur
de l'Institut Robert-Schuman pour l'Europe,
ancien collaborateur de Robert Schuman
et de Konrad Adenauer.

2 août 1922 - 6 août 2011.

Requiescat in pace.

Il restera vivant dans notre mémoire.

Pour la famille et les amis

Famille Kerdilès,
Docteur Wolfgang Linckelmann,
Hubertus Graf von Bothmer.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 août, à 11 heures, en l'église Sainte-Maria-Magdalena de Rheinbreitbach (Allemagne).

Im Sand 5,
D 53619 Rheinbreitbach.

Jean-Pierre, Alain, Geneviève,
Daniel, Véronique,
Leurs conjoints,
Leurs enfants
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jacqueline BRANDEIS,
née **TROLLER**,

survenu le 10 août 2011,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 août, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Famille Brandeis,
37, Grande-Rue,
92310 Sèvres.

Sylvain et Françoise Hochberg,
Ghislaine Hochberg-Parer
et Jean-Luc Parer,
ses enfants et leurs conjoints,
Alan-Gregory, Vanessa, Guillaume,
Maÿlis et Anne-Charlotte,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

Zofia HOCHBERG

survenu le 10 août 2011,
dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 août, à 10 heures, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, square Henri-Delormel,
75014 Paris.

Saint-Gemmes-sur-Loire.

Gisèle Cacheux,
son épouse,
Michel et Annushka Cacheux,
Evelyne et Guy Obert,
Jean-Sébastien Cacheux,
Jean-François Cacheux
et Céline Daniel,
ses enfants et leurs conjoints,
Martin et Albertine Obert,
ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

François CACHEUX,
sculpteur-statuaire,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix des engagés volontaires
de la Résistance,
officier dans l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec Palmes,
chevalier
dans l'ordre des Arts et des Lettres,
médaille d'or
de la Renaissance francçaise,

survenu le 9 août 2011,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce samedi 13 août, à 10 heures, au temple de l'Eglise réformée d'Angers, 2, rue du Musée, suivie de l'inhumation, vers 17 heures, à Saint-Bonnet-Tronçais (Allier).

François Cacheux repose à la chambre funéraire Chevet Tombini, 105, rue Larévellière, Angers (Maine-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Mme Nicole Faure,
Ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès,
au Moulin de Vimenet, de

M. Michel FAURE.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 12 août 2011, en l'église d'Aumont-Aubrac (Lozère).

17, rue Sainte-Sophie,
78000 Versailles.

L'Arcouest. Ploubazlanec.

Nous avons la grande tristesse de faire part du décès de

Yves KOECHLIN,
lieutenant au long cours,
ingénieur au CEA,

survenu à l'âge de quatre-vingt-huit ans, le 10 août 2011, à Paimpol.

De la part de
Noémie Koechlin,
sa femme,
Laurent Koechlin,
son fils,
Marianne Koechlin et Sacha Kos,
sa fille et son gendre,
Julien et Olivier Koechlin,
ses petits-fils
Ainsi que les familles Koechlin, Langevin, Li, Lerique, Gay, Levelut, Kerlan, Rawat, Ishaq, Grandjouan, Varloteau.

La cérémonie civile aura lieu le mardi 16 août, à 16 heures, au funérarium du Clos des Salles, à Ploubazlanec.

Isabelle Monod,
Aline Monod et Alain Fillit,
Pablo, Olga-Neige,
Antoine Monod,

Ginette Monod et Bernard Dejonghe,
Julien Dejonghe et Fanny Thibault,
Atom,

Mariane Monod et Alain Taine,
Coline,

Reidunn Rugland
et Jacques Blanchard,
Zoé, Théo, Mona,

Véronique Monod
et Augustin Gilloire,
Ina, Martin,

ses enfants, petits-enfants,
arrière-petits-enfants et alliés,

Les familles Augé-Laribé et Monod,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, de

Luce MONOD,
née **AUGÉ-LARIBÉ,**
(1921 - 2011),

qui s'est éteinte le lundi 8 août 2011,
dans sa quatre-vingt-dixième année.

Elle nous appelait « mes gentils ».

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 12 août, à Nice.

Ses cendres reposeront aux Colettes, auprès de celles de son époux et de ses fils,

Eloi MONOD,
(1918-2007),

Claude MONOD,
(1944-1990),

Frédéric MONOD,
(1951-1987).

1019 « Le Cougnets »,
06850 Briançonnet.

Nicole et Maxime Furlaud,
Odile et Anne-Alexis (†) Dulong,
Elisabeth Dognin,
Pierre-François Racine
et Jane Bernard,
Catherine et Pierre Audidière,
Bruno et Béatrice Racine,
ses enfants,
Nicolas Furlaud,
Sophie Furlaud et Samir Senoussi,
Gilles et Anne Dulong,
Pierre-Louis et Catherine Dulong,
Boris, Camille Racine,
Anne-Cécile et Frédéric Edel,
Sophie Audidière et Alexis Bienvenu,
Laure Audidière,
Louis, Pauline, Sabine, Pierre Racine,
ses petits-enfants,
Camille-Madeleine, Jeanne, Matthieu,
Thomas, Etienne, Guillaume,
Pierre-François, Joschka,
Nathan, Léonard,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre RACINE,
conseiller d'Etat honoraire,
ancien directeur
de l'Ecole nationale d'administration,
grand-officier de la Légion d'honneur,

survenu le dimanche 7 août 2011,
dans sa cent troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

20, rue Vasco-de-Gama,
75015 Paris.

Annecy.

Jeannine Rittaud,
Françoise et Olivier Devillard,
Florence Gilbert
et Dominique Confortini,
leurs enfants et petits-enfants,
Benjamin, Marie, Charlotte et Laurine,
Jacky et Chantal Rittaud-Hutinet
et leurs enfants, Yvain et Benoit,

ont la douleur de faire part du décès de leur époux, frère, père, oncle et grand-père,

Guy-Paul RITTAUD,

à l'orée de sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 août 2011, à 14 h 30, en l'Eglise réformée de France (temple), rue de la Poste, à Annecy.

Sophie et Frédéric Mongin
et Paul,
sa fille, son gendre et son petit-fils,
Isabelle Sansarricq
et Clara,
sa belle-fille et sa petite-fille,
Son frère, ses belles-sœurs
et beaux-frères,
Ses neveux et nièces
Et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre SANSARRICQ,

survenu à Paris, le 10 août 2011.

La cérémonie aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, Paris 20e, le mardi 16 août, à 16 heures.

Une pensée est demandée pour son épouse,

Michèle,
décédée le 5 juillet 2011

et pour leur fils,

Marc,
décédé le 5 mars 2005.

Noun SERRA,

a terminé son passage - joueur, gentil, beau - sur cette terre.

Que ceux qui l'ont aimée et qu'elle a aimés l'accompagnent en pensée.

Monique,
sa compagne.

Noëlle Villatte,
sa fille,
Michèle Villatte,
sa belle-fille,
Edwige, Raphaël et Matthieu,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien VILLATTE,
professeur d'Ecole normale honoraire,
ancien conseiller municipal de Limoges,
ancien conseiller régional du Limousin,

survenu le 4 août 2011,
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Une pensée est demandée pour

Charlotte VILLATTE-RINGUET,
son épouse,

Jean et **Madeleine**,
ses enfants.

Valérie Rossollin Amram,
Romain Turcat,
ses enfants
et tous leurs proches,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Christine TURCAT MATTEI,

survenu le 9 août 2011, à Marseille,
à l'âge de soixante-cinq ans.

Vous pouvez adresser vos pensées à christineturcat@yahoo.fr

Anniversaire de décès

Armelle THIERRY,
4 août 1972 - 14 août 1998

« Mon cœur me fait si mal il faut bien que je meure. »

Souvenir

Au

docteur Jean-Louis FRASCA,

tué a trente-six ans,
le samedi 14 septembre 1996,

Jean-Jacques Baudouin-Gautier,
son ami.

Communication diverse

SOS AMITIÉ
qui est à l'écoute 24 heures sur 24
de toute personne en situation
de solitude, d'angoisse et de mal-être
recherche

DES ÉCOUTANT(E)S BÉNÉVOLES

pour ses sept lieux d'écoute
à Paris et en Ile-de-France.

Disponibilité souhaitée
de quelques heures par semaine,
le jour, le soir, la nuit ou le week-end.
Formation assurée.

Écrire à SOS Amitié Idf
7, rue Heyrault, 92660 Boulogne Cedex.
Email : sos.amitie.idf@wanadoo.fr

ABONNEZ-VOUS AU Monde

ÉDITION ABONNÉS PREMIUM
dont Le Monde sur Web, iPhone, iPad

15 € / mois
Avec 1 mois offert

LE JOURNAL Le Monde AVEC L'ÉDITION ABONNÉS PREMIUM

27 € / mois
Au lieu de 33,80€*

* prix normal d'abonnement

WWW.LEMONDE.FR/ABO ou au 32 89 (0,34€ TTC)

BULLETIN D'ABONNEMENT
OFFRE RÉSERVÉE À UN PREMIER ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer avec votre règlement sous enveloppe affranchie à : Le Monde Service abonnements A 1100 – 62 066 Arras Cedex 9

☐ **Oui, je m'abonne au *Monde*** pour 27 € par mois au lieu de 33.80 € (prix normal d'abonnement). Je recevrai chaque jour le journal *Le Monde* et ses suppléments et je bénéficierai de l'accès à tous les contenus et services de l'édition abonnés Premium du Monde.fr (dont *Le Monde* sur web, iPhone et iPad). Je suis libre de résilier mon abonnement à tout moment.

MES COORDONNÉES ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : .....

Tél portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| E-mail : .....

111EMQLIBQ27CB

MON PAIEMENT

☐ Prélèvement automatique sur ma carte bancaire

N° : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

Expire fin : |_|_|_|_|

Je note les trois derniers chiffres du numéro figurant au dos de ma carte, près de ma signature : |_|_|_|

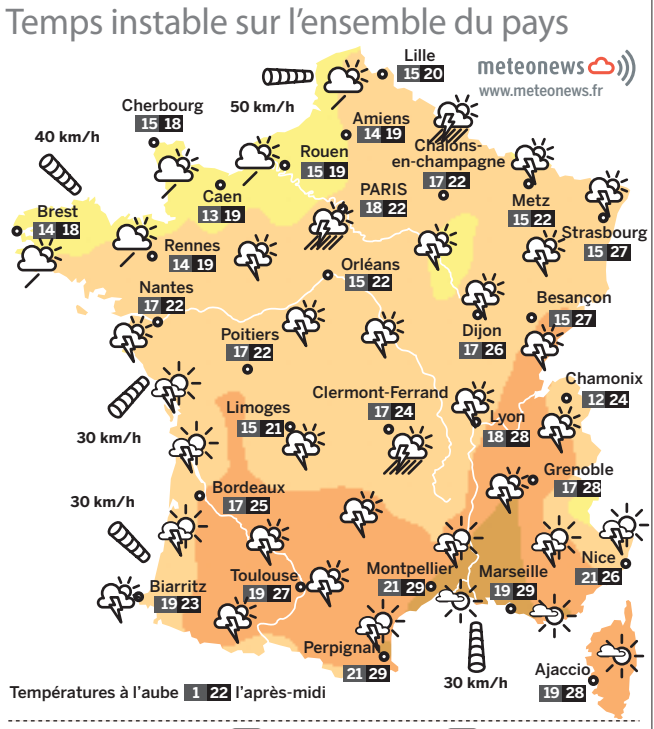
Date et signature obligatoires :

Offre valable jusqu'au 31/12/2011 pour un 1er abonnement en France métropolitaine. RCS Paris B 433 891 850. Vos noms, prénoms et adresse sont communiqués à nos servies internes et le cas échéant, plus tard, à quelques publications partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de cocher la case ci-contre ☐

< -10° | -10 à -5° | -5 à 0° | 0 à 5° | 5 à 10° | 10 à 15° | 15 à 20° | 20 à 25° | 25 à 30° | 30 à 35° | > 35°

Dimanche 14 août 2011

Temps instable sur l'ensemble du pays



Températures à l'aube 1 22 l'après-midi

Saint Evrard
Coeff. de marée 85/89

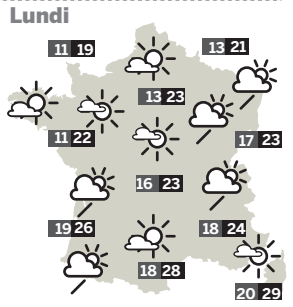
Lever 06h39
Coucher 21h08

Lever 20h59
Coucher 07h27

Aujourd'hui

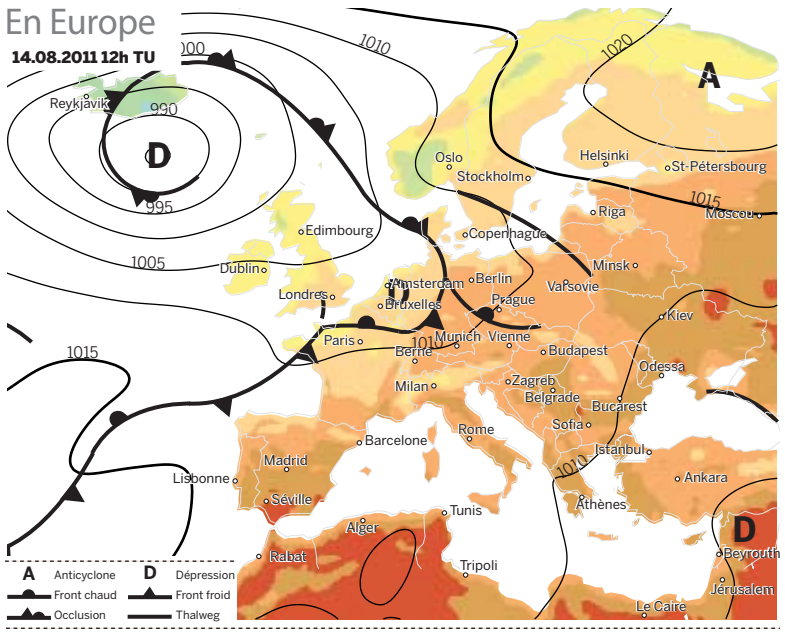
Dimanche, un courant de sud-ouest instable mais assez chaud circulera sur la France. Cette situation sera propice au déclenchement d'averses ou d'orages en journée, d'abord sur l'ouest et le nord du pays le matin, puis sur l'ensemble du territoire en cours d'après-midi. Les températures évolueront entre 20 et 30 degrés de Lille à Avignon, en passant par 22 à Paris et 28 à Lyon.

Lundi



En Europe

14.08.2011 12h TU



EUROPE: Forte chaleur sur le sud de l'Espagne

En Europe				Riga	risque orageux	15	25	New Delhi	risque orageux	28	31
Amsterdam	averses locales	16	20	Rome	largement dégagé	19	28	New York	averses modérées	22	24
Athènes	beau temps	19	31	Sofia	beau temps	13	31	Pékin	risque orageux	26	31
Barcelone	largement dégagé	23	28	Stockholm	souvent dégagé	16	21	Pretoria	largement dégagé	8	19
Belgrade	beau temps	17	29	Tallin	averses locales	14	23	Rabat	largement dégagé	20	28
Berlin	averses locales	17	27	Tirana	beau temps	20	32	Rio de Janeiro	largement dégagé	19	28
Berne	orageux	15	26	Varsovie	averses locales	16	26	Séoul	averses modérées	23	28
Bruxelles	averses modérées	15	21	Vienne	beau temps	15	28	Singapour	averses locales	26	31
Bucarest	largement dégagé	17	30	Vilnius	risque orageux	15	25	Sydney	averses locales	12	19
Budapest	beau temps	16	29	Zagreb	beau temps	14	29	Téhéran	largement dégagé	26	37
Copenhague	averses modérées	16	20	**Dans le monde**				Tokyo	averses locales	28	34
Dublin	largement dégagé	10	15	Alger	beau temps	22	33	Tunis	beau temps	24	36
Edimbourg	souvent dégagé	10	16	Amman	beau temps	16	28	Washington	risque orageux	24	28
Helsinki	largement dégagé	13	22	Bangkok	risque orageux	26	35	Wellington	averses modérées	8	10
Istanbul	beau temps	22	29	Beyrouth	risque orageux	27	30	**Outremer**			
Kiev	beau temps	19	32	Brasilia	beau temps	14	27	Cayenne	averses locales	25	32
La Valette	beau temps	28	31	Buenos Aires	beau temps	8	16	Fort-de-Fr.	largement dégagé	28	29
Lisbonne	largement dégagé	21	29	Dakar	risque orageux	26	28	Nouméa	largement dégagé	19	21
Ljubljana	largement dégagé	14	29	Djakarta	risque orageux	25	30	Papeete	largement dégagé	23	27
Londres	souvent dégagé	14	22	Dubai	largement dégagé	33	42	Pte-à-Pitre	largement dégagé	26	30
Luxembourg	risque orageux	16	19	Hongkong	risque orageux	28	32	St-Denis	averses sporadiques	22	25
Madrid	largement dégagé	23	35	Jérusalem	largement dégagé	19	25				
Moscou	largement dégagé	18	30	Kinshasa	largement dégagé	20	30				
Nicosie	beau temps	23	31	Le Caire	beau temps	23	32				
Oslo	averses modérées	11	19	Mexico	averses locales	12	24				
Prague	averses locales	16	26	Montréal	risque orageux	19	26				
Reykjavik	très nuageux	8	12	Nairobi	averses sporadiques	13	24				

Météorologue en direct au 0899 700 703
1,34 € l'appel + 0,34 € la minute
7 jours/7 de 6h30-18h

Jours suivants

	Mardi	Mercredi	Jeudi
Nord-Ouest	9 23	12 27	16 28
Ile-de-France	11 24	13 27	14 27
Nord-Est	9 22	10 25	15 29
Sud-Ouest	12 27	15 32	20 25
Sud-Est	15 31	17 34	20 34

Le Monde
www.lemonde.fr
Choisissez votre offre d'abonnement
WWW.LEMONDE.FR/ABO

Les soirées télé

Samedi 13 août

TF1

20.45 Toute la musique qu'on aime. Spécial été. Invités : Patrick Fiori, Titoff, Hélène Segara, Pascal Légitimus, Corinne Touzet, Shy'm...
23.15 New York, section criminelle. Série. Poupées vivantes (saison 4, 3/23) ⑫ ; Les Cartes en main (saison 6, 17/22) ⑩ ; Echec et Mat (saison 4, 11/23) ⑩ (155 min).

FRANCE 2

20.35 Rugby. Match de préparation à la Coupe du monde. France - Irlande. En direct de Bordeaux.
22.40 On n'est pas couché. Best of. Magazine présenté par Laurent Ruquier.
1.10 Comme si c'était hier (100 min).

FRANCE 3

20.35 Soirée spéciale en direct de Lourdes. Présentation du spectacle « Une femme nommée Marie » par Clémentine Portier.
20.45 Une femme nommée Marie. Spectacle mis en scène par Robert Hossein. En direct du parvis de la basilique de Lourdes.
22.25 et 2.45 **Soir 3** (20 min).

CANAL +

20.45 Repo Men ■
Film Miguel Sapochnik. Avec Jude Law, Forest Whitaker, Alice Braga (EU - Can., 2010) ⑫.
22.35 Match of Ze Day. Magazine.
23.00 Jour de foot. Magazine (60 min).

ARTE

20.40 L'Aventure humaine.
Les Germains. [1 et 2/4]. Barbares contre Romains. La Bataille de Varus. Documentaire (All., 2007).
22.30 Un cœur sous la glace. Téléfilm. Aelrun Goette. Avec Bibiana Beglau, Dirk Borchardt, Adrian Wahlen (All., 2005).
0.00 Metropolis. Magazine (45 min).

M 6

20.45 FBI/Duo très spécial. Série. Le Copieur. Le Craquement d'une brindille (S2, 3 et 4/16, inédit). La Jeune Fille au médaillon. Dominos (S1, 5 et 6/14). Avec Matthew Bomer.
23.45 Supernatural. Série. L'Esprit vengeur ⑯. Le Puits aux souhaits ⑩ (S4, 13 et 8/22, inédit). Le Retour des vampires (S1, 20/22) ⑰. Avec Jared Padalecki (143 min).

Dimanche 14 août

TF1

20.45 Inspecteur la Bavure ■
Film Claude Zidi. Avec Coluche, Gérard Depardieu, Dominique Lavanant, Julien Guiomar (Fr., 1980).
22.40 L'Arme fatale 3
Film Richard Donner. Avec Mel Gibson (1992) ⑩.
1.00 La Boîte noire ■
Film Richard Berry. Avec José Garcia, Marion Cotillard, Michel Duchaussoy (2005, 90 min) ⑫.

FRANCE 2

20.35 Band of brothers, l'enfer du Pacifique. Série. [1 et 2/10]. Guadalcanal : l'appel du devoir. Guadalcanal : gloire et ténèbres (inédit) ⑩.
22.20 Apocalypse : la 2e Guerre mondiale. [1 et 2/6]. L'Agression. L'Ecrasement (France, 2008, 105 min) ⑩.

FRANCE 3

20.35 Commissaire Montalbano. Série. La Chasse au trésor. Avec Luca Zingaretti, Cesare Bocci, Peppino Mazzotta (Italie, 2011).
22.10 City Homicide. Série. Jour de repos. Une tombe vide (saison 1,13 et 14/14) ⑫.
23.45 et 2.05 **Soir 3** (20 min).

CANAL +

21.00 Football.
Championnat Ligue 1 (2e journée) : Lille - Montpellier. En direct. **22.55** Magazine.
23.15 Le Jour des Triffides. Téléfilm. Nick Copus. Avec Dougray Scott, Joely Richardson. [2/2] (GB, 2009, 90 min) ⑫.

ARTE

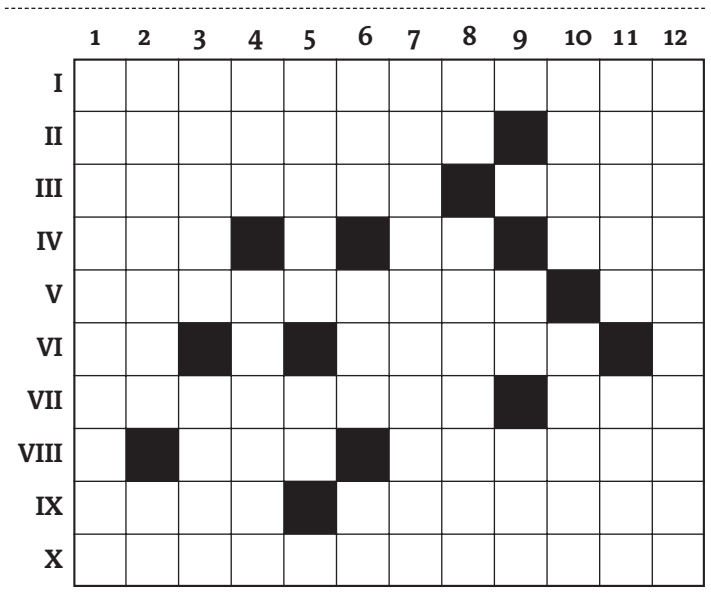
17.15 Lohengrin (Acte III). En direct. Opéra de Wagner. Par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. D'Andris Nelsons. Avec Klaus Florian Vogt, Annette Dasch.
21.45 Musica - Découvrir un opéra. « Rienzi », de Wagner par Philipp Stölzl (2010).
22.40 Vœux et sacrifices. Téléfilm. Dominik Graf. Avec Misel Maticevic, Tanja Schleiff (Allemagne, 2007, 90 min).

M 6

20.45 « Capital » : les inédits de l'été. Enquête sur les joyaux de la France. Magazine.
23.00 Grandes énigmes criminelles. Les Fiancés de Fontainebleau ⑩. Magazine.
0.00 Double meurtre à la capitainerie (55 min) ⑩.

Les jeux

Mots croisés n° 11-193



Horizontalement

I. Excellente mise à l'abri. **II.** Création qui finira peut-être chez M. Robert. Derrière le rideau jusqu'à la chute du Mur. **III.** Bossent fort. L'ouvrir en grand. **IV.** Fait des éclats. Au bout de l'avenue. Tout un symbole pour les Français. **V.** Ne fait pas bel effet. Belle académie. **VI.** Stratégie en noir et blanc. Soutient les colonnes du ciel. **VII.** Mise en veille. Vous pouvez compter sur lui... en principe. **VIII.** Vient d'avoir. Préparent le monde de demain. **IX.** Derrière le miroir. Se retrouve sans réaction. **X.** Passées à la caisse.

Verticalement

1. La fin justifie les moyens chez elle. **2.** Fournisseur de chaleur douce. Le temps de faire un tour. **3.** Peu agréable à toucher. Arrive sur le déclin. **4.** Pour prendre l'air. Femme de roi. **5.** Objet de la pensée. Note. **6.** Met la France en carte. Ecart dans les comptes. Doublé romain. **7.** Rapportent quand elles sont bonnes. **8.** Bouts d'artère. Mît de côté. **9.** Possessif. Equipe de godillots. **10.** Crie n'importe comment. Touchée moralement. **11.** Théâtre grec et parisien. Marque de similitude. **12.** Toujours prêtes à piquer.

Philippe Dupuis

Solution du n° 11 - 192

Horizontalement
I. Incompétence. **II.** Nouvelles. Ad. **III.** Cure. Il. Tari. **IV.** Onéreuse. VTT. **V.** Lord. Rincées. **VI.** Lu. Oléoducs. **VII.** Osa. Nil. Ie. **VIII.** Barème. Gales. **IX.** Lia. Assurent. **X.** Elles. Méduse.

Verticalement
1. Incollable. **2.** Nounou. Ail. **3.** Curer. Oral. **4.** Overdose. **5.** Me. Lamas. **6.** Pliure. Es. **7.** Elision. Sm. **8.** Té. Endigue. **9.** Est. Culard. **10.** Avec. Leu. **11.** Cartésiens. **12.** Edits. Este.

Sudoku n° 11-193

						5	1	7
						9	4	8
	9		4					
	3				9			
			8		7	6		5
4			3	8				
		7	6	1				
5	6	8	7					2

Réalisé par Yan Georget (http://yangeorget.blogspot.com)

Solution du n°11-192

4	8	5	1	7	2	3	6	9
2	9	7	4	3	6	1	5	8
1	3	6	8	5	9	2	7	4
9	7	4	6	2	3	8	1	5
5	6	8	9	1	7	4	3	2
3	1	2	5	4	8	6	9	7
7	4	9	3	8	1	5	2	6
8	2	1	7	6	5	9	4	3
6	5	3	2	9	4	7	8	1

Expert
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Euro Millions

Résultats du tirage du vendredi 12 août.
7, 20, 37, 10, 27, 7 ★ et 4 ★
Rapports : 5 numéros et ★ ★ : pas de gagnant ;
5 numéros et ★ : 306 870,20 € ; 5 numéros : 43 838,60 € ;
4 numéros et ★ ★ : 1 992 ,60 € ; 4 numéros et ★ : 128,00 € ;
4 numéros : 89,80 € ;
3 numéros et ★ ★ : 30,80 € ; 3 numéros et ★ : 9,50 € ;
3 numéros : 10,90 € ;
2 numéros et ★ ★ : 12,00 € ; 2 numéros et ★ : 6,50 € ;
2 numéros : 3,90 € ; 1 numéro et ★ ★ : 7,30 €.

Les résultats du Loto sont publiés dans nos éditions datées dimanche-lundi, mardi, mercredi et vendredi.
Tous les jours Mots croisés et sudoku.

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui,75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01-57-28-20-00 ; télex : 202806F ;
télécopieur : 01-57-28-21-21
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Abonnements : par téléphone : de France 32-89
(0,34€ TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89.
Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/
Tarif 1 an : France métropolitaine : 394 €
Internet : site d'information: www.lemonde.fr
finances : http://finance.lemonde.fr
Emploi : www.talents.fr/ Immobilier: http ://immo.lemonde.fr

Documentation : http ://archives.lemonde.fr
Collection : *Le Monde* sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La sélection radio

Samedi 13 août

FRANCE CULTURE

16.00 Du jour au lendemain. Eugène Nicole.
16.35 Retro. [1/2] Des Icônes.
17.00 24 h dans la vie de... Mathias Enard, à Barcelone.
18.10 Le Magazine de la rédaction.
19.00 Les Rencontres de Pétrarque.
20.30 Les Cinq Sens. La Vue [1/2].
22.05 Les Lundis du Collège de France. L'Ecrivain au travail.
23.05 L'Eloge du savoir. Jacques de Larosière et Jean-Claude Trichet.

FRANCE MUSIQUE

16.00 L'Air des lieux. Chez les luthiers de la Rue de Rome, Paris 8e.
18.10 Le Magazine des festivals. Festival à Saint-Céré. Invités : Michel Fau, Eric Vignau, Eric Perez.
19.30 Le Concert en direct. Festival de Salzbourg. Œuvres de Janacek, par The Vienna State Opera Chorus Concert Association et le Vienna Philharmonic Orchestra, dir. Esa-Pekka Salonen. Avec Angela Denoke (Emilia Marty), Raymond Very (Albert Gregor), Peter Hoare (Vitek), Jurgita Adamonyté (Krista), Johan Reuter (Jaroslav Prus), Ales Briscein (Janek), Jochen Schmeckenbecher (le docteur Kolenaty), Linda Ormiston (une femme de chambre), Peter Lobert (un technicien)...
23.00 Subjectif 21. Powerpop et soft rock en 2011.

FRANCE INTER

16.00 In extremis. Magazine de la mer.
17.00 Les Liaisons heureuses. Invités : Raphaël Sorin, Raphaël Enthoven.
18.10 Escale estivale. **Spécial culture espagnole.** Invités : Pedro Almodóvar, Antonio Banderas...
19.30 Alger nouvelle génération. L'Imaginaire à Alger.
20.05 Le Pont de l'été. Invité : Robin Leduc.
21.05 La Période bleue. Invité : Bernard Faucon.
22.00 Programmes de la nuit.

RADIO CLASSIQUE

18.00 Passion Classique. Invité : Georges Lautner.
19.30 Vos soirées d'été.
0.00 Radio Classique de nuit.

Dimanche 14 août

FRANCE CULTURE

16.00 Du jour au lendemain. Antonio Lobo Antunes.
17.00 24 h dans la vie de... Ersi Sotiropoulos, à Athènes.
18.10 Le Magazine de la rédaction.
19.00 Les Rencontres d'Averroès. Forum « Libération », Rennes.
20.30 Les Cinq Sens. La Vue [2/2].
22.05 Les Grandes Traversées : La Bataille de la culture.

FRANCE MUSIQUE

18.10 Par voix de conséquence. Isa Lagarde.
19.00 Musiques noires.
20.00 Le Concert en direct. **Festival de Salzbourg.** En direct. Donné au Felsenreitschule, par l'ORF Radio Symphony Orchestra Vienna, dir. Cornelius Meister. Œuvres de Berg, Rott.
23.00 Jazz été. Le Sextette de la chanteuse Cécile McLorin-Salvant. Enregistré au Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon. Avec Jean-François Bonnel, saxophone et clarinette, Jacques Schneck, piano, Enzo Mucci, guitare, Pierre Maingourd, contrebasse et Sylvain Glévarec, batterie.
1.00 France Musique la nuit : Sérénade.

FRANCE INTER

16.00 Vivre avec les bêtes. Invitées : Sabrina Krief, Florence Burgat...
17.05 L'Afrique enchantée. Albinos, les autres blancs d'Afrique.
18.10 Escale estivale. Spécial voyage culturel sonore. Invités : Moussu T, Benoît Rivero, Sylvie Haurat.
19.30 Les P'tits Bateaux.
20.05 Le Masque et la Plume. **Livres.** Au sommaire : « Sept histoires qui reviennent de loin », Jean-Christophe Rufin ; « Le Noyau d'abricot », Jean Giono ; « Carte blanche », le nouveau James Bond, Jeffery Deaver ; « Touriste », Julien Blanc-Gras...
21.05 Jusqu'au bout des voix. La Voix au siècle des Lumières. Invités : Arlette Farge, Marc-Alain Ouaknin, Patrick Barbier.
22.00 Programmes de la nuit.

RADIO CLASSIQUE

18.00 Vos soirées d'été.
0.00 Radio Classique de nuit.

Le singulier bédouin du mont des Oliviers

Lettre du Proche-Orient

Laurent Zecchini

Son ample keffieh à damier rouge et blanc, sa longue tunique et ses mocassins immaculés, témoignent qu'Ibrahim Abou El-Hawa soigne son apparence : son personnage est une partie non négligeable de son message. Pour juger de son hospitalité, il faut lui rendre visite au petit déjeuner, lorsque quelques-uns de ses hôtes de la nuit s'attablent devant le houmous, les salades, le pain pita et le thé.

Il s'enquiert de la santé et des désirs de chacun, donne des conseils sur le moyen de se rendre à Jéricho ou à Pétra (Jordanie), avant de poser une question rituelle, dont il savoure la réponse avec gourmandise : *« Comment avez-vous entendu parler de moi ? »* Et la jeune touriste japonaise de répondre : *« Mais Ibrahim, vous êtes très connu à Tokyo ! »*

Sur le mont des Oliviers, on l'appelle *« le Sage »*, *« Cheikh »* et aussi *« l'ambassadeur de bonne volonté »*. C'est un conteur bédouin, qui excelle à relater son histoire et celle de sa famille, présente sur la terre de Palestine *« depuis quatorze siècles »,* mais c'est surtout un « passeur de paix », à sa manière un prédicateur.

Dans le quartier aux ruelles grimpantes d'A-Tur, il habite une bâtisse construite par un lointain aïeul, il y a deux cent cinquante ans. L'adresse est bien connue des routards et des innombrables adeptes de la cause de la paix, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans. Ils sont militants politiques, croyants ou mystiques, crédules ou franchement illuminés, à l'image de Jérusalem, qui génère tous les caractères et tous les mythes.

Dans la maison d'Ibrahim, l'étranger de passage est nourri, abreuvé et logé gratuitement, parce que l'hospitalité bédouine traditionnelle le commande, mais il va de soi – c'est discrètement rappelé – que les donations aideront à *« maintenir cette maison ouverte pour de futurs visiteurs »*. Ibrahim Abou El-Hawa est respecté par les représentants des trois religions monothéistes. On en douterait qu'il a vite fait de vous faire l'exégèse des photos, souvenirs et témoignages qui décorent l'entrée de sa maison.

En témoigne aussi cette conférence œcuménique qui s'est tenue en décembre 2010 à Jérusalem. Il y avait là, autour du maire, Nir Barkat, le patriarche latin Mgr Fouad Twal, le grand rabbin du Kotel (mur des Lamentations), Shmuel Rabinovitch, le patriarche de l'Eglise orthodoxe, sa Béatitude Théophile III, et... Ibrahim Abou El-Hawa. *« J'étais le seul Arabe présent »,* souligne-t-il fièrement.

Ibrahim se bat en Israël et en parcourant le monde, pour jeter des ponts de compréhension et, rêve-t-il, d'amour, entre juifs et musulmans. *« Le mur entre nous,* insiste-t-il, *est plus solide que le mur de séparation, parce que nous ne regardons pas notre voisin. »* Il en est convaincu, ce dernier *« ne sera pas plus intangible que le mur de Berlin »*. Ibrahim a des vérités simples, pleines de bon sens, propres à susciter des adeptes.

« La clé de la richesse, énonce-t-il, *c'est de donner ; si nous n'avons pas la paix en nous, comment espérer la faire partager à d'autres ? »* Ce petit homme de 69 ans a longtemps été mécanicien, avant de se consacrer au Graal de la paix. Il connaît le dalaï-lama, Richard Gere, Jimmy Carter, Ravi Shankar et bien d'autres personnages célèbres ; il a séjourné au Temple d'or d'Amritsar, en Inde, s'est rendu vingt-six fois aux Etats-Unis, a parcouru l'Argentine, la Corée du Sud, le Japon et bien d'autres lieux.

Avec des rabbins juifs, des prêtres chrétiens, des responsables druzes et bahaïs, il est devenu apôtre de la non-violence, un choix qu'il n'est pas toujours facile d'assumer pour un Palestinien confronté à l'occupation israélienne. Son « partenaire » pour la paix est le rabbin Menahem Froman, un autre original, à la fois contesté et respecté, qui enseigne à Tekoah, une colonie située entre Bethléem et Hébron.

> C'est un conteur qui excelle à relater son histoire, mais c'est surtout un « passeur de paix »

Fondateur du Goush Emounim (le « bloc de la foi »), ce mouvement de colons créé en 1974, il prône le dialogue interreligieux, un cheminement qui l'a amené à devenir proche de Yasser Arafat et à visiter dans sa prison Cheikh Ahmed Yassine, le fondateur du Hamas exécuté par Israël en 2004. Le rabbin Froman et Ibrahim Abou El-Hawa ont mené de concert nombre d'actions pour la paix, comme la distribution de corans dans des villages dont la mosquée avait été brûlée par des colons extrémistes.

Ensemble, ils militent dans des mouvements qui prônent la coexistence pacifique entre religions, comme Jerusalem Peacemakers, The Abrahamic Reunion, Reconciliation ou Eretz Shalom, mais aussi des rassemblements plus incertains et charismatiques, tels Jerusalem Hug (« l'étreinte de Jérusalem ») ou les Vigiles pour la paix.

Parallèlement, Ibrahim Abou El-Hawa mène un autre combat, celui du sol et du droit des Palestiniens à vivre sur leur terre. Comme la plupart des habitants de Jérusalem-Est, il a agrandi sa maison sans permis de construire. Il s'est donc vu infliger une amende de 2,5 millions de shekels (environ 493 000 euros), qu'il n'a aucunement l'intention de payer. C'est pour cela que, le 11 septembre, il retournera au tribunal, sans illusions.

Ibrahim ne demandera pas de passe-droit à Nir Barkat, pour ne pas *« trahir son peuple »*. Le maire, interrogé par *Le Monde*, ne tarit pas d'éloges sur un représentant *« respecté et apprécié de la communauté arabe de Jérusalem »*. Ibrahim, lui, pense que M. Barkat est un *« très chic type »*, tout en reconnaissant que sa politique participe de la judaïsation systématique de la Ville sainte. C'est ainsi qu'est Ibrahim Abou El-Hawa : un Bédouin paradoxal et inclassable, qui parle de paix sur le mont des Oliviers. ■

zecchini@lemonde.fr

Le courrier du jour

Syrie

L'ONU et l'Europe doivent agir

Depuis plusieurs mois, la Syrie a connu les pires massacres depuis 1982. Plus de 2 000 personnes qui ne faisaient qu'exprimer leur colère et indignation envers un régime oppressif, qui refuse de mettre en place des réformes politiques, ont été sauvagement massacrées par les forces de « sécurité » sous l'égide de Bachar Al-Assad. Celui-ci est connu pour avoir orchestré de façon systématique cette répression sanglante. Par ailleurs, des milliers de personnes ont été arrêtées, soumises à la torture ou contraintes à s'exiler. Les villes sont encerclées. L'armée se déploie dans les villages.
La communauté internationale assiste passive à ces atrocités, préférant esquiver cette situation atroce.
Il faut impérativement que le Conseil européen et l'ONU agissent immédiatement afin de durcir les sanctions contre le gouvernement syrien, d'obtenir l'adoption en urgence d'une résolution assurant la protection des populations civiles, le respect des libertés publiques, l'envoi d'une commission internationale d'enquête et la mise en accusation des responsables des massacres devant la Cour pénale internationale.

Léa Gabay
Paris

Courrier et contributions des lecteurs :
courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Fax : 01-57-28-21-74

Il y a 50 ans dans Le Monde

Vers le mur de Berlin

La crise de Berlin existait jusqu'à présent surtout sur le papier et se manifestait par les notes échangées à son sujet entre l'Est et l'Ouest. Depuis la nuit de samedi à dimanche, elle s'est transportée sur le terrain même, sous une forme tangible et douloureuse qui rend très problématique son dénouement à l'amiable.

Les décisions prises par Pankow avec l'approbation de Moscou et des pays membres du pacte de Varsovie interdisent désormais aux Allemands de l'Est tout espoir de se rendre à l'Ouest. Les attendus du décret, comme les explications fournies dans le communiqué du pacte de Varsovie, insistent lourdement sur le souci de mettre fin aux *« activités subversives »* de l'Ouest, mais les habitants de Berlin-Ouest et de la République fédérale pourront continuer de franchir la frontière sans plus de formalités qu'avant. Les décisions qui viennent d'être prises sont uniquement destinées à mettre fin au flux constant des Allemands de l'Est qui choisissent de vivre sous un autre régime.

La tension a immédiatement monté à Berlin-Est, où la police a dû disperser des groupes de manifestants. Pendant douze ans, les Allemands de l'Est ont enduré leur sort en pensant que le jour où celui-ci deviendrait insupportable, ils auraient la possibilité d'émigrer. Cette perspective s'effondre brusquement. Il faudrait faire un crédit illimité à la malléabilité humaine pour imaginer qu'il ne s'ensuivra pas des remous. Après la fermeture de la frontière, un ravitaillement de plus en plus rare devrait encore accroître le mécontentement populaire.

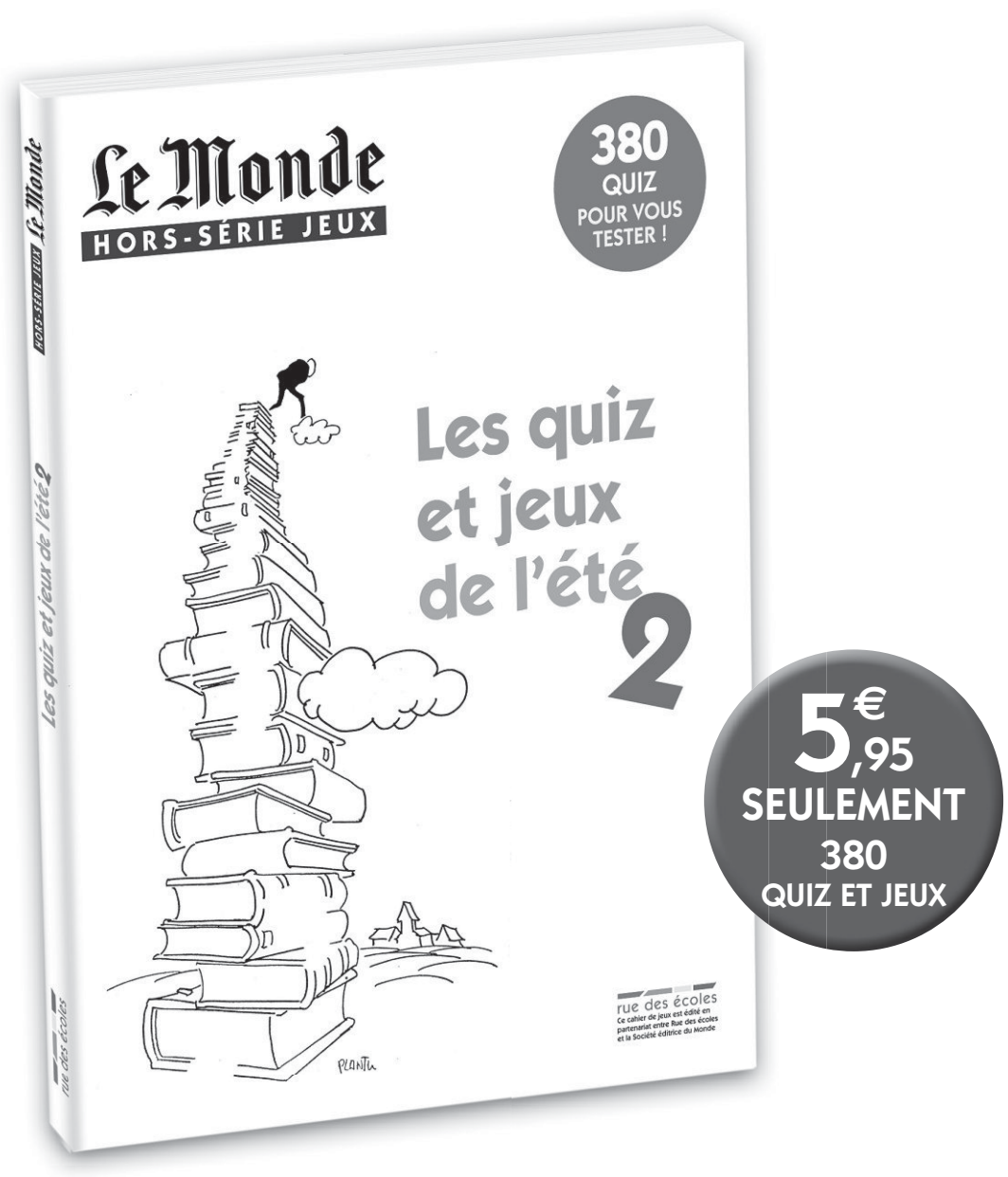
Cependant, l'émigration massive des Allemands de l'Est pesait lourdement sur toute tentative de négociation. L'arrêt forcé de cette émigration fait disparaître le principal grief du gouvernement de Pankow et, l'abcès étant éliminé par la contrainte, le dialogue pourrait peut-être reprendre. C'est du moins l'espoir que l'on manifeste à Londres, sans toutefois oser le dire trop ouvertement. Jusqu'à présent, les alliés occidentaux n'ont pas fait connaître les moyens pratiques qu'ils comptaient utiliser pour riposter au geste de Pankow.

Si à Bonn on insiste beaucoup pour que la protestation ne soit pas purement verbale, on n'ignore pas dans les autres capitales les difficultés de mesures de rétorsion efficaces. La crise actuelle n'en constitue pas moins une violation flagrante des accords quadripartites et met à l'épreuve la résolution, bien souvent affirmée par l'Occident, d'en assurer la sauvegarde. ■

(15 août 1961.)

■Tirage du *Monde* daté samedi 13 août 2011 : 386 599 exemplaires. 1 2 3
Nos abonnés et PAD trouveront avec ce numéro le cahier « TéléVisions ».

MÉMOIRE, LITTÉRATURE, CULTURES DU MONDE...
CET ÉTÉ, TESTEZ VOS CONNAISSANCES !



Comment décrypter rapidement un code secret ? Quel poète s'est illustré dans la *Variété* sans être chanteur ? Sous quel nom l'adulaire est-elle plus connue ?

Cet été, *Le Monde* vous propose de raviver vos souvenirs, de tester vos connaissances et de faire marcher vos neurones dans tous les domaines ! Des jeux de logique aux questions de culture générale, en passant par les pièges de la langue française, les connaissances scientifiques et techniques, la mémoire et l'observation… Un véritable défi pour les vacances, à relever seul, en famille ou entre amis.

NOUVEAU FORMAT PLUS PETIT, PLUS PRATIQUE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Communiqué U

Une agriculture plus responsable à prix très raisonnable. Et si c'était l'avenir ?

Entre l'agriculture conventionnelle et la production biologique parfois élitiste, une troisième voie est possible : celle d'une agriculture plus responsable, capable de produire en quantité en contribuant à un meilleur respect de l'environnement. C'est pourquoi les magasins U ont décidé d'encourager la démarche Agri Confiance®.

Qualité, traçabilité et environnement : c'est avant tout pour répondre aux nouvelles exigences des consommateurs que l'association Agri Confiance® s'est créée en 2002. Composée de coopératives agricoles, cette association délivre une licence à son nom. Elle certifie qu'un produit, de sa culture à sa transformation, répond à un cahier des charges très strict dans un souci environnemental : respect des sols et de la biodiversité, limitation des traitements des plantes ou encore réduction des déchets. **Cette agriculture qu'on appelle aussi « responsable » est de plus en plus privilégiée par les magasins U.** Ils signent par exemple des partenariats avec des exploitations Agri Confiance® pour l'élaboration de leurs produits U. C'est bon pour l'économie locale et les revenus des producteurs, mais aussi pour les consommateurs puisque la plupart de ces produits achetés en direct sont vendus à prix très compétitifs.

En rayon, vous trouverez par exemple les haricots verts surgelés U. Cultivés en pleine terre, ils sont conditionnés par la société Gelagri partenaire des magasins U depuis plus de 20 ans, qui emploie plus de 800 salariés. Avec près de 30 000 exploitations certifiées Agri Confiance®, soit 10% de l'agriculture française, l'association propose aujourd'hui une vraie réponse aux attentes de tous : producteurs, consommateurs et distributeurs responsables. En encourageant cette démarche, les magasins U savent qu'**ils font aujourd'hui ce que tout le monde fera demain.**

Les haricots verts surgelés U : un exemple de partenariat avec une coopérative Agri Confiance®

agri confiance
COOPÉRATIVES DE FRANCE : DES AGRICULTEURS RESPONSABLES

U, LE COMMERCE QUI PROFITE À TOUS.

les nouveaux commerçants

SYSTEME U CENTRALE NATIONALE - RCS Créteil n° B304 602 956 - Photo non contractuelle - Année 2011.